

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

WOENSDAG 21 JANUARI 2009

Namiddag

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MERCREDI 21 JANVIER 2009

Après-midi

La séance est ouverte à 14.07 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 14.07 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

01 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris voor Gezinsbeleid, toegevoegd aan de minister van Werk, en wat de aspecten inzake personen- en familierecht betreft, toegevoegd aan de minister van Justitie over "de problemen met de internationale adoptie in de institutionele dialoog" (nr. 9589)

01 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "les problèmes liés à l'adoption internationale dans le contexte du dialogue institutionnel" (n° 9589)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, mijn vraag gaat over de problemen in verband met internationale adoptie binnen de institutionele dialoog, als u zich nog herinnert wat dat precies inhoudt. In het kader van die dialoog zouden ook op uw domein pogingen zijn ondernomen om akkoorden te bereiken. Er is onder andere ook over die internationale adoptie gesproken.

Mijnheer de staatssecretaris, wat is het probleem met die internationale adoptie precies? Hoever staat het met de dialoog, alleen op dat vlak? De rest bespaar ik u.

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet: Mevrouw Smeyers, ik kan u meedelen dat de dialoog van Gemeenschap tot Gemeenschap wordt gevoerd tussen een Vlaamstalige en een Franstalige delegatie. De federale ministers van Institutionele Hervormingen worden uitgenodigd om de vergadering over de dialoog bij te wonen.

In het kader van de gemeenschapsdialogen komen ook onderwerpen aan bod die de samenwerking tussen de verschillende Gemeenschappen betreffen, zonder dat de federale overheid daarbij betrokken partij is. Met betrekking tot de uitoefening van hun bevoegdheden inzake adoptie en binnen het kader van hun in de Grondwet en de bijzondere wetten vastgestelde bevoegdheden kunnen de drie Gemeenschappen aldus samenwerkingsakkoorden sluiten.

Ze kunnen daarbij onder meer spreken over de vraag onder welke voorwaarden en in welke omstandigheden een kandidaat-adoptant een adoptieprocedure mag volgen bij adoptiediensten van een andere Gemeenschap dan de Gemeenschap waar hij woont. Zulke samenwerkingsakkoorden dienen tussen de betrokken gemeenschapsregeringen te worden gesloten. De federale regering is bij die samenwerking geen rechtstreeks betrokken partij en neemt ter zake geen initiatief.

Ik ga ervan uit dat de resultaten van de dialoog zullen worden bekendgemaakt, zodra de onderhandelaars tot een akkoord zijn gekomen.

01.03 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor het antwoord. Ik weet inderdaad dat de federale overheid hierbij niet betrokken is, maar ik dacht dat ze wel tussentijds op de hoogte werd gebracht van de stand van zaken van die dialoog. Dat blijkt niet het geval te zijn, maar u hebt wel duidelijk gezegd waarover het probleem precies gaat. Het gaat over het feit dat mensen die in het Nederlandstalige, Franstalige of Duitstalige landsgedeelte wonen, hun adoptieaanvraag in een andere taalgemeenschap zouden kunnen doen of daar de tests afleggen.

Ik begrijp inderdaad dat het hier dan vooral zou gaan om Franstaligen in de Nederlandstalige gemeenschap, of omgekeerd. Maar ik zou toch openlijk durven te zeggen dat dat een schending zou zijn van het territorialiteitsbeginsel. Het thema kan niet het voorwerp van discussie zijn en ik hoop dan ook dat er geen dergelijke conclusie wordt uitgetrokken, want dat zou toch wel een precedent zijn dat voor geen van de landsdelen of onze staat goed zou zijn.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Voorzitter: Sarah Smeyers.

Présidente: Sarah Smeyers.

02 Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les rapt parentaux internationaux" (n° 9815)

02 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de internationale ontvoeringen door ouders" (nr. 9815)

02.01 Karine Lalieux (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, les associations actives dans les drames humains que constituent les rapt parentaux sont assez inquiètes. Elles m'ont aujourd'hui interpellée, face au silence du gouvernement et à une situation qui n'évolue plus du tout depuis dix mois. Une convocation du Collège des procureurs généraux leur avait apparemment été promise pour parler de la problématique des rapt parentaux. A-t-elle eu lieu? Qu'en est-il ressorti? En tant que secrétaire d'État à la Famille, pouvez-vous me dire si le fait d'attribuer les allocations familiales au parent resté en Belgique est devenu automatique aujourd'hui? L'attribution au parent qui a commis le rapt est interdite par les tribunaux. Qu'en est-il de l'administration qui verse ces allocations familiales? Je m'inquiète de savoir si le gouvernement continue à prendre ces dossiers en charge et si ces derniers connaissent une évolution. Ils sont évidemment dramatiques au niveau familial.

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État: Après la condamnation de l'État belge par la Cour européenne des droits de l'homme dans un dossier, pour négligence dans la mise en œuvre de toutes les mesures que l'on pouvait raisonnablement attendre des autorités belges afin d'assurer le retour des enfants enlevés vers la Belgique, le ministre de la Justice a demandé de mettre la problématique à l'ordre du jour du Collège des procureurs généraux. Ceci a donc été fait. Le réseau d'expertise Jeunesse a fait une proposition au Collège des procureurs généraux afin d'éviter de nouvelles condamnations et celui-ci devra prendre position.

À l'initiative des ministres de la Justice et des Affaires étrangères s'est tenue le 14 mars 2003 la première table ronde concernant la problématique des enlèvements internationaux d'enfants, afin de répondre à une revendication des parents victimes de rapt parentaux. Divers contacts avaient alors été pris par les deux ministres précités avec le ministre des Affaires sociales de l'époque afin d'aboutir au maintien des allocations familiales en faveur du parent victime du rapt parental et ce jusqu'à ce que les enfants aient atteint l'âge de dix-huit ans. Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2005 à la suite de l'arrêté royal du 19 avril 2005 portant exécution de l'article 69, §2bis, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Cet arrêté royal précise qu'est considérée comme allocataire en cas d'enlèvement d'enfant la personne suivante: le parent, père ou mère, qui était allocataire pour l'enfant enlevé immédiatement avant l'enlèvement; à défaut, la mère de l'enfant enlevé qui n'était pas allocataire pour cet enfant; à défaut, le père de l'enfant enlevé qui n'était pas allocataire pour cet enfant et, à défaut, la personne qui était allocataire pour l'enfant enlevé immédiatement avant l'enlèvement.

Les personnes précitées ne peuvent être considérées comme allocataires que si elles n'ont pas participé, directement ou indirectement, à l'enlèvement et que si elles ont leur résidence principale en Belgique au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5° de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, et qu'elles l'avaient au moment de l'enlèvement de l'enfant.

La désignation de l'allocataire est valable à partir de la date de l'enlèvement de l'enfant et aussi longtemps que ce dernier n'a pas atteint l'âge de 18 ans.

Afin d'informer au mieux les parents victimes d'enlèvement d'enfant et suite à la collaboration des ministères précités, devenus SPF entre-temps, et de Child Focus, une brochure a été éditée en décembre 2006 et est

toujours valable. Je peux vous en donner un exemplaire si vous le souhaitez.

Je tiens également à faire savoir que je partage véritablement la détresse dans laquelle se trouvent les parents victimes de rapt parental. Par contre, il ne faut pas dire que rien n'a été mis en place par le nouveau gouvernement ni que rien n'évolue. Je peux vous citer certaines actions entreprises qui, loin de résoudre tous les problèmes, démontrent que les choses ont progressé dans ce domaine.

La permanence téléphonique 24 heures sur 24, sept jours sur sept, a récemment été renforcée. Je souligne que la Belgique est un des seuls États membres de la Convention de La Haye à prévoir une telle structure.

La brochure a été diffusée et fait actuellement l'objet d'une révision en vue de l'adapter et de l'améliorer.

J'ai également reçu une délégation des associations de parents victimes de rapt parental et mis à profit un Sommet européen informel du mois de septembre 2008 pour aborder la problématique des rapt parental internationaux. J'ai suggéré aux États membres de lancer une discussion sur un échange de bonnes pratiques, sur le développement de la médiation internationale ainsi que sur le rôle du médiateur du Parlement européen pour les victimes d'enlèvement parental transfrontalier.

En outre, j'ai pris l'initiative de diffuser plus d'informations sur les rapt parental internationaux par l'intermédiaire du site les familles.be.

Enfin, des contacts sont actuellement pris en vue de relancer la table ronde et d'identifier les améliorations encore nécessaires au dispositif existant.

J'ajoute qu'il s'agit d'une matière extrêmement difficile parce que l'on touche à ce que les parents ont de plus cher: leurs enfants. On ne peut que comprendre la détresse des parents qui n'ont plus de nouvelles de leurs enfants mais, dans le même temps, il est extrêmement difficile d'avoir des résultats en la matière parce que cela implique d'avoir des contacts avec des pays étrangers.

Nous devons continuer à tout mettre en œuvre pour avancer dans la coordination des SPF au niveau national et au niveau européen. En effet, contrairement à ce que l'on pourrait croire, il y a énormément de rapt parental à l'intérieur de l'Union européenne, même avec des pays qui sont proches du nôtre. Nous devons également veiller à la disponibilité maximum du SPF vis-à-vis des parents pour que ceux-ci puissent disposer d'une écoute et obtenir les informations.

02.03 Karine Lalieux (PS): Madame la présidente, je remercie le ministre pour sa réponse. Nous attendons les résultats de la réunion du Collège des procureurs généraux sur la base d'une note. Avez-vous déjà connaissance d'une date? Je devrais peut-être plutôt poser cette question au ministre de la Justice, mais vous pouvez sans doute la lui transmettre.

L'important, c'est de refaire des tables rondes. En effet, chaque parent a peur de tomber dans l'oubli et de voir l'État considérer que leur cas est un cas parmi d'autres et s'en soucier peu. Même si je sais que le dispositif est lourd, des contacts permanents et des tables rondes me semblent indispensables pour rassurer les parents, à défaut de trouver des solutions pour tout le monde et leur rappeler que l'État est à leurs côtés pour une aide juridique et diplomatique.

Président: Renaat Landuyt.

Voorzitter: Renaat Landuyt.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "een anomalie in het Burgerlijk Wetboek inzake het erfrecht" (nr. 9945)

03 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "une anomalie dans le Code civil en ce qui concerne le droit successoral" (n° 9945)

03.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, erfenissen zijn een bron van twisten en familieruzies, zegt men wel eens. Het is spijtig dat de wetgeving inzake erfrecht zelf ook de oorzaak is van heel wat ruzies. Dat is iets waar wij als wetgevende macht kunnen ingrijpen en wat we

zouden kunnen verhelpen.

Heel wat ouders hebben de bezorgdheid om alle kinderen op voet van gelijkheid te behandelen en voor het overlijden al zoveel mogelijk te regelen, zodat de kans dat bepaalde kinderen uit de erfenisboot zouden vallen, zoveel mogelijk wordt vermeden. Ouders proberen door middel van schenkingen de erfenislast te verlichten en het gelijkheidsbeginsel te respecteren. Daar loopt het fout. Ze schenken bijvoorbeeld het ene kind een som geld en het andere een onroerend goed dat op het moment van de schenking eigenlijk dezelfde waarde heeft als de geldsom. Op het moment van de registratie van de schenkingsakte vertegenwoordigen die beide schenkingen ongeveer dezelfde waarde.

De staatssecretaris weet natuurlijk maar al te goed dat de waardering van het onroerend goed dat wordt geschonken op het moment van de inbreng of de inkorting gebeurt, terwijl natuurlijk de som geld werd gewaardeerd op het moment van de gift. Men kent daar enorme problemen: het kind dat het onroerend goed heeft gekregen, moet dan beginnen bijbetalen enzovoort. Het kan de bron zijn van een eindeloze reeks familieruzies. U bent natuurlijk op de hoogte van de problematiek. Uit een rondvraag bij notarissen en advocaten meen ik te weten dat men al geruime tijd aandringt om die ongerijmdheid uit de wereld te helpen.

In hoeverre is het opruimen van deze anomalie een prioriteit van deze regering? Ik heb begrepen dat er ergens ook een wetsvoorstel hangende is of ingediend is of ergens tussen Kamer en Senaat zit. Plant de regering een initiatief om dit te verhelpen? Graag een woordje uitleg over de stand van zaken.

03.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Logghe, op grond van artikel 843 van het Burgerlijk Wetboek heeft elke erfgenaam inderdaad de verplichting om aan zijn mede-erfgenamen inbreng te doen van elke schenking van welke waarde dan ook die hij van de overledene heeft ontvangen, behalve in geval van uitzonderingen of indien de gift hem uitdrukkelijk is gedaan bij vooruitmaking en buiten erfdeel. Zelfs in dat geval mag de gift het beschikbaar gedeelte van de nalatenschap niet overschrijden.

Die inbreng en/of eventuele inkorting van de gift geschiedt in natura ofwel door mindere ontvangst of inbreng in tegenwaarde, volgens artikel 858 van het Burgerlijk Wetboek. Die bepaling beoogt de gelijkheid tussen alle erfgenamen, teneinde gelijke kavels samen te stellen voor de verheffing van de nalatenschap.

Een onroerend goed zal echter in natura worden ingebracht en worden geschat ten tijde van de verdeling van de nalatenschap. Een roerend goed, geldsom inbegrepen, zal worden geschat ten tijde van de schenking, volgens artikel 868 van het Burgerlijk Wetboek. Vanuit historisch oogpunt is de wetgever uitgegaan van roerende goederen die in het algemeen in waarde dalen, en niet van een geldsom.

De materie is uiteraard complex en vraagt een grondige uiteenzetting om al haar nuances te begrijpen.

Het gebrek aan eenvormigheid tussen de regels inzake de roerende inbreng en de regels inzake de onroerende inbreng, heeft als kwalijk gevolg dat in bepaalde gevallen de inbreng zijn doel mist, met name de gelijkheid tussen de erfgenamen.

Om dat onevenwicht te vermijden, hebben de rechtsleer en de rechtspraak verscheidene mechanismen bedacht waardoor de erflater zijn nalatenschap nauwkeurig en zich bewust zijnde van de gevolgen van zijn daden, moet programmeren. Die erfrechtelijke regels zouden eenvormig moeten worden gemaakt, zodat het doel van de daadwerkelijke gelijkheid tussen alle erfgenamen wordt bereikt, behalve natuurlijk in het geval dat de erflater, erfgenamen of een legataris wenst te begunstigen binnen de grenzen van het beschikbaar gedeelte.

Het zou dus wenselijk zijn de kwestie te behandelen in een meer algemene hervorming van het volledige erfrecht gelet op de maatschappelijke evolutie, zoals ik al vermeldde in mijn algemene beleidsnota.

Het staat mij overigens voor dat het thema ook wordt bediscussieerd in de commissie voor de Justitie in de Senaat. Er worden verschillende voorstellen behandeld, misschien minder algemeen dan wat hier staat.

03.03 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, ik heb een heel korte reactie. Ik dank de staatssecretaris natuurlijk voor het vrij volledige antwoord, met zelfs een opsomming van de wetsartikelen.

Mijnheer de staatssecretaris, ik zie het waarschijnlijk iets eenvoudiger dan u. Voor mij is het centrale thema

het waarderingsmoment van die schenkingen. Mocht men erin kunnen slagen om dat waarderingsmoment gelijk te schakelen, zou dat al heel wat problemen oplossen en heel wat familieruzies en twisten vermijden. Maar goed, we discussiëren er nog over. Ik ben blij dat de problematiek u in alle geval al bekend is en dat men hieraan werkt in de Senaat.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Vraag van de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "het tijdstip vanaf wanneer een kind erkend kan worden" (nr. 10145)

04 Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "le moment à partir duquel un enfant peut être reconnu" (n° 10145)

De **voorzitter**: Opnieuw zal de staatssecretaris antwoorden, hopelijk hetzelfde als de minister zou hebben geantwoord.

Persoonlijk zou ik niet aanvaarden dat de staatssecretaris zou antwoorden in de plaats van de minister, maar de heer Terwingen aanvaardt dat wel.

04.01 Raf Terwingen (CD&V): Mijnheer de voorzitter, dat is het verschil tussen meerderheid en oppositie.

De **voorzitter**: Ik denk het ook, maar volgens de heer Wathelet kan het ook aan mijn karakter liggen.

04.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet: Mijnheer de voorzitter, de heer Terwingen meent dat ik een grondig antwoord kan geven, terwijl u dat niet vindt. U hebt liever de heer De Clerck, maar dat is uw keuze.

De **voorzitter**: Dat is een goede opmerking.

04.03 Raf Terwingen (CD&V): Nochtans hebt u gisteren een aantal vergelijkingen gemaakt tussen de heren Vandeuren en De Clerck die niet zo gunstig waren voor de heer De Clerck.

De **voorzitter**: In alle eerlijkheid, de heer De Clerck doet mij denken aan de heer Wathelet senior. Mijnheer Wathelet, ik geef u nog wat krediet.

04.04 Raf Terwingen (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, mijn vraag betreft het tijdstip waarop een kind kan worden erkend.

Artikel 328, tweede lid, voorziet erin dat een verwekt kind kan worden erkend. Zodra de verwekking is gebeurd en men kan het bewijzen, kan een kind worden erkend.

In de praktijk blijkt dat uiteenlopend te worden behandeld. Er moet door middel van een geneeskundig getuigschrift worden bewezen dat de moeder zwanger is. Dat wordt meestal afgeleverd na vijf tot zes maanden zwangerschap. Sommige ambtenaren van de burgerlijke ambt aanvaarden een medisch getuigschrift waaruit zonder meer blijkt dat de moeder zwanger is en waarin een vermoedelijke bevallingsdatum wordt opgegeven.

Er zijn echter ook ambtenaren van de burgerlijke stand die eisen dat een gyneacoloog heeft vastgesteld dat de moeder al zes maanden zwanger is. Er is dus een verschil in aanpak tussen ambtenaren van de burgerlijke stand.

De vereiste van zes maanden wordt door sommige ambtenaren gerechtvaardigd door de wettelijk veronderstelde levensvatbaarheidsgrens, die op 180 dagen is vastgelegd, in combinatie met een aantal negentiende-eeuwse omzendbrieven in verband met doodgeboren kinderen, enzovoort.

Die voorwaarde, die door sommige ambtenaren wordt aangehouden, heeft tot gevolg dat de vader van een buitenechtelijk kind zijn kind pas kan erkennen na zes maanden zwangerschap. Als hij in die periode overlijdt, heeft hij zijn kind niet kunnen erkennen en komt er bijgevolg geen afstammingsband langs vaderszijde tot stand op het tijdstip van de geboorte.

Dat impliceert dan weer dat het kind de naam van de moeder zal dragen en het geen erfrecht zal verkrijgen

in de nalatenschap van zijn ondertussen overleden vader. Slechts indien na de geboorte een gerechtelijk onderzoek naar het vaderschap wordt ingesteld, kan er alsnog een afstammingsband zijn. Dat kost echter tijd en geld en zorgt bovendien voor allerlei problemen bij de afwikkeling van de nalatenschap.

De burger is dan ook gefrustreerd dat hij de erkenning in de ene gemeente wel te allen tijde kan laten acteren na bewijs van zwangerschap met opgave van de bevallingsdatum, terwijl hij in de andere gemeente moet wachten tot er bewijs is van zes maanden zwangerschap.

Er is nood aan uniformiteit en duidelijkheid. Ik heb vastgesteld, mijnheer de staatssecretaris, dat u in een commissievergadering van 10 december reeds een gedeeltelijk antwoord hebt gegeven op de problematiek. De vraag is echter algemener, met name over de algemene erkenning van een kind en, a fortiori, als het levend wordt geboren.

Ik heb de volgende concrete vragen. Vanaf welk tijdstip kan een kind worden erkend? Mag de ambtenaar van de burgerlijke stand weigeren een akte van erkenning op te maken louter op grond van het feit dat de moeder nog geen zes maanden zwanger zou zijn?

Zult u een initiatief nemen om de problematiek te verduidelijken en te uniformiseren?

04.05 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Mijnheer de voorzitter, die vraag verwijst naar het lijden van niet-getrouwde vaders, die het rouwproces doormaken van hun levenloos geboren kind, voor dit de door het Burgerlijk Wetboek vastgestelde levensvatbaarheidsgrens van de 180 dagen heeft bereikt.

Dezelfde problematiek treft alle betrokken ouders die vandaag de dag hun levenloos geboren kind voor de termijn van de 180 dagen niet kunnen laten erkennen door de burgerlijke stand.

Het wetsontwerp dat ik zal indienen, zal weldra de levensvatbaarheidsgrens van het kind verlagen van 180 dagen naar 140 dagen en het artikel 80bis van het Burgerlijk Wetboek aanvullen met een alinea 4. Dit biedt de ouders van een levenloos – ofwel levend maar niet levensvatbaar – geboren kind of foetus tussen de 160^{ste} en de 140^{ste} dag van de zwangerschap, de mogelijkheid op hun verzoek een akte te laten opstellen door de burgerlijke stand met de vermelding van een voornaam van dit kind en om de begrafenis te organiseren.

De niet-getrouwde vader die het verwekte kind al dan niet heeft erkend, zal bijgevolg op grond van artikel 80bis van het Burgerlijk Wetboek de mogelijkheid hebben zijn naam te laten vermelden in de akte van het levenloos geboren kind. De rechtsleer liet tot op heden alleen de erkenning toe van het verwekte kind wanneer dit uiteindelijk levend en levensbaar wordt geboren. Maar deze rechtsleer bepaalt geen enkel tijdstip waarop deze erkenning kan gebeuren.

In de praktijk zijn er echter ambtenaren van de burgerlijke stand die een geneeskundig attest vragen waaruit blijkt dat de vrouw minstens zes maanden zwanger is. Artikel 326 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat een kind verondersteld is, verwekt te zijn tussen de 300^{ste} en de 180^{ste} dag voor zijn geboorte. De niet-getrouwde vader krijgt op dit moment bijgevolg vaak niet de toestemming om het kind te erkennen voor deze termijn van 180 dagen. Deze termijn heeft echter geen enkele reële juridische basis.

De ongelijkheden die in de praktijk zouden worden toegepast door de diensten van de burgerlijke stand wat betreft de mogelijkheid van de vader om een verwekt kind voor de geboorte te erkennen, zijn uiteraard schadelijk.

Voorzitter: Mia De Schamphelaere.

Présidente: Mia De Schamphelaere.

De omzendbrief van de minister van Justitie van 7 mei 2007 met betrekking tot de wet van 1 juli 2006 specificeert in punt 5 – in overeenstemming met artikel 80bis, tweede alinea, 2e – dat de niet met de moeder getrouwde vader die het verwekte kind heeft erkend in de akte van het levenloos geboren kind moet worden vermeld. Met de toestemming van de moeder kon eveneens de naam van de vader die het kind niet heeft erkend in de akte worden vermeld. Het gaat uiteraard wel om kinderen die de 180^{ste} dag van de zwangerschap hebben bereikt.

Het ontwerp dat ik wil indienen zal deze situatie verbeteren aangezien artikel 80 van toepassing zou zijn van

de 140^{ste} dag van de zwangerschap. Misschien moet tevens de mogelijk worden voorzien om met de toestemming van de moeder de inschrijving van de naam van de vader mogelijk te maken voor deze datum van levensvatbaarheid.

04.06 Raf Terwingen (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, ik ben blij met uw aangekondigde wetsontwerp dat betrekking zal hebben op de doodgeboren kinderen.

U hebt ook de problematiek beantwoord waarover het in concreto ging in mijn vraagstelling, namelijk of een ambtenaar van de burgerlijke stand in principe kan weigeren om een erkenning toe te staan ten opzichte van een man die niet is getrouwd met een toekomstige moeder. U hebt daaromtrent gezegd dat de voorwaarde die sommige ambtenaren van de burgerlijke stand hanteren, namelijk dat er toch een attest moet zijn van minstens de zes maanden die overeenstemmen met de 180 dagen, eigenlijk geen strikte juridische basis is.

Ik begrijp dat u in het kader van de levenloze geboorte van een kind naar 140 dagen. Aangezien dit geen strikte juridische basis is, zou men eigenlijk niet mogen weigeren om de erkenning toe te staan op basis van een attest waarin die zes maanden nog niet duidelijk is.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "het toezicht op overeenkomsten inzake het ouderlijk gezag bij (echt)scheiding" (nr. 10148)

05 Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "le contrôle des conventions relatives à l'autorité parentale en cas de divorce" (n° 10148)

05.01 Raf Terwingen (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, indien echtgenoten uit de echt wensen te scheiden met onderlinge toestemming dienen zij een familierechtelijke overeenkomst op te stellen waarin de gezagsregelingen en de bijdragen van iedere ouder in de kosten bedoelt in artikel 203, §1, worden opgenomen.

Volgens artikel 1289ter van het Gerechtelijk Wetboek brengt de procureur des Konings een schriftelijk advies uit over de overeenkomst tussen de echtgenoten, met betrekking tot deze kinderen.

De rechter kan de partijen voorstellen de beschikkingen van de overeenkomst met betrekking tot het minderjarige kind te wijzigen wanneer hij vindt dat deze strijdig zijn met de belangen van de kinderen. Tevens kan hij beslissen om de kinderen te horen waarna hij de beschikkingen, die kennelijk strijdig zijn met de belangen van de minderjarige kinderen, kan laten schrappen of wijzigen. Dit kan hij ook doen wanneer de partijen gewijzigde omstandigheden aanvoeren. De rechter homologeert ten slotte de overeenkomst met betrekking tot de minderjarige kinderen.

Dat is de situatie bij echtscheidingen door onderlinge toestemming.

Bij echtscheidingen op grond van onherstelbare ontwrichting van het huwelijk oordeelt de voorzitter of de rechter slechts over het belang van het kind bij een regeling inzake de uitoefening van het ouderlijk gezag of de onderhoudsbijdrage in geval hem daarover een geschil wordt voorgelegd of in geval de partijen verzoeken een overeenkomst te homologeren. Het staat de partijen dus eigenlijk vrij om al dan niet een overeenkomst te treffen over de uitoefening van het ouderlijke gezag en de onderhoudsbijdrage, en deze voor te leggen aan de rechter.

In een situatie van beëindiging van een wettelijke samenwoning of een feitelijke samenleving bestaat er evenmin een verplichting om een regeling te treffen aangaande het ouderlijke gezag of de onderhoudsbijdrage, bedoelt in artikel 203, §1. In geval er een geschil bestaat, kan elk van beide ouders zich wenden tot de rechter. De ouders kunnen ook een regeling treffen zonder tussenkomst van de rechter en bijgevolg zonder toetsing aan het belang van het kind.

Concreet zijn mijn vragen de volgende, mijnheer de staatssecretaris.

Ten eerste, hoe vaak verleent het openbaar ministerie een negatief advies over de verenigbaarheid van de overeenkomst met het belang van het kind bij echtscheiding door onderlinge toestemming?

Ten tweede, hoe gebeurt deze controle? Hoe onderzoekt het openbaar ministerie de verenigbaarheid met het belang van het kind? Op grond van welke elementen gebeurt dit?

Ten derde, in hoeverre is een voorafgaande tussenkomst van het openbaar ministerie en de rechter met betrekking tot het onderzoek van de verenigbaarheid van de familierechtelijke overeenkomst met het belang van het kind zinvol? Welke meerwaarde biedt dit bij echtscheiding door onderlinge toestemming?

Ten vierde, in geval de tussenkomst van het openbaar ministerie en de rechter zinvol is, is het volgens u dan niet opportuun om een verplichte homologatieprocedure in te voeren voor alle overeenkomsten die worden gesloten omtrent ouderlijk gezag en onderhoudsbijdrage voor minderjarige kinderen, die worden afgesloten bij eender welke vorm van beëindiging van de samenleving tussen ouders, en dus niet enkel in het kader van de echtscheiding door onderlinge toestemming?

05.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Terwingen, wat de eerste vraag betreft, de afdeling statistiek van de FOD Justitie houdt geen statistieken bij inzake de inhoud van beslissingen van de verschillende burgerlijke rechtbanken. Ik kan u vandaag dan ook nog geen cijfers meedelen. Ik heb uw vragen echter ook voorgelegd aan het College van procureurs-generaal. Zodra ik een antwoord ontvang, zal ik het u natuurlijk dadelijk bezorgen.

Dat geldt ook voor het tweede onderdeel van uw vraag, waarvoor ik precies heb nagevraagd welke elementen het openbaar ministerie in zijn appreciatie in rekening brengt.

In geval van een echtscheiding door onderlinge toestemming, verschijnen de partijen sowieso reeds voor de rechter en zijn zij al verplicht om bepaalde overeenkomsten te treffen. Dat behoort tot de kern van de EOT. Het is logisch dat ook een overeenkomst over de kinderen wordt getroffen en aan de rechter wordt voorgelegd.

De controle inzake de verenigbaarheid van de familierechtelijke overeenkomst bij een echtscheiding door onderlinge toestemming met het belang van het kind, is zinvol omdat het openbaar ministerie soms over informatie beschikt die zich niet in het dossier bevindt, bijvoorbeeld wanneer er ten laste van een van de ouders strafbare feiten ten aanzien van de kinderen worden gepleegd. Ook al hebben de ouders onderling een akkoord, de regeling die zij wensen te treffen, kan indruisen tegen de meest elementaire rechten en belangen van het kind en strijdig zijn met de openbare orde. Het openbaar ministerie en de rechter vervullen dienaangaande dan ook een belangrijke rol.

Zowel in het geval van echtscheiding op grond van onherstelbare ontwrichting als bij de algemene regeling indien de ouders niet samenleven, is er geen verplichte homologatie, maar hebben de ouders de keuze om hun overeenkomsten te laten homologeren of zij kunnen de rechten en regelingen laten vastleggen indien er problemen zijn.

Ik begrijp de logica van uw redenering. Daaromtrent kunnen er ongetwijfeld interessante discussies worden gevoerd. Ik wens echter toch ook te waarschuwen voor een steeds verdergaande juridisering van onze maatschappij. Ik denk daarbij bijvoorbeeld aan koppels die er bewust voor kiezen om een samenlevingsengagement aan te gaan zonder enige vorm van bescherming zoals die van toepassing is op gehuwden of wettelijk samenwonenden.

Wanneer hun relatie eindigt, dienen zij geen echtscheidingsprocedure voor de rechtbank te voeren. Zij zullen veelal onderlinge overeenkomsten treffen. Ofwel kiezen zij ervoor om dit volledig buiten de rechtbank om af te handelen, maar dan uiteraard zonder over een uitvoerbare titel te beschikken. Ofwel kunnen zij kiezen voor meer bescherming en hun overeenkomst laten homologeren, in welk geval de rechter zal nagaan of dit niet strijdig is met het belang van de kinderen.

Het verschil met de echtscheiding door onderlinge toestemming is dat zij nu niet genooddaakt zijn naar de rechter te stappen, maar dit ten gevolge van een verplichte homologatieprocedure wel zouden worden. Een verplichte homologatie van alle overeenkomsten met betrekking tot de kinderen zou betekenen dat heel wat ouders die geen problemen hebben, naar de rechter zouden moeten stappen. Dergelijke verplichting zou ook een averechts effect kunnen hebben, namelijk dat de ouders geen overeenkomst meer maken, hetgeen dan weer meer geschillen in de hand kan werken.

05.03 **Raf Terwingen** (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Bruno Stevenheydens** aan de minister van Justitie over "de vrijlating van carjackers na een procedurefout" (nr. 9513)

- de heer **Renaat Landuyt** aan de minister van Justitie over "de vrijlating van drie carjackers ingevolge een procedurefout" (nr. 9567)

06 **Questions jointes de**

- M. **Bruno Stevenheydens** au ministre de la Justice sur "la libération des auteurs d'un carjacking à la suite d'une erreur de procédure" (n° 9513)

- M. **Renaat Landuyt** au ministre de la Justice sur "la libération des trois auteurs d'un carjacking à la suite d'une erreur de procédure" (n° 9567)

06.01 **Bruno Stevenheydens** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, door een procedurefout bij het parket van Gent werden drie opgepakte carjackers uit Noord-Frankrijk vrijgelaten. Het drietal had in het arrondissement Oudenaarde op gewelddadige wijze een auto gestolen en enkele ongevallen veroorzaakt. In Gent werden zij door de politie ingerekend. Het parket van Oudenaarde heeft een onderzoeksrechter aangesteld. Het bevel van medebrenging werd echter niet binnen vierentwintig uur aan de verdachten overhandigd, waardoor zij na deze procedurefout werden vrijgelaten.

Hoe verklaart de minister deze slordigheid? Wat is er misgegaan met het bevel tot medebrenging? Wie draagt hiervoor de verantwoordelijkheid? Wat zal hiertegen worden ondernomen?

06.02 **Renaat Landuyt** (sp.a): Mijnheer de minister, naar verluidt zouden drie opgepakte carjackers uit Noord-Frankrijk door een procedurefout zijn vrijgelaten. Het drietal zou op nieuwjaarsmorgen in Etikhove in de Vlaamse Ardennen op gewelddadige wijze een auto hebben gestolen. Op weg naar Gent zouden zij een aantal ongevallen hebben veroorzaakt. Bij het laatste door hen veroorzaakte ongeval in Gent, zouden zij door de politie zijn ingerekend.

Aangezien de feiten zich in het arrondissement Oudenaarde hadden afgespeeld, zou de onderzoeksrechter van het arrondissement Oudenaarde een bevel tot medebrenging hebben uitgevaardigd, maar om een onbekende reden zou dit niet tijdig aan de verdachten zijn overhandigd, waardoor zij moesten worden vrijgelaten, vandaar mijn vijf vragen.

Ten eerste, klopt dit feitenrelaas?

Ten tweede, wat is er precies misgelopen in het kader van het echte feitenrelaas?

Ten derde, wie draagt hiervoor de verantwoordelijkheid?

Ten vierde, spreekt men hier terecht van een procedurefout?

Ten vijfde, welke maatregelen zult u nemen om de aaneenschakeling van onzorgvuldigheden bij Justitie aan te pakken? Ik verwijs hierbij naar de recente bijna-vrijlating van de vermeende moordenaar van Kitty Van Nieuwenhuysen en naar de nog recentere vrijlating van een verdachte in de zaak Hendrickx, om niet te verwijzen naar het vrijkomen gisteren van nog andere mensen in het Luikse. Hoe gaat u dat aanpakken?

06.03 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, collega's, inderdaad: drie Franse carjackers werden vrijgelaten. Dat wisten we eigenlijk allemaal. Zij zijn vrijgelaten nadat zij met een voertuig dat was gestolen in het arrondissement Oudenaarde in Gent betrokken waren bij een verkeersongeval. Zij werden na het ongeval door de politie van Gent gearresteerd toen duidelijk was dat zij met een gestolen voertuig reden.

Gezien de onderzoeksrechter van Oudenaarde gevat was voor het onderzoek naar de diefstal van het voertuig, werd een bevel tot medebrenging per fax overgemaakt aan de politie te Gent, waardoor de drie verdachten overgebracht moesten worden naar Oudenaarde. De wet op de voorlopige hechtenis voorziet erin dat het bevel tot medebrenging binnen de vierentwintig uur na de vrijheidsberoving moet worden betekend aan de betrokkene. Indien dit niet binnen deze termijn gebeurt, moet de betrokkene terug in vrijheid worden gesteld. In casu werd de betekening niet uitgevoerd binnen de vierentwintig uur na de

arrestatie, zodat de arrestanten noodgedwongen moesten worden vrijgelaten. Dit betekent vanzelfsprekend niet dat het strafonderzoek niet kan worden verder gezet, maar laten we ons er allen van bewust zijn dat de noodgedwongen vrijlating dit verdere onderzoek niet zal vergemakkelijken.

Ik wens echter wel te benadrukken dat geen enkele magistraat of personeelslid van Justitie hier in de fout is gegaan, maar dat de vrijlating een gevolg is van een slordigheid, een materiële fout, bij de politie van Gent. Uiteraard valt het toezicht van de finale verantwoordelijkheid over de politiediensten niet onder mijn bevoegdheid, maar wel onder die van de minister van Binnenlandse Zaken.

Het incident zet echter aan tot nadenken. Dit is echter niet de plaats om definitieve uitspraken te doen over de duur van de vrijheidsberoving van 24 uur, zoals in de Grondwet staat. Er werd reeds enkele keren voorgesteld om die duur aan te passen. Daarover wil ik nu geen uitspraken doen. Dat is een ander debat. Het gaat hier dus om een fout van de politie en niet van Justitie.

06.04 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. De slordigheid is te wijten aan de politie van Gent. Ik zal de minister van Binnenlandse Zaken hierover verder ondervragen. Kunt u misschien nu of later meedelen in hoeveel gevallen wij met die slordigheid te maken hebben en of al dan niet aan de procedure van 24 uur moet worden gesleuteld?

06.05 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de minister, het incident en uw antwoord raken aan een van mijn gevoeligheden. Ik denk dat er een probleem is – wij hebben dat ook besproken met de vorige minister van Justitie – van verantwoordelijkheidszin, ook bij Justitie. Men kan niet zomaar zeggen: de onderzoeksrechter of de procureur stuurt een fax naar de politie en zijn werk is gedaan. Onder andere het feit dat men zich niet verantwoordelijk voelt om na te kijken of een en ander in orde is op het einde van de termijn, maakt dat enorm veel misloopt.

Er was een zelfde incident met de persoon die wordt verdacht van de moord op Kitty Van Nieuwenhuysen. Als er iets verkeerd loopt binnen de gevangenis is het de schuld van de gevangenis, terwijl de procureur, die toch voor het onderzoek is aangesteld, en de onderzoeksrechter, die een daad heeft gesteld, niet verantwoordelijk zouden zijn. Ik denk dat men aan die redenering niet mag vasthouden. Er is een vorm van eindverantwoordelijkheid, zelfs als het om een opsporingsonderzoek gaat, bij, mijn inziens, de procureur of de onderzoeksrechter.

Ik zou een dergelijk antwoord niet zomaar van mijn diensten aanvaarden. Er is hier een fundamenteel probleem, namelijk de lichtzinnigheid waarmee de hoofdverantwoordelijken met de zaken omgaan. Men kan niet zomaar zeggen dat de politie van Gent een slordigheid heeft begaan. Men behandelt een aanhoudingsbevel niet zomaar als een stukje papier, ook de onderzoeksrechter of de procureur niet. Ik vind dat dat echt niet het goede antwoord is.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le transfert du détenu Dutroux de la prison d'Ittre à celle de Nivelles" (n° 9503)

07 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de minister van Justitie over "de overbrenging van de gedetineerde Marc Dutroux van de gevangenis van Iltter naar die van Nijvel" (nr. 9503)

07.01 Xavier Baeselen (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, je voudrais revenir sur la problématique du transfert du détenu Dutroux de la prison d'Ittre à celle de Nivelles. J'ai déposé cette question voici quelque temps. Cette information avait été en son temps relayée, mais ses fondements et raisons ont été peu expliqués. L'objet de ma question était de savoir si ce transfert avait eu lieu à la demande du détenu ou de son conseil. Comment la décision a-t-elle été prise et quelles sont les raisons qui ont été prises en considération pour la prendre? Ce transfert revêt-il un caractère temporaire ou définitif?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre: Cher collègue, la décision de transférer un détenu d'un établissement vers un autre relève de la compétence de l'administration pénitentiaire. Ce transfèrement peut être décidé pour une série de raisons. Des transferts peuvent également avoir lieu pour des raisons d'ordre et de sécurité, voire pour de simples questions de gestion de la population carcérale. La décision de transfert du détenu Dutroux a été prise délibérément par l'administration pénitentiaire. Cette décision a été prise dans le cadre d'un plan de détention de ce détenu, dont l'un des éléments est un changement régulier de lieu de

détention pour des raisons de sécurité. Ce détenu est d'ailleurs soumis à un régime de sécurité particulier et individuel. Aucun transfèrement n'est jamais définitif. Un détenu peut toujours être transféré ultérieurement si la situation l'exige. Dans ce cas, des raisons de sécurité dans le cadre d'un plan de détention établi pour ce détenu ont présidé à ce transfert.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "la libération de détenus par des directeurs de prison sans autorisation préalable" (n° 9528)

08 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de minister van Justitie over "de vrijlating van gevangenen door gevangenisdirecteurs zonder voorafgaande toestemming" (nr. 9528)

08.01 Xavier Baeselen (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, ma question concerne la problématique de la libération par des directeurs de prison de détenus sans autorisation spécifique préalable, notamment d'un détenu en octobre dernier. Il s'agit d'un dossier évoqué par la presse fin novembre.

Un délinquant financier, multirécidiviste et déjà condamné pour des faits de stupéfiants, avertit son avocat de la reprise, le lendemain, de son procès sur opposition. Le détenu en question avait été condamné en septembre à 18 mois de prison ferme par défaut, à nouveau pour des faits d'escroquerie. Le tribunal avait constaté l'absence du prévenu et ordonné son arrestation immédiate. L'intéressé avait donc été cueilli chez lui par des policiers qui l'avaient conduit à la prison, au greffe de laquelle il avait signé son acte d'opposition, c'est-à-dire qu'il souhaitait être rejugé en sa présence.

Jusque-là, tout est normal. Ce qui l'est moins, c'est que le directeur lui a proposé de remplir un document en vue de l'obtention d'un bracelet électronique et l'a remis immédiatement en liberté, sans attendre d'avis de quiconque. Le parquet, averti de l'acte d'opposition, avait adressé un courrier à celui qu'il croyait détenu, donc à la prison. L'audience était fixée au 1^{er} octobre. Ce n'est que le 14 octobre que le directeur de la maison d'arrêt s'est aperçu du danger imminent: le prévenu risquait d'être rejugé en son absence, donc condamné, mais cette fois en raison d'une erreur administrative.

Ces faits ne semblent pas isolés. Le cas présenté n'est qu'une illustration du genre de problèmes pouvant se produire. On évoque d'autres cas similaires signalés à Bruxelles, à Mons et à Liège. Des magistrats l'ont confirmé. En revanche, personne ne sait ce qui autorise ces initiatives isolées de chefs d'établissements pénitentiaires.

Monsieur le ministre, confirmez-vous les différents éléments dévoilés par la presse?

À votre connaissance, des cas similaires ont-ils été avérés?

Quelles mesures ont-elles été ou seront-elles mises en œuvre pour éviter de telles "erreurs administratives"?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre: Monsieur Baeselen, avant d'aborder ce cas concret, je m'attarderai à la jurisprudence en cette matière en vertu de laquelle les jugements et arrêts rendus par défaut sont coulés en force de chose jugée dès que le délai ordinaire d'opposition est écoulé. Selon la jurisprudence de la Cour de cassation, la condamnation devient en effet définitive dans ce dernier cas sous condition résolutoire d'une déclaration d'opposition recevable et effectuée dans le délai extraordinaire. Dès lors que nous sommes face à un jugement définitif, les règles habituelles sont d'application, notamment les règles relatives à la libération provisoire ou à la surveillance électronique.

Dans le dossier qui nous concerne, le condamné avait fait opposition en effet, non pas dans le délai ordinaire mais bien dans le délai extraordinaire. Dès lors, tant que l'opposition n'avait pas été déclarée recevable, la condamnation était définitive et il fallait appliquer la circulaire ministérielle relative à la surveillance électronique. Comme l'intéressé avait été condamné à 18 mois d'emprisonnement, soit une peine de moins de trois ans, il entrait immédiatement en ligne de compte pour une interruption de peine en vue d'une surveillance électronique.

Cette mesure est accordée par le directeur sauf exception, notamment après condamnation pour des faits d'abus sexuel. En l'occurrence, aucune contre-indication à l'interruption de peine n'a été constatée et le

directeur a donc ordonné celle-ci. Après la mise en interruption de peine, à savoir le 2 octobre, la prison a reçu un ordre d'extraction du parquet pour le 14 octobre. Ceci est le seul document reçu par la prison qui n'a pas reçu de citation à comparaître pour l'intéressé. Conformément à l'usage, la prison a averti l'intéressé le 14 octobre qu'il devait comparaître le lendemain.

Il est à noter que tous les parquets ont accès aux banques de données SIDIS et Greffe qui reprennent la situation pénitentiaire de l'intéressé, notamment le fait que celui-ci ait bénéficié d'une interruption de peine ainsi que l'adresse à laquelle il doit résider. En toute logique, la citation à comparaître a donc été envoyée à la résidence de l'intéressé qui aurait dû connaître par conséquent la date de comparution. Les autres prisons appliquent les règles de la même manière.

Il y a bien eu une distinction entre les cas où le délai ordinaire d'opposition est toujours en cours et qui ne seront pas en interruption de peine tant que le jugement ne sera pas définitif et les cas où le délai ordinaire d'opposition et d'appel a expiré. Dans le cas que vous évoquez, le directeur de la prison a agi dans le respect de la réglementation en vigueur dans les limites de ses compétences. Il ressort de cette affaire qu'il faudra adapter la pratique quotidienne en matière de circulation d'information entre les parquets et envers les établissements pénitentiaires. Mon administration travaille déjà à un cahier des charges pour le développement d'un nouveau programme informatique SIDIS; les modalités d'accès aux informations y seront améliorées.

Dans les adaptations que mon prédécesseur a apportées à la directive ministérielle concernant la surveillance électronique, il a inscrit de nouvelles instructions au sujet du rapportage par le CNSE aux parquets et aux services de police. J'ai également demandé d'analyser de quelle manière l'administration pénitentiaire pourrait vérifier désormais si d'autres dossiers sont en cours avant de décider d'une interruption de peine. À l'occasion du développement d'un nouveau programme informatique pour la chaîne pénale, j'ai demandé d'y intégrer la possibilité de communication entre les différents parquets pour que les informations sur une même personne deviennent disponibles sur l'entièreté du territoire.

À l'occasion de cette situation, j'ai également demandé d'examiner comment un jugement avec arrestation immédiate pourrait constituer une contre-indication pour une interruption de peine.

Il est un fait que le phénomène de l'interruption de peine reste un point difficile dans la problématique de l'exécution des peines pour les condamnés à trois ans et moins. Tant que nous ne disposons pas d'une capacité pénitentiaire supplémentaire, nous serons confrontés à ce problème.

Par l'adaptation de la directive et en insistant sur plus d'effectivité, le nombre en première phase a encore augmenté car désormais, une enquête préalable est à nouveau requise. C'est une conséquence inévitable du choix que nous avons fait en vue de plus d'effectivité. Après une diminution durant une courte période, au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles modifications, le nombre a recommencé à augmenter et l'administration espère que celui-ci remontera jusqu'à 700 d'ici la fin du mois pour continuer à augmenter par la suite. J'espère que ceci aura également des conséquences pour le nombre d'interruptions de peines. Simultanément, nous oeuvrons au recrutement d'assistants de justice supplémentaires. Cette double approche devra également contribuer à une évolution favorable.

08.03 Xavier Baeselen (MR): Madame la présidente, je remercie le ministre pour sa réponse détaillée qui témoigne de deux choses. D'une part, si j'entends bien, les directeurs de prisons appliquent les législations et respectent les lois, ce qui est plutôt rassurant. D'autre part, ce qui l'est moins, c'est que les parquets ne sont pas toujours au courant de la situation de certaines personnes condamnées, notamment si elles sont dans un établissement pénitentiaire ou si elles portent un bracelet électronique ou si elles ont bénéficié d'une autre mesure.

Le ministre va évaluer cette situation et voir de quelle manière l'information peut mieux circuler entre les établissements pénitentiaires et le parquet. C'est rassurant et c'est prudent car une erreur administrative peut parfois déboucher sur un problème politique!

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08.04 Minister Stefaan De Clerck: Mevrouw de voorzitter, mag ik suggereren om de totaliteit van de problemen rond de gevangenisinfrastructuur te bundelen en dat dit het grote debat wordt rond een voorstel

tot globale aanpassing en aanpak die ter zake is uitgewerkt? Ik weet niet of de commissie het daarmee eens is.

Het zou immers veel interessanter zijn om alle vragen die te maken hebben met wat er gebeurt in Vorst, Merksplas en her en der, globaal te bespreken met een globale voorstelling van wat er allemaal is gepland. Ik denk dan aan de termijnen voor verbouwing en nieuwbouw, enzovoort. Het zou veel interessanter zijn om die voorstelling te kunnen geven en op basis daarvan ook het debat te kunnen voeren over de modaliteiten die er wellicht nog aan kunnen worden toegevoegd.

Deze vraag handelt over de gevangenis van Vorst, en over problemen inzake de overbevolking, de renovatie, enzovoort, aldaar. Die vragen kunnen evenwel voor elke gevangenis worden gesteld ik zou deze materie liever als één geheel behandelen. Voor mij mag dat bijvoorbeeld volgende week zijn.

Al die vragen die betrekking hebben op de "immobiliare" aspecten van het gevangeniswezen, de internering, enzovoort, kunnen we dan groeperen. Ik kan dan eerst een uiteenzetting geven en dan kan er een debat worden gevoerd met de commissie voor de Justitie over het gehele plan dat klaarligt. Dat kan volgende week gebeuren of de week erna, mij is dat om het even. Dat kan onmiddellijk doorgaan.

08.05 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de minister, mijn interpellatie die al was gericht tot de vorige minister, had eigenlijk tot doel om een zesmaandelijks verslag te kunnen krijgen.

Ik ga akkoord met uw suggestie omtrent een globaal overzicht, als de andere leden ook akkoord gaan. Dan kunnen we beter volgen wat er al dan niet gebeurt.

Vanuit uw kabinet werden overigens belangrijke verklaringen afgelegd aan Het Laatste Nieuws, wat duidt op een van mijn punten. In Het Laatste Nieuws wordt naar aanleiding van een artikel over de mensen die in Luik zijn gevlucht, gezegd – dat heeft eigenlijk niets te maken met die feiten – dat de Regie der Gebouwen niets doet inzake de planning op het vlak van veiligheid. Dat las ik in Het Laatste Nieuws. Ik begrijp dat men dit zegt want een van mijn punten is precies dat het probleem zich daar situeert.

08.06 Minister Stefaan De Clerck: Ik doe een procedurevoorstel om alle vragen die verband houden met die materie, gegroepeerd te behandelen. Er zijn immers nog vragen die daarop betrekking hebben. Alzo heeft iedereen een globaal zicht op deze aangelegenheid in haar geheel.

Ook de discussies over de raadkamer, de KI in een gevangenis en de assisenzaal moeten hierbij worden betrokken want dit is een globaal debat. Het "immobilair" aspect van de strafuitvoering, zeg maar.

08.07 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, ik ben het daarmee eens. Het masterplan werkt nu eenmaal over een langere termijn en wij hebben dit in het verleden ook zo tegen minister Vandeurzen gezegd. Wij moeten geregeld informatie krijgen omdat hij pas op zijn beleid zou kunnen worden afgerekend in 2012. Die voortgangsrapporten via de commissie voor de Justitie vormen dan ook geen enkel probleem.

De vraag is wel wat er moet gebeuren als er nog een vraag komt over een of andere aangelegenheid waarbij er betwisting bestaat over de vraag of dit al dan niet tot het gevangeniswezen behoort. Men kan natuurlijk zeer ver uitbreiden. Er zijn bijvoorbeeld ook vragen over drugs in de gevangenissen. Hoort dit er volgens u ook bij, mijnheer de minister?

08.08 Minister Stefaan De Clerck: Het gaat over het "immobilair" luik, zoals verbouwingen, kwaliteit, enzovoort. Het gaat eigenlijk over de infrastructuur zelf. Er zijn ook vragen zoals die van de heer Baeselen over de wijze waarop men verzet aantekent, of vragen over de problematiek van de drugs.

08.09 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Ook videoconferenties en dergelijke?

08.10 Minister Stefaan De Clerck: Ook dat, ja.

08.11 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Akkoord.

08.12 Minister Stefaan De Clerck: Ik weet niet wanneer dit kan doorgaan, mevrouw de voorzitter? Hebt u al

een beslissing genomen? Wordt dat volgende week woensdag?

De **voorzitter**: (...).

08.13 **Xavier Baeselen** (MR): Madame la présidente, vous pouvez peut-être demander à celui qui pose la question s'il est d'accord de la reporter. Pour l'instant, nous en sommes aux points 10 et 11 de l'ordre du jour. J'entends le ministre nous soumettre une proposition.

Il s'agit en particulier de la situation dans la prison de Forest. Nous avons été plusieurs parlementaires de la Chambre et du Sénat à visiter cet établissement, où la situation est purement et simplement inhumaine. Autant je suis quelqu'un qui peut défendre une option répressive, autant je tiens à souligner la situation inhumaine dans cette prison, et il faut la dénoncer. J'en ai visité beaucoup. Étant criminologue, j'ai vu toutes les prisons du pays.

Que nous discussions d'un plan sur les prisons, je suis d'accord, mais à condition que les auteurs des questions y affèrent soient inscrits à l'ordre du jour et interviennent en priorité. Je sais comment les choses s'organisent de façon générale au Parlement.

Qu'on reporte alors toutes mes questions, et que ceux qui ont déposé des questions sur le sujet interviennent prioritairement dans le débat.

08.14 **Minister Stefaan De Clerck**: Volgende week dinsdagmorgen zijn er nog andere activiteiten. Dan ben ik er niet.

De **voorzitter**: En dinsdagnamiddag, voor de vragen?

08.15 **Minister Stefaan De Clerck**: Dinsdag is heel moeilijk voor mij. Er is ook in het paleis van alles gepland.

De **voorzitter**: Dinsdagnamiddag?

08.16 **Minister Stefaan De Clerck**: Neen, niet in de namiddag, maar er is ook een andere activiteit gepland.

De week nadien. Er zijn verschillende vragen. Kunnen we die vragen niet naar woensdagnamiddag verplaatsen, waarbij ik eerst een globale uiteenzetting geef? Dat zal geen uren duren. Op een half uur tijd geef ik een uiteenzetting van wat er allemaal op het vlak van immobiliën gebeurt. Dan kunnen alle vragen die daarop betrekking hebben, worden behandeld. We kunnen die dan prioritair behandelen. Ik denk dat er tien tot twaalf vragen te maken hebben met die zaken. Kunnen we die volgende week als eerste behandelen?

De **voorzitter**: We hebben een bezoek gepland aan het OCAD, waar de heer Vandooren ons wil ontvangen. Dat kunnen we misschien om 15.00 uur of om 15.30 uur nog organiseren. Dus dan plaatsen we het op de agenda voor woensdagnamiddag om 14.00 uur? Dan hebben we anderhalf uur tijd.

(...): De minister geeft eerst een overzicht van de werkzaamheden in de verschillende gevangenissen. Nadien komen er tussenkomsten, vragen en dergelijke. Dat gaan we nooit op anderhalf uur tijd kunnen afronden.

08.17 **Minister Stefaan De Clerck**: Men moet er toch rekening mee houden dat het ongeveer twee uur kan duren.

08.18 **Renaat Landuyt** (sp.a): Er is niet zoveel gebeurd.

De **voorzitter**: Dan stel ik voor om het over veertien dagen te doen. We hebben gisteren bij de regeling der werkzaamheden afgesproken dat we het OCAD gaan bezoeken, ook omdat er een evaluatie is gevraagd over de terrorismewetgeving. Ik kan dat bezoek op dit moment niet zomaar schrappen.

08.19 **Minister Stefaan De Clerck**: Zullen wij afspreken op woensdagnamiddag 4 februari? Dan toon ik een volledige presentatie voor iedereen en geef ik een volledig overzicht.

08.20 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Horen mijn vragen over het veiligheidskorps daar eventueel ook bij?

08.21 Minister Stefaan De Clerck: Normaal niet, ik zou alleen de immobiliënaspecten behandelen. Het is voor mij geen probleem de behandeling van het veiligheidskorps uit te stellen. Wij kunnen misschien straks de zaken aanstippen die...

08.22 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Wij kunnen misschien de vragen overlopen die ermee te maken zouden kunnen hebben, zoals de zelfdoding van een beschuldigde in een assisenproces. Of niet?

De **voorzitter:** Tenzij wij het eventueel doen op woensdagnamiddag. Ik zie dat de oppositie bijna voltallig aanwezig is. Als zij ermee akkoord gaan...

08.23 Minister Stefaan De Clerck: Het is woensdagnamiddag, maar de vraag is of het volgende week of binnen twee weken is.

La **présidente:** On prévoira la visite à un autre moment.

08.24 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Dat bezoek zou dan samenvallen met de commissie voor de Binnenlandse Zaken.

08.25 Minister Stefaan De Clerck: Daarom zouden we beter 4 februari nemen. Dan moeten de werkzaamheden niet worden verstoord.

De **voorzitter:** Mag ik dan volgende week voorstellen, na de middag?

08.26 Minister Stefaan De Clerck: Voor mij mag dat.

08.27 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): La commission des Affaires intérieures a prévu une visite à l'OCAM au même moment que nous!

La **présidente:** C'est mercredi matin mais à ce moment, nous avons des auditions sur la copropriété. On ne peut donc pas les faire en même temps, mais si vous préférez aller en commission de l'Intérieur, cela ne pose pas de problème.

08.28 Minister Stefaan De Clerck: Dus volgende week woensdag om 14 uur. En gaat de OCAD nog door of niet?

De **voorzitter:** Neen, dat gaan wij niet organiseren.

08.29 Renaat Landuyt (sp.a): (...)

De **voorzitter:** Collega's, de vragen nrs. 9529 en 9530 van de heer Baeselen, de samengevoegde vragen en interpellaties nrs. 257 van de heer Landuyt, 265 van de heer Lahsainni en de vragen nrs. 9563, 10049 en 10234 van respectievelijk de heren Gilkinet, Prévot en Schoofs zullen volgende week worden behandeld.

08.30 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, we moeten toch ingelicht zijn daarover.

08.31 Minister Stefaan De Clerck: Voor mij geen probleem, maar als wij deze vragen tegenkomen, kunnen wij zeggen welke dossiers. Wij zitten nu aan vraag nr. 10.

08.32 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Ik wil alleen verhinderen dat een collega die speciaal naar hier zou komen, bijvoorbeeld voor vraag nr. 26, plots voor een voldongen feit staat.

08.33 Minister Stefaan De Clerck: Ik wil wel overlopen welke dat zijn. Vraag nr. 10: graag, want Vorst is een deel daarvan. Ook vraag nr. 11.

De **voorzitter:** Vraag nr. 12 niet. Maar wij gaan de 70 vragen nu toch niet overlopen.

08.34 Renaat Landuyt (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ik zou graag weten...

08.35 Bert Schoofs (Vlaams Belang): (...) Dat weet ik. Dan is de volgorde van de vragen ook gewijzigd. De agenda wordt gewoon compacter.

De **voorzitter**: Dat hopen wij, maar op dit moment vallen vraag nr. 10 en nr. 11 weg.

08.36 Minister Stefaan De Clerck: En vraag nr. 18 ook?

De **voorzitter**: En nr. 18 ook.

08.37 Minister Stefaan De Clerck: Er zijn er nog meer, hoor, maar goed.

08.38 Renaat Landuyt (sp.a): Ik wil een praktische vraag stellen over volgende week woensdagnamiddag. Ik heb begrepen dat dinsdagnamiddag niet gaat.

De **voorzitter**: Er zijn wel vragen geagendeerd.

08.39 Renaat Landuyt (sp.a): First things first. Mijnheer de minister, zou het niet handig zijn op woensdagnamiddag uw collega van Financiën of zijn medewerkers, verantwoordelijk voor de Regie der Gebouwen, erbij te hebben?

U bent zo vriendelijk te antwoorden, maar de bevoegdheid ligt sterk bij de Regie der Gebouwen, bij de minister van Financiën, als het over bouwwerken gaat.

08.40 Minister Stefaan De Clerck: Er is een protocol.

(...): (...)

08.41 Minister Stefaan De Clerck: De sfeer is goed, nog altijd.

08.42 Renaat Landuyt (sp.a): Als er een protocol wordt afgesloten, is dat omdat men spontaan (...).

08.43 Xavier Baeselen (MR): Madame la présidente, je comprends l'intervention de M. Landuyt. Je le connais bien!

Le ministre de la Justice fait partie d'un gouvernement. S'il s'exprime sur la question de la surpopulation carcérale et sur les travaux en cours dans les prisons, il a dû prendre contact avec son collègue en charge de la Régie. Si M. Reynders est disponible, ce qui m'étonnerait, il viendra.

08.44 Renaat Landuyt (sp.a): Dans la presse flamande, il est écrit que, selon le cabinet du ministre de la Justice, la Régie ne fait rien!

De **voorzitter**: Wij komen thans aan de vraag nr. 9553 van mevrouw De Rammelaere.

08.45 Minister Stefaan De Clerck: Het betreft hier een dossier dat ik eveneens daarbij zal toelichten. Het dossier Everberg wordt volgende week voorgesteld.

Volgende week heeft men het globale plaatje van het aantal plaatsen, welke erbij komen, enzovoort.

09 Vraag van de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de invulling van het beginsel van de scheiding der machten" (nr. 9568)

09 Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'interprétation du principe de la séparation des pouvoirs" (n° 9568)

09.01 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de minister, gelet op de aanleiding van uw benoeming tot minister van Justitie, is het misschien goed duidelijke afspraken te maken wat betreft de scheiding der machten en uw wettelijke bevoegdheden als minister van Justitie en als lid van de regering.

Vandaar dat ik de inleiding tot mijn vragen veel korter wil maken dan de geschreven tekst. Ik denk dat de antwoorden hierop enorm belangrijk zijn voor de toekomst, vandaar mijn vragen.

Ten eerste, welke invulling geeft u als minister van Justitie aan het grondwettelijk beginsel van de scheiding der machten?

Ten tweede, welke gedragsregels leidt u hieruit af voor uzelf en uw medewerkers?

Ten derde, wat zijn naar uw oordeel uw wettelijke bevoegdheden ten aanzien van de procureurs?

Ten vierde, wat zijn naar uw oordeel uw wettelijke bevoegdheden ten aanzien van de rechters?

Ten vijfde, zijn er bijzondere afspraken gemaakt door de huidige regering nopens het omgaan met procureurs en rechters in het raam van lopende en toekomstige processen waarin de overheid direct of indirect betrokken partij is?

09.02 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, collega Landuyt, ik denk dat dit een heel belangrijke materie is voor de onderzoekscommissie waarvan u volgens mij deel uitmaakt. Ik denk dat ik in algemene termen maar ook in het bijzonder moet verwijzen naar de besprekingen die daar zullen plaatsvinden.

Ik denk dat het belangrijk is om de toets, de checks and balances, af te wachten, omdat het daar is waar het gebeurt. Het is nu niet aan mij om uitspraken te doen, terwijl dit het voorwerp is van een bespreking in een parlementaire onderzoekscommissie.

Het is op zich al historisch dat over de scheiding der machten een onderzoekscommissie wordt ingesteld. Ik denk dat we nog te weinig beseffen wat het historische belang is van die onderzoekscommissie. Het zou niet passen dat ik hier en nu een uiteenzetting geef. Ik zou Montesquieu kunnen voorlezen gedurende maximum vijf minuten. Is dit een antwoord?

09.03 **Renaat Landuyt** (sp.a): Mijnheer de minister, mijn vijf specifieke vragen gaan over uw handelingen in de toekomst. U moet vandaag toch weten hoe u zult omgaan met uw bevoegdheden?

09.04 Minister **Stefaan De Clerck**: Ik zal aldus verwijzen naar de commissie die daarover specifiek zal handelen. Ik denk niet dat het opportuun is daar nu in detail op in te gaan.

Trouwens, het is moeilijk om deze vraag over hoe men zoiets oplost, te beschouwen als een mondelinge vraag tussendoor. Het is evident dat een minister van Justitie de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht ten overstaan van de uitvoerende macht en de wetgevende macht, als grondwettelijk principe vastgelegd in artikel 151, §1, moet respecteren. Die onafhankelijkheid moet onverkort door de minister van Justitie worden gerespecteerd.

Dat belet niet dat het openbaar ministerie op zijn beurt, onafhankelijk wanneer het de strafuitvoering instelt, dus bij het vervolgen van misdrijven, onderworpen is aan het gezag en het toezicht van de minister van Justitie op andere vlakken. Dit is helemaal wettelijk uitgetekend.

Ik denk dat u op dat vlak de regels zeer goed kent, collega Landuyt. Dat is basiskennis van het recht. Alles draait rond de scheiding der machten en de wijze waarop de minister van Justitie omgaat met het openbaar ministerie. Ik meen dat wij het erover eens zijn dat de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht honderd procent gerespecteerd wordt, wat niet belet dat het spreken van recht onderscheiden moet worden van het organiseren van het recht. Wat de organisatie van het rechterlijke landschap betreft, moeten wij kijken hoe wij, in overleg met de magistratuur, tot een reorganisatie kunnen komen.

Het externe toezicht op de rechterlijke macht wordt beperkt door onder meer het verbod om rechterlijke beslissingen te censureren, het verbod op negatief injunctierecht en het verbod om in de plaats te treden bij het berechten van geschillen die tot de bevoegdheid van de rechterlijke macht behoren. Dat zijn bekende principes. Overeenkomstig artikel 400 van het Gerechtelijk Wetboek oefent de minister van Justitie toezicht uit op alle ambtenaren van het openbaar ministerie.

De parlementaire onderzoekscommissie zal u toelaten meer in detail kennis te nemen van mijn wettelijke

bevoegdheden. Ik vermoed dat men zich daarover zal documenteren en dat er daarover zal worden gedebatteerd. Dit kan misschien zelfs het voorwerp zijn van voorbereidend werk door de experts. Ik weet niet of dat tot hun opdracht zal behoren, maar dat zijn allemaal redenen om te zeggen dat ik mijn antwoord op die manier beperkt wil zien.

09.05 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de minister, u gaat een beetje kort door de bocht. Het leven gaat verder. Er is een probleem geweest met de BOM-wetgeving. De samenstelling van de gerechten was niet overal in het land gelijk. Het Hof van Cassatie wees toen op het bestaan van artikel 140 van het Gerechtelijk Wetboek. Het openbaar ministerie, onder leiding van de minister van Justitie, is verantwoordelijk voor de goede werking van de gerechten.

Er zullen zich dus vóór 15 maart of vóór de paasvakantie, volgens de laatste geruchten over de termijn, situaties voordoen die de minister van Justitie zullen verplichten tot het nemen van een beslissing. Het functioneren van de minister van Justitie gaat verder.

Daarom vraag ik u of u alle handelingen zult stopzetten tot na de onderzoekscommissie. Op welke wijze zult u handelen? Mag ik uit uw antwoord afleiden dat er in de regering geen enkele nieuwe afspraak werd gemaakt in dergelijke materies, gelet op de lopende procedures en de problemen die de vorige regering heeft gehad en waardoor ze is afgetreden?

Men gaat, zoals altijd, over tot de orde van de dag en men heeft geen nieuwe afspraken gemaakt over de manier van werken. Dat kan ik afleiden uit het feit dat u niet antwoordt.

09.06 Minister Stefaan De Clerck: De regering neemt akte van de beslissing van het Parlement om over de scheiding van de machten een onderzoekscommissie te installeren. Dat is op zich historisch. In het licht van dit historische gegeven denk ik dat de regering zich voorzichtig moet opstellen en wachten op de conclusies vooraleer te bekijken of een wijziging in de houding van de regering nodig is.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 Vraag van de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de vrijlating van de persoon verdacht van de moord op Kitty Van Nieuwenhuysen" (nr. 9584)

10 Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la libération de la personne suspectée du meurtre de Kitty Van Nieuwenhuysen" (n° 9584)

10.01 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de minister, de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep in Brussel heeft naar verluidt op 6 januari de persoon die verdacht wordt van de moord op Kitty Van Nieuwenhuysen vrijgelaten in een zaak van een overval op een wisselagent. Ondertussen is wat de rest van de redenen van de aanhouding betreft, de andere overvallen op de donderdag van diezelfde week, de aanhouding toch nog verder bevestigd.

Mijn vraag is eigenlijk indirect. Gelet op deze situatie en gelet op uw mogelijkheden in het raam van de scheiding der machten, zoals in uw vorig antwoord opgesomd, waar u geen negatief injunctierecht hebt, maar wel een positief injunctierecht, is mijn vraag of men vanuit uw ambt waakt over de snelheid waarmee men de zaak betreffende de moord afhandelt. Dat is natuurlijk het hoofdpunt: hoe lang kan men wachten om dergelijke zaak voor het hof van assisen te brengen, om al dan niet een gemotiveerde uitspraak te krijgen? Mijn vraag is eerder gericht naar de hoofdzaak: het tempo van het lopende gerechtelijk onderzoek en wat u daar via de procureur aan zou kunnen doen, zonder u te moeien met de inhoud uiteraard, vandaar mijn vragen.

Kan het onderzoek naar de moord op Kitty Van Nieuwenhuysen niet worden afgesloten zodat betrokkene niet meer kan vrijkomen voorafgaand aan het assisenproces, waarmee alle dreigende problemen om de veertien dagen van de baan zouden zijn?

Wie is verantwoordelijk voor de fouten inzake de aanhouding? Is daaromtrent reeds een disciplinair onderzoek gestart? Hier heb ik het in mijn tweede vraag over de oorspronkelijke, niet verdere aanhouding met de analyse dat er fouten zouden zijn gebeurd binnen de gevangenis. Mijn vraag is altijd: wie voelt er zich hier verantwoordelijk of moet zich hier verantwoordelijk voelen? Gaat men daar verder disciplinair op in?

De vierde vraag is uiteraard welke lessen hieruit worden getrokken?

10.02 Minister **Stefaan De Clerck**: Het onderzoek naar de moord op Kitty Van Nieuwenhuysen is effectief niet afgesloten vandaag. Het is wenselijk – ik deel die wens – dat het op korte termijn wel mogelijk zou zijn. De gerechtelijke autoriteiten zien er op toe. Nochtans laat de wet de beklaagde ook toe om aanvullende onderzoeksdaaden te stellen, zoals bijvoorbeeld contra-expertise inzake DNA. De duur van het onderzoek wordt dus mee bepaald door toepassing van de wet met bepaalde expertises en tegenexpertises die moeten worden georganiseerd. Globaal deel ik de wens dat dit zo snel mogelijk zou kunnen worden afgesloten.

Ondertussen is er een informatieonderzoek gestart tegen onbekenden inzake met name corruptie in de feiten die tot de opheffing van het aanhoudingsmandaat van Hassan lasir hebben geleid.

Het is nu te vroeg om conclusies te trekken of een verantwoordelijke aan te wijzen, maar het onderzoek is opgestart met het oog op eventuele corruptie.

Op 16 december 2008 werd aan Hassan lasir een nieuw aanhoudingsmandaat gegeven dat door de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep van Brussel op 8 januari 2009 werd bevestigd. Ik denk dat het nu te vroeg is om al conclusies te trekken. Ik laat natuurlijk wel een adequate en eenvormige regeling uitwerken voor het aantekenen van hoger beroep in een gevangenis, opdat dit probleem zich in de toekomst niet meer zou voordoen.

De manier waarop in gevangenissen verzet of beroep wordt aangetekend, met andere woorden de manier waarop akten in een gevangenis kunnen worden gesteld, is eigenlijk een onderdeel van de infrastructuur van gevangenissen. We moeten daar dus dringend een nieuwe manier voor vinden die de huidige methode vervangt, waarbij in een boekje wordt opgetekend wie bijvoorbeeld in beroep gaat. We moeten nieuwe technologieën ontwikkelen waarbij die akten op een onmiddellijke en algemeen verspreide manier worden gesteld, en er is al onderzoek bezig dat daartoe kan leiden. Er is dus een ICT-studie bezig om een concreet alternatief technisch uit te werken op dat vlak.

10.03 **Renaat Landuyt** (sp.a): Mijnheer de voorzitter, een bijkomend vraagje: is er zicht op de timing wat dat moord-onderzoek betreft?

10.04 Minister **Stefaan De Clerck**: Mijnheer de voorzitter, dat hangt af van de expertise die loopt.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

11 **Vraag van mevrouw Els De Rammelaere aan de minister van Justitie over "agenten die handelen in wapens" (nr. 9712)**

11 **Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "les agents qui se livrent à un trafic d'armes" (n° 9712)**

11.01 **Els De Rammelaere** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de voorzitter, ik stel mijn vraag naar aanleiding van een bericht in de pers waaruit bleek dat agenten die moesten instaan voor het inzamelen en vernietigen van wapens bepaalde wapens zouden hebben achtergehouden om ze ofwel zelf te houden ofwel ze door te verkopen aan particulieren. Er zouden diverse onderzoeken tegen verschillende politieagenten bij verschillende parketten in het land zijn geopend.

Ik heb daarover de volgende vragen, mijnheer de minister.

Klopt deze informatie en hoe is ze aan het licht gekomen? Tegen hoeveel politiemannen loopt thans een gerechtelijk onderzoek? Over hoeveel en welke wapens gaat het? In welke provincies hebben deze feiten zich voorgedaan?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck**: Er zijn in het verleden inderdaad geruchten geweest dat sommige politieambtenaren van hun positie misbruik hebben gemaakt om ingeleverde wapens voor zichzelf te houden of voor verkoop aan derden, zowel getipte particulieren als wapenhandelaars.

Dit is uiteraard een misdrijf en een onaanvaardbare en zware beroepsfout van politieambtenaren die moeten toezien op de naleving van de wet. Hierdoor wordt de reputatie en de geloofwaardigheid van de politie in zijn

geheel besmeurd, maar ook die van de wet zelf. Het aspect van het politietoezicht behoort uiteraard tot de bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken.

Ik wil benadrukken dat de onderzoeken die nu zijn opgestart slechts een kleine minderheid van de politiezones in het land betreffen. Het overgrote deel van de politieambtenaren vervult zijn taak op een verantwoordelijke manier en te goeder trouw. Het probleem situeert zich in een klein aantal zones, verspreid over het hele land, waar politieambtenaren die zich bezighouden met wapens onvoldoende verantwoordelijk handelen en hun privébelangen laten voorgaan. In veel gevallen gaat het om wapenkenners die door een te grote liefde voor het wapen in de verleiding zijn gekomen om over de schreef te gaan.

Ik heb het volste vertrouwen in de gerechtelijke diensten die heden bezig zijn om de nodige onderzoeken te voeren naar de laakbare praktijken van enkele personen.

Het onderzoek is niet altijd even gemakkelijk, omdat men niet zomaar in de registers kan gaan kijken omdat die wapens die werden ingeleverd niet in de registers werden genoteerd. Daardoor is het onderzoek niet zo simpel.

Ik kan geen concrete cijfers geven over hoeveel wapens het gaat, het type wapen of tegen hoeveel politieambtenaren er een opsporingsonderzoek dan wel een gerechtelijk onderzoek zou lopen. Het College van procureurs-generaal moet hiervoor elk parket bevragen dat op zijn beurt elke politiezone moet bevragen. Er loopt nu een onderzoek naar de praktijk in algemene termen.

Ik kan u wel meedelen dat de dossiers gekend zijn in de ressorten Bergen en Brussel. Over Gent en Luik werd mij niets meegedeeld.

Sommige feiten zouden aan het licht zijn gekomen door interne vaststellingen, onder andere door de behandeling van de dossiers bij de provinciale wapendienst.

Gezien de onderzoeken nog lopende zijn kan ik mij moeilijk uitspreken over het verdere verloop ervan.

De verschillende parketwoordvoerders kunnen daarover vanzelfsprekend wel communiceren als zij daarover worden aangesproken.

11.03 Els De Rammelaere (N-VA): Mijnheer de minister, klopt het dat met bepaalde van die wapens misdrijven zijn gepleegd?

11.04 Minister Stefaan De Clerck: Dat element is mij niet bekend, op vandaag. Ik antwoord niet ja, noch neen. Het is mij niet bekend. Ik heb dat ook niet specifiek bevraagd. Het is mij niet bekend.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

12 Vraag van de heer Robert Van de Velde aan de minister van Justitie over "het onderzoek naar disfuncties bij justitie en politie" (nr. 9649)

12 Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur "l'enquête relative aux dysfonctionnements au sein de la justice et de la police" (n° 9649)

12.01 Robert Van de Velde (LDD): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, het vorig parlementair onderzoek over justitie en politie besloot dat de oorzaak van disfuncties bij justitie en politie vooral bij afstomping van de norm lag.

Sindsdien hebben meerdere dossiers inzake de werking van justitie en politie zich opgevolgd. Het ging daarbij zowel over de werking van de diensten als over de wijze waarop het toezicht daarop werd uitgeoefend. Er zijn verschillende voorvallen, zoals de benoemingen aan de top van zowel de lokale als de federale politie en de werking van zowel de inspectiegeneraal als van het vast Comité P.

Over meerdere van die disfuncties werden administratieve onderzoeken geopend. Tegelijkertijd werden er ook verschillende gerechtelijke onderzoeken opgestart, hetzij ambtshalve, hetzij als gevolg van een klacht of aangifte.

Indien het Parlement nu enig inzicht wil verkrijgen in wat er zich sinds het vorig parlementair onderzoek in die materie heeft voorgedaan – wat een natuurlijke opdracht is voor de wetgevende macht –, dan is het noodzakelijk om kennis te krijgen van de mogelijke disfuncties die uit de verschillende gerechtelijke onderzoeken kunnen blijken.

Mijnheer de minister, vandaar heb ik de volgende twee vragen.

Welke opsporings- en gerechtelijke onderzoeken werden er sinds de laatste drie jaren opgestart, zowel inzake de werking van de federale en de lokale politie als inzake de inspectiegeneraal en het vast Comité P?

Welke waren de gevolgen van die onderzoeken, of wat is de stand van zaken ervan?

12.02 Minister **Stefaan De Clerck**: Mijnheer Van de Velde, de disfuncties bij politie en justitie, daar voel ik wel wat bij. Wij hebben dat uitvoerig het voorwerp laten zijn van een vroegere onderzoekscommissie.

U vraagt wat er sindsdien is gebeurd. Dat is een zeer brede vraag.

Eigenlijk moet ik ervan uitgaan dat alle dossiers waar u naar verwijst inzake disfuncties ter behandeling zouden moeten voorliggen bij het Comité P, voor wat de politie aangaat, in principe. Ook alle gerechtelijke diensten die te maken hebben met een disfunctie bij de politie, worden verondersteld – en doen dat ook – om dat in principe te melden bij het Comité P.

12.03 **Robert Van de Velde** (LDD): Dat is het voorwerp van mijn vraag, natuurlijk.

12.04 Minister **Stefaan De Clerck**: Ik ga ervan uit dat het ook systematisch is gebeurd. De gerechtelijke overheden moeten, op basis van artikel 14 van de wet van 18 juli 1991 op het Comité P, bij het instellen van een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek tegen het politieapparaat, het comité P inlichten. Ik ga ervan uit dat zij dat ook doen. Als u andere informatie zou hebben, moet u mij daarvan inlichten; ik heb die niet. Dat zit een beetje tussen de regels van uw vraag. Het is mij echter niet bekend.

In principe moet ik dus verwijzen naar het jaarverslag van het Comité P om het exact verslag te krijgen van het aantal dossiers dat voorwerp is geweest van de werking van de federale en de lokale politie.

De disfuncties van justitie, dat is natuurlijk een heel ander verhaal. Ik denk echter dat u specifiek de vraag stelde naar de disfuncties bij de politie.

12.05 **Robert Van de Velde** (LDD): Voornamelijk de disfuncties bij de politie, en ook de gerechtelijke gevolgen van de administratieve onderzoeken die dienaangaande zijn opgestart.

12.06 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, ik moge verwijzen, maar ik denk dat dit in het Parlement dusdanig wordt bekeken en goedgekeurd, naar het jaarverslag van het Comité P waarin de volledige inventaris van alle dossiers expliciet is opgenomen.

12.07 **Robert Van de Velde** (LDD): Het is natuurlijk zo dat de werking en de controle van het Comité P besloten ligt...

12.08 Minister **Stefaan De Clerck**: Ja, maar het verslag met een volledige inventaris is ter beschikking van alle parlementsleden.

12.09 **Robert Van de Velde** (LDD): Vandaar dat u zegt “ik ga ervan uit, dat..”

12.10 Minister **Stefaan De Clerck**: Ja, maar omdat u een beetje de indruk geeft van “weten we het wel allemaal?”. Als u over een dossier beschikt, waarvan het niet is gebeurd, dan moet u mij dat zeggen. Dan is het een andere vraag. Maar voor alle duidelijkheid: ik ga ervan uit dat alle dossiers die te maken hebben met gerechtelijke onderzoeken rond mensen van lokale of federale politie, in toepassing van de wet aan het Comité P werden bekendgemaakt.

Als zij zijn bekendgemaakt aan het Comité P, maken zij ook deel uit van het jaarverslag. U kunt de diverse verslagen van het Comité P raadplegen. Ze geven volgens mij een accuraat beeld weer van alles wat er is

gebeurd gedurende één jaar binnen de diensten van de politie.

12.11 Robert Van de Velde (LDD): Daar zit nu net het probleem. U gaat ervan uit en “ervan uitgaan dat” heeft.

De **voorzitter**: Normaal hebt u recht op één repliek.

12.12 Robert Van de Velde (LDD): Ja, maar de minister blijft ook terugkomen.

De **voorzitter**: U hebt inderdaad het laatste woord.

12.13 Robert Van de Velde (LDD): Ik heb het laatste woord. Het is nu juist het probleem dat u er effectief van uitgaat dat er daar geen controle is, dat er daar eigenlijk geen tussenstap is die maakt dat de opgestarte onderzoeken in feite gelijk staan aan het aantal klachten en het aantal rapporten.

12.14 Minister Stefaan De Clerck: Neen, ik ga er wel van uit.

12.15 Robert Van de Velde (LDD): U gaat ervan uit. U zegt “ik ga ervan uit”. Dat betekent dat u dat niet hebt gecontroleerd.

12.16 Minister Stefaan De Clerck: Het parlement moet het Comité P controleren. Het Comité P hangt af van het parlement.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Mijnheer Van Hecke, wij hebben daarjuist afgesproken dat de minister volgende week woensdagnamiddag zijn visie komt verduidelijken op het masterplan inzake de gebouwen en de gevangenen. Er zijn daaraan een aantal vragen toegevoegd, ook vraag nr. 19, de interpellatie en de vragen over Everberg. De vraag over het rapport van het VN-comité tegen foltering is misschien iets anders, maar mijn vraag is of de vragen in verband met de drugshonden en drugs in de gevangenen daarbij kunnen aansluiten.

12.17 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): (...).

De **voorzitter**: Wij gaan dan verder met vraag nr. 14 over het rapport van het VN-comité tegen foltering over de Belgische gevangenen.

13 Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "het rapport van het VN-comité tegen foltering over de Belgische gevangenen" (nr. 9559)

13 Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "le rapport du Comité contre la torture de l'ONU sur les prisons belges" (n° 9559)

13.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, het gaat over het rapport van de Verenigde Naties van het Committee against Torture dat regelmatig wordt uitgebracht.

Onlangs werd een nieuw rapport uitgebracht met een aantal officiële aanbevelingen. Er werd daarin ook een aantal opmerkingen geformuleerd ten aanzien van België.

Een van de problemen betreft de slechte omstandigheden waarin mensen worden opgesloten. Dat is geen nieuws. Er wordt ook gezegd dat er onvoldoende interne inspecties zijn, dat de gebouwen onaanangepast zijn en verouderd en dat de hygiëne ondermaats is.

Het CAT dringt erop aan dat België zo snel mogelijk het optioneel protocol bij het Europees Verdrag ter voorkoming van Foltering en Onmenselijke of Vernederende Behandeling of Bestrafing zou ratificeren. Volgens dit protocol moet België een nationaal controleorgaan oprichten dat regelmatig bezoeken brengt aan alle detentieplaatsen om folteringen of andere wrede, onmenselijke en ontorende behandelingen te voorkomen.

Het CAT wijst ook op de schrijnende omstandigheden waarin gevangenen worden vastgehouden. Dat is een oud zeer. We weten dat eraan wordt gewerkt met de twee instellingen in Gent en Antwerpen.

Ik heb een aantal heel concrete vragen.

Ten eerste, wat is uw reactie op dit rapport van het CAT over de situatie in de gevangenissen?

Ten tweede, welke maatregelen hebt u – u hebt nog maar weinig tijd gehad – of uw voorganger kunnen nemen om de levensomstandigheden van vooral geïnterneerden in de gevangenissen te verbeteren?

Ten derde, om welke reden heeft België nog steeds dat optioneel protocol bij het Verdrag niet geratificeerd? Bestaat er een timing om dat alsnog te doen?

Ten slotte, steunt u de noodzaak om over te gaan tot de installatie van een nationaal controleorgaan dat regelmatig bezoeken brengt aan alle detentieplaatsen om die te screenen op onmenselijke of ontorende behandelingen?

13.02 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, collega's, onrechtstreeks heeft ook deze vraag te maken met het globaal dossier dat volgende week zal worden besproken over de infrastructuurproblematiek van de gevangenissen.

Het rapport van het CAT zet op de eerste plaats de vooruitgang op het vlak van de rechtspositie van de gedetineerden in de verf. Er werd daarin een belangrijke stap gezet. Hetgeen destijds werd opgestart, is intussen wetgeving geworden.

Wat betreft de gevangenissen, er wordt een aanbeveling gedaan met betrekking tot de overbevolking en de ratificatie van het facultatief protocol betreffende de installatie van een nationaal orgaan dat belast is met periodieke bezoeken aan de gevangenissen, het individueel bijzonder veiligheidsregime, het inwerkingtreden van artikel 118, §110, van de basiswet betreffende het gevangeniswezen, de klachtprocedure, de toepassing van de voorwaardelijke invrijheidsstelling, de internering en de opleiding van het penitentiair personeel.

Het spreekt voor zich dat alle aanbevelingen van het rapport met grote aandacht zullen worden onderzocht en vertaald in haalbare actiepunten. Alle thema's komen trouwens al in mindere of meerdere mate aan bod in de uitstekende voorbereidende documenten van mijn voorganger Jo Vandeurzen.

Wat betreft de maatregelen die worden genomen om de levensomstandigheden van de geïnterneerden te verbeteren, verwijs ik eveneens naar de beleidsnota en naar de bespreking die we hier daarover volgende week zullen hebben.

Met betrekking tot de geïnterneerden worden in samenwerking met de minister van Volksgezondheid grote inspanningen geleverd om geïnterneerden zoveel mogelijk te laten doorstromen naar het externe zorgcircuit.

Dit gebeurt enerzijds door een verruiming van het aantal forensische bedden en anderzijds door de bouw van twee forensische psychiatrische centra in Gent en Antwerpen.

Tijdens de voorstelling van het tweede Belgische Committee Against Torture (CAT)-rapport in november 2008, verklaarde België aan het CAT-comité de intentie te hebben om het proportioneel protocol bij het VN-verdrag tegen foltering en andere wrede onmenselijke behandelingen of straffen, te zullen bekrachtigen. België heeft het facultatief protocol bij het verdrag tegen foltering op andere wrede of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing ondertekend op 24 oktober 2005. Sindsdien werd ook werk gemaakt van de voorbereiding van de bekrachtiging van dit facultatief protocol.

Een werkgroep werd tijdens de vorige legislatuur opgericht, samengesteld uit vertegenwoordigers van de betrokken federale en gefedereerde entiteiten. Deze werkgroep heeft de juridische en technische aspecten bestudeerd van de verplichting voor elke verdragspartij om te beschikken over een nationaal mechanisme ter voorkoming van foltering.

Alvorens tot de bekrachtiging van dit facultatief protocol te kunnen overgaan, dienen alle betrokken overheden tot een akkoord te komen wat betreft de structuur, samenstelling, mandaat en financiering van dit nationaal mechanisme ter voorkoming van foltering.

België heeft het verdrag voor de bescherming van alle personen tegen gedwongen verdwijningen ondertekend van zodra dit mogelijk was, namelijk op 6 februari 2007. Momenteel wordt het administratief dossier tot bekrachtiging voltooid. Het betreft een gemengd verdrag waarvoor ook de Gemeenschappen bevoegd zijn.

Mijn departement bestudeert momenteel de aanbevelingen van het CAT-comité waaronder eveneens de aanbevelingen om OPCAT te ratificeren. De teneur is duidelijk dat de bekrachtiging een middel is om aan meerdere van de bezorgdheden en verwachtingen van de CAT-comité te voldoen. Dit dossier zal bijgevolg de vereiste aandacht krijgen om zo spoedig mogelijk vooruitgang te boeken in de richting van een orgaan ter voorkoming van foltering. Vermits meerdere overheden hierbij betrokken zijn, is het uiteraard onmogelijk om unilateraal een precieze timing te kleven op de eigenlijke totstandkoming van dit orgaan.

13.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik begrijp dat we later uitgebreider zullen terugkomen op de gevangenisproblematiek. Ik ben blij met uw antwoord over het bekrachtigen van het aanvullend protocol. Ik denk dat het een goede zaak is dat we dat ook doen. Het is al ondertekend, er is gestart met een voorbereiding, dus verwacht ik dat het snel in werking kan treden. Zo hebben we een controleorgaan dat regelmatig bezoeken kan brengen en kan rapporteren zodat we er werk van kunnen maken dat gedetineerden in menswaardige omstandigheden in de gevangenissen kunnen verblijven.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

De **voorzitter**: Vragen nr. 9561 van de heer Van Hecke en nr. 9887 van mevrouw De Rammelaere kunnen toegevoegd worden aan het debat over drugs in de gevangenissen van volgende week.

14 Samengevoegde vragen van

- de heer **Stefaan Van Hecke** aan de minister van Justitie over "een uitspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens" (nr. 9561)

- mevrouw **Els De Rammelaere** aan de minister van Justitie over "de uitspraak van het EHRM in de zaak **Salduz**" (nr. 9887)

14 Questions jointes de

- M. **Stefaan Van Hecke** au ministre de la Justice sur "un jugement rendu par la Cour européenne des Droits de l'Homme" (n° 9561)

- Mme **Els De Rammelaere** au ministre de la Justice sur "'l'arrêt rendu par la CEDH dans l'affaire **Salduz**" (n° 9887)

14.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, het Europees Hof voor de Rechten van de Mens doet soms zeer belangrijke uitspraken. De jongste weken zijn er heel wat geweest, en deze uitspraak is toch ook een heel belangrijke.

Volgens deze recente uitspraak zouden verdachten, behoudens speciale omstandigheden, vanaf het allereerste politieverhoor door een advocaat moeten worden bijgestaan. Ik meen dat sommige advocaten heel tevreden zullen zijn dat te horen.

Dat blijkt uit een arrest van de Grote Kamer in de zaak-Salduz versus Turkije van 24 november 2008. De beslissing moet helpen de rechten van de verdachte ten volle te waarborgen. Een dergelijke praktijk bestaat niet in ons land. Wanneer wij dat arrest moeten toepassen, zal dat uiteraard heel wat gevolgen hebben voor de Belgische rechtsgang.

De toepassing van het arrest vergt immers een aanpassing van de werking van zowel politiediensten als parketten en dergelijke meer, als van de advocatuur.

Vandaar een aantal concrete vragen, mijnheer de minister. Ten eerste, welke gevolgen heeft de uitspraak precies voor ons intern recht en voor de werking van Justitie op dit ogenblik?

Ten tweede, hebt u al zicht op mogelijke financiële implicaties van de invoering van dergelijke maatregelen?

Ten derde, op welke termijn acht u een eventuele omzetting van deze uitspraak in de praktijk in België mogelijk?

14.02 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, de kern van de uitspraak in de zaak-Salduz is inderdaad een verschuiving in de rechtspraak van het Europees Hof.

Er zijn nog andere vragen. Gelieve mij te verontschuldigen.

14.03 **Els De Rammelaere** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft Turkije veroordeeld wegens het schenden van de rechten van verdediging, omdat er geen toegang werd gegeven tot een advocaat bij het eerste politieverhoor. Dat staat haaks op de interpretatie die het Hof van Cassatie geeft bij ons. Zij erkennen dit recht niet. Dit zal hoe dan ook gevolgen hebben op onze rechtspraak, vandaar mijn concrete vragen.

Ten eerste, wat zal er hier concreet gebeuren? Zult u een wetgevend initiatief nemen?

Ten tweede, deze uitspraak vereist een aanpassing van de werking van politie en gerecht. Hebt u ondertussen al samen gezeten met de betrokkenen op het terrein om de uitspraak te doen naleven en eventuele veroordelingen te voorkomen?

14.04 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, collega's, de kern van de uitspraak is inderdaad een verschuiving in de rechtspraak van het Europees Hof, gaande van een ruimere analyse van de noodzaak aan bijstand van de advocaat in het kader van de procedure in zijn geheel naar een striktere bepaling van bijstand van de advocaat bij het eerste verhoor.

Dit arrest van de Grote Kamer bij het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft geen directe gevolgen voor het Belgisch recht. Het arrest is enkel afdwingbaar ten opzichte van de Turkse Staat. Er wordt verwezen naar de aanbevelingen, maar die werden gedaan in het raam van een bezoek aan Turkije. De uitvoering van het arrest zal in het Comité van Ministers van de Raad van Europa alleen worden besproken ten opzichte van Turkije.

Voor de andere lidstaten heeft dit arrest slechts een indicatieve waarde en is er geenszins een verplichting om de wetgeving aan te passen. Als het Europees Hof een bepaalde uitspraak heeft gedaan, heeft die betrekking op de rechtsregels en voorschriften in Turkije. De procedures kunnen er fundamenteel verschillend zijn van wat in België wordt voorgeschreven. Laten we, bijvoorbeeld, niet vergeten dat in België een arrestatie niet langer dan 24 uur kan duren, terwijl het in andere landen tot 72 uur kan duren. Aan die langere vrijheidsberoving wordt dan meestal een recht op bijstand van een advocaat gekoppeld.

We mogen echter niet naïef zijn. Natuurlijk zullen er Belgische advocaten zijn die gelijkaardige zaken zullen voorbrengen voor het Europees Hof en dit arrest zullen inroepen om te stellen dat onze procedures niet voldoen aan het nieuwe principe.

Het kan ook niet worden uitgesloten dat daarover een uitspraak zal worden gedaan en dat er een veroordeling zal volgen, maar wij kunnen hierop niet anticiperen. Daarom is het aangewezen dat de principes van het arrest op zijn minst worden getoetst aan onze wetgeving en procedures.

Let wel, volgend op dit arrest is bijvoorbeeld ook in Nederland een discussie gaande omtrent de draagwijdte van deze nieuwe principes. Ook binnen het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, zie de concurring opinions, is men niet helemaal eensgezind over de interpretatie van het moment waarop bijstand nodig is en of het een right to access to a lawyer betreft of een assistance to a lawyer.

Voor de financiële implicaties kan binnen dit korte tijdsbestek alleen worden vermeld dat die er waarschijnlijk wel zullen zijn. Het zal immers ook een wachtdienst inhouden voor de balie, als men te allen tijde voor elke zaak beschikbaarheid moet organiseren.

Verdere opvolging en studie dringen zich dus absoluut op. Het is dan ook veel te vroeg om definitief een uitspraak te doen over enig wetgevend initiatief. Het is echter juist dat wij dit in algemene termen laten onderzoeken. De studie is bezig. Het is dus voorbarig om een eindoordeel uit te spreken over het feit of het voor België een concreet vergelijkbaar probleem zou zijn.

14.05 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. In het begin hebt u een nogal juridisch-technisch antwoord gegeven. Het is een uitspraak ten

opzichte van Turkije en dus niet van toepassing op andere landen. Zoals u zelf zegt, het is intussen gekend. Er zullen zeker advocaten zijn die het ook gaan uitproberen.

U merkt op dat wij moeten uitkijken in welke concrete situatie die uitspraak is gedaan. In andere landen kan de aanhouding 72 uur duren, voordat een gerechtelijke beslissing komt. Bij ons is dat 24 uur. Er zijn echter ook voorstellen, die uw voorganger ook heeft gelanceerd, om naar 48 uur te gaan. Als wij dat debat aangaan, moeten wij misschien ook rekening houden met deze rechtspraak. Want als de termijn langer wordt en de eisen voor onder meer bijstand van een advocaat strenger worden, kan dat een implicatie zijn.

Er zijn voordelen aan de verlenging van 24 naar 48 uur. Zo heeft de onderzoeksrechter meer mogelijkheden om te onderzoeken. Er kunnen echter ook nadelen aan verbonden zijn. Ik denk dat het arrest potentieel een belangrijke impact kan hebben, vandaag, morgen of misschien overmorgen, in onze Belgische rechtspraak.

14.06 Els De Rammelaere (N-VA): Mijnheer de minister, wat u zegt is correct. Dit heeft geen directe invloed bij ons maar ik ben blij dat u alert bent en dit laat onderzoeken. Hebt u enig idee wie dat op dit moment onderzoekt en wanneer wij daarvan een rapport kunnen verwachten?

14.07 Minister Stefaan De Clerck: Voorlopig zijn het de interne diensten op mijn kabinet.

Wat betreft de vraag van mevrouw Van Cauter over het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en over de bijstand van de advocaat, heb ik net geantwoord dat wij dit verder zullen onderzoeken.

14.08 Carina Van Cauter (Open Vld): (...) Men moet vermijden dat er zich massaal incidenten voordoen en dat mensen zich en masse zouden beroepen op het verval van de strafvordering.

14.09 Minister Stefaan De Clerck: Ik heb dat ook geantwoord. Men zal dat ook inroepen maar het Belgische systeem is niet meteen vergelijkbaar met het Turkse systeem. Met andere woorden, elk dossier moet op zich worden bekeken. Het heeft geen rechtstreekse werking maar het is duidelijk dat wij nu onderzoek verrichten om de risico's in te schatten en te kijken of wij ook initiatieven moeten nemen. Daarover is het onderzoek nu bezig. Onze diensten zijn daarmee in eerste instantie bezig. Het is de dienst Wetgeving die daarmee bezig is.

14.10 Carina Van Cauter (Open Vld): Als u eens googelt en eens kijkt bij een aantal advocaten, dan zult u zien dat zij hun cliënteel erop wijzen dat zij bij een eerste verhoor bijstand van een advocaat moeten vragen om dan later in het kader van de strafverdediging het verval van de strafvordering in te roepen wanneer hen op een onrechtmatige manier het recht op bijstand van een advocaat zou zijn onzegd. Ik denk dat niet alleen een grondig onderzoek nodig is maar dat er ook snel zal moeten worden gewerkt om een gepast antwoord te vinden.

14.11 Minister Stefaan De Clerck: Ik heb ook geantwoord dat wij met onze 24 uur natuurlijk een veel kortere periode hebben dan alle andere landen. Daardoor gebeurt de toetsing wel sneller.

14.12 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, ik wil niet blijven discussiëren maar men zegt dat iedere verdachte het recht heeft om te zwijgen en zichzelf niet te beschuldigen tijdens een eerste verhoor. Men is van oordeel dat men dat precies via de bijstand van een advocaat kan vermijden en dat men dit recht zo kan garanderen. Dat is precies de bezorgdheid waaraan tegemoet moet worden gekomen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

15 Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "de uithandengeving van jongeren" (nr. 9562)

15 Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "le dessaisissement par le juge de la jeunesse" (n° 9562)

15.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb opnieuw een vraag op basis van het CAT-rapport van de VN over de uithandengeving. Het CAT is verontrust over het feit dat de uithandengeving nog steeds bestaat. Dit is volgens het CAT in strijd met het Kinderrechtenverdrag. Het CAT-rapport benadrukt dat het Belgische jeugdrecht zich moet schikken naar het Kinderrechtenverdrag

en erover moet waken dat minderjarigen niet als volwassenen worden berecht.

In het CAT-rapport staat ook dat men van oordeel is dat België onvoldoende rekening houdt met de globale aanpak van de problematiek van de jeugddelinquentie, waaronder de preventie, de procedures en de straffen.

Mijnheer de minister, ik heb hierover een aantal vragen.

Ten eerste, wat is uw reactie op dit standpunt in het rapport? Ik kan begrijpen dat het een duidelijke politieke keuze is geweest om met die uithandengeving te werken. Hier krijgen wij tegenwind in het CAT-rapport van de VN.

Ten tweede, deelt u de kritiek van het CAT dat de uithandengeving in strijd is met het Kinderrechtenverdrag of bent u van oordeel dat dit absoluut niet het geval is en dat het CAT zich vergist?

Ten derde, bent u bereid op korte termijn de uithandengeving te herbekijken en conform te maken met het Kinderrechtenverdrag?

Ten vierde, deelt u de opmerking en de vaststelling dat er in ons land te weinig aandacht zou zijn voor een globale aanpak van de jeugddelinquentie? Ik weet dat dit niet alleen een federale bevoegdheid is. Welke initiatieven hebt u genomen of zult u nemen om samen met de Gemeenschappen verder werk te maken van een dergelijke globale aanpak?

15.02 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Van Hecke, ik heb kennisgenomen van de inhoud van het rapport. Ik kan mij moeilijk vinden in het feit dat de uithandengeving in strijd zou zijn met het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind. Men bedoelt hier de schending van artikel 40 van het verdrag.

Gezien in de wet van 13 juni 2006 werd voorzien in de oprichting van een speciale kamer binnen de jeugdrechtbank komen wij echter tegemoet aan de eisen van artikel 40 van het internationaal verdrag. Alleen voor de samenstelling van het hof van assisen is er nog een probleem. Dat wordt opgelost.

Ook het Grondwettelijk Hof deelt deze mening in zijn arrest 49/2008, gezien het Grondwettelijk Hof de redenering van het CAT slechts gedeeltelijk heeft gevolgd. Het Grondwettelijk Hof baseert zich in zijn visie op de redenering dat de uithandengeving slechts in uitzonderlijke omstandigheden kan worden opgelegd.

Ten eerste, men moet voorheen reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van maatregelen of het moet gaan om een zwaarwichtig feit. Ten tweede, de motivatie van het vonnis moet gebeuren op basis van de persoonlijkheid en de maturiteitsgraad van de betrokkene. Ten derde, er moet een strikte procedure worden gevolgd. Ten vierde, een beschermingsmaatregel wordt niet geschikt geacht. Ten vijfde, er moet een maatschappelijk en medisch-psychologisch onderzoek worden verricht.

Hoewel de uithandengeving is blijven bestaan, hebben de wetten van 2006 er bovendien voor gezorgd dat de rechten van minderjarigen worden gewaarborgd om van een behandeling als minderjarige te kunnen spreken, namelijk levenslange opsluiting is niet mogelijk, minderjarigen verschijnen voor een bijzondere kamer van de jeugdrechtbank, minderjarigen worden geplaatst in een federaal centrum en niet in een gevangenis.

Niettegenstaande de kritiek is de uithandengeving een systeem waarmee een antwoord kan worden gegeven op de vroegrijpheid van sommige jongeren waarvoor beschermingsmaatregelen ontoereikend worden geacht.

Met de hervorming van het systeem heeft de wetgever trouwens een vermindering van het aantal uithandengevingen nagestreefd door het aantal beschermingsmaatregelen uit te breiden en de duur van de bescherming te verlengen tot ten hoogste 23 jaar. De jeugdrechtbank kan slechts tot de beslissing tot uithandengeving overgaan indien aan een van de volgende voorwaarden is voldaan.

Ten eerste, de betrokkene is reeds het voorwerp geweest van een of meer maatregelen zoals bedoeld in artikel 37, §§ 2, 2bis of 2ter, of hij kreeg al een herstelrechtelijk aanbod opgelegd.

Ten tweede, het betreft een ernstig feit, zoals aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, doodslag, poging tot doodslag, slagen en verwondingen met blijvende arbeidsongeschiktheid tot gevolg, folteringen of gekwalificeerde diefstallen.

Bovendien moet inzake strafrecht voorbehoud worden gemaakt voor de levenslange opsluiting of voor hechtenis die niet langer mogelijk is ten aanzien van uit handen gegeven jongeren.

Een ander belangrijk punt is de soevereiniteit inzake het gevolg dat aan de zaak wordt gegeven. Op basis van artikel 57bis, §1, kan het openbaar ministerie doorverwijzen na een vonnis tot uithandengeving indien daartoe grond bestaat. Het vonnis is dus geen rechtstreekse doorverwijzing naar het vonnisgerecht.

Inzake uw laatste vraag kan ik u meedelen dat het streven naar een globale aanpak voor mij als minister een prioriteit is, zoals dat ook het geval was voor minister Jo Vandeuren, reden waarom er het voorbije jaar zeer regelmatig overleg is geweest tussen de federale overheid en onder andere het kabinet Volksgezondheid, en de Gemeenschappen en Gewesten die tot de uitvoering van de federale wet overgaan.

Ik ben ervan overtuigd dat deze aanpak een gedeelde maatschappelijke verantwoordelijkheid is van verschillende partners, waaronder ook ouders, scholen, straathoekwerkers en openbare besturen.

De dienst voor het strafrechtelijk beleid is op dit ogenblik een congres over jeugddelinquentie aan het voorbereiden dat over enkele maanden zal plaatsvinden. Op dit congres zal er van gedachte kunnen worden gewisseld over de knelpunten inzake jeugddelinquentie en zal er naar passende antwoorden worden gezocht. Indien nodig zullen er na het congres nieuwe initiatieven worden genomen.

In het Nationaal Veiligheidsplan staat jeugddelinquentie trouwens als een van de prioriteiten voorop. Het is echter aan de zonechefs en aan de lokale overheden, rekening houdend met de eigenheid van hun zone, welke prioriteiten zij willen stellen.

15.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord.

U verwijst naar artikel 40 van de wet. De inhoud daarvan zou eigenlijk tegemoet moeten komen aan de verzuchtingen en opmerkingen. Mijn vraag is heel concreet of die argumentatie ook aan die commissie werd bezorgd. Met andere woorden, zijn zij op de hoogte? Misschien hebben zij dat rapport opgemaakt zonder daarvan kennis te hebben? Uit het rapport kan dit immers niet worden afgeleid. Hebben zij artikel 40 al getoetst? Voor mij is dit nog een vraagteken.

Als u, daarin gevolgd door het Grondwettelijk Hof, van oordeel bent dat er zich geen probleem meer stelt, denk ik dat het goed zou zijn, mocht deze argumentatie ook worden meegedeeld zodat wij in een volgend rapport kunnen nagaan of er nu voldoende waarborgen zijn ingebouwd. Ik denk dat dit heel belangrijk is.

U verwijst naar het arrest van het Grondwettelijk Hof. Ik heb het arrest zelf nog niet bekeken. Heeft het Grondwettelijk Hof effectief een toetsing gedaan aan het kinderrechtenverdrag?

15.04 Minister Stefaan De Clerck: Ja.

15.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): U bevestigt dat men daardoor tot een ander standpunt is gekomen.

Tot slot, mijnheer de minister, ik denk dat het heel belangrijk is om te streven naar een globale aanpak van jeugdcriminaliteit. Wij hebben soms de indruk dat het nogal eenzijdig, nogal repressief is. Ik denk dat een globaal beleid, samen met de Gemeenschappen, op langere termijn tot veel meer resultaten kan leiden. Ik steun in ieder geval de initiatieven die u ter zake zult nemen in samenwerking met de andere actoren.

15.06 Minister Stefaan De Clerck: U bent allemaal welkom op de studiedag die door Justitie daarover zal worden georganiseerd op 23 en 24 maart.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

16 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de minister van Justitie over "de preventie van zelfdoding

in gevangenis" (nr. 9588)

16 Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "la prévention du suicide en milieu carcéral" (n° 9588)

16.01 Sarah Smeyers (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, De Standaard kopte op 17 november 2008: "Cipiers alert voor zelfdoding".

Enige rondvraag heeft mij ter zake geleerd dat de aankondigingen in dat artikel iets te voorbarig waren. Op dit moment gebeurt er nog niets concreet.

De gevangenis van Gent heeft wel vormingsmomenten georganiseerd op eigen initiatief met eigen middelen, in samenwerking met het CPZ, het Centrum ter Preventie van Zelfdoding. Uit die vormingsmomenten is gebleken dat de penitentiaire ambtenaren die vorming apprecieerden en heel goed konden gebruiken.

Mijnheer de minister, hoever staat het met de uitwerking van het lovenswaardig voornemen om cipiers in hun basisopleiding een training te laten volgen waarin hen wordt aangeleerd de signalen van het risico op zelfdoding te herkennen. Voorziet u hiervoor een timing? Op welke manier zult u samenwerken met het Centrum ter Preventie van Zelfdoding of andere organisaties die actief zijn binnen deze sector?

16.02 Minister Stefaan De Clerck: Mevrouw de voorzitter, collega's, over de problematiek van zelfmoord in de gevangenis heeft Jo Vandeuren op 3 juni 2008 een uitvoerige toelichting gegeven in deze commissie.

Naar aanleiding daarvan gaf hij ook bij nota van 6 augustus 2008 opdracht aan de directeur-generaal van de penitentiaire inrichtingen om een opleidingsonderdeel zelfmoordpreventie in te lassen in het opleidingsprogramma voor de nieuwe penitentiaire beambten.

Voordien bevatte de basisopleiding van de penitentiaire beambten reeds een module over omgaan met crisissituaties, waaronder zelfmoord. Bovendien kan een penitentiair beambte die een suïcidale neiging bij een gedetineerde vaststelt, deze onmiddellijk doorverwijzen naar de psychosociale en medische dienst of naar de zorgelijke.

Ook de trajectbegeleiders van de Centra Algemeen Welzijnswerk en diensten zoals Tele-Onthaal spelen een belangrijke rol ten aanzien van gedetineerden die in psychische nood verkeren.

Momenteel wordt in de opleidingscentra gewerkt aan de uitbouw van een specifieke module die zal klaar zijn tegen de opstart van de volgende cyclus.

In het verleden werkte de gevangenis van Gent reeds samen met het Centrum ter Preventie van Zelfdoding voor een tweedaagse interactieve training voor de penitentiaire beambten in het herkennen van signalen van suïciderisico. Het ging toen om een lokaal initiatief.

Bij het concreet uitwerken van de nieuwe opleidingsmodule voor de basisopleiding zullen uiteraard gespecialiseerde diensten worden betrokken. Ik kan vandaag nog geen uitsluitel geven over welke concrete organismen daarbij zullen worden betrokken.

De veralgemeende opleiding voor alle penitentaire beambten zal in die zin verder worden georganiseerd.

16.03 Sarah Smeyers (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik heb deze vraag ook aan minister Vandeuren gesteld. Hij heeft toen ook gezegd dat onder andere Tele-Onthaal 24 uur op 24 uur voor gevangenen beschikbaar is. Het is toch wel een groot probleem. Het aantal zelfmoorden in Vlaanderen en België is sowieso al hoog, maar dat is nog hoger in de gevangenis. Ik denk niet dat er tijd kan worden verloren.

Het initiatief in Gent zou moeten worden veralgemeend. Het kan niet dat een gevangenis dit op eigen initiatief en met eigen middelen moet doen. Het welzijn van gevangenen zou door de overheid en door de minister van Justitie in handen moeten worden genomen. Elk mens is belangrijk. Zelfdoding in gevangenis zou moeten kunnen worden vermeden.

Ik hoop dat u niet draait met de opstart ervan. U zegt nog geen uitsluitel te kunnen geven, maar ik hoop dat

u er toch wel mee bezig bent.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

17 Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur "l'antisémitisme de scène" (n° 9627)

17 Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Justitie over "het anti-semitisme in sketches" (nr. 9627)

17.01 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le ministre, ce qui nous semblait être réservé à la France jusqu'il y a peu, notamment avec un triste personnage tel que M. Dieudonné, a fait son apparition en Belgique, plus particulièrement sur les ondes de la VRT.

L'humour qui est employé – pour autant que l'on puisse appeler cela de l'humour – devient réellement intolérable. Après "Plat préféré" et la truite d'Adolf Hitler sur Canvas le 28 octobre 2008, "Man bijt hond" et son "innocente" cuisine au gaz sur la VRT le 1^{er} novembre 2008 et "Weg met de soete" avec le même Hitler en chippendale en tant que guide à Berlin, sur Canvas le 27 novembre 2008, la VRT-radio a convié ses auditeurs, le 21 décembre dernier, à une rétrospective de l'année en cours - avec 15 humoristes, heureusement pas tous du même acabit. Un certain M. Philippe Geubels – vous "appréciez" le nom – jouait un sketch honteusement intitulé "Arbeit macht frei" dans lequel il trouvait que "les juifs exagéraient un peu", déplorant que le rédacteur en chef de "Joods Actueel" se soit arrangé pour que la truite de Hitler ne soit pas diffusée. Ce "comique" de la VRT s'interroge sur ce qu'"ils" vont faire s'il y a une grosse fuite de gaz à Anvers. Je ne vais pas continuer de lire cela, car ce serait donner trop de publicité à ces individus.

Monsieur le ministre, je suis inquiet que l'on tente de banaliser ces déclarations et de les considérer comme insignifiantes. Lorsque l'on voit les législations du 30 juillet 1981 et du 15 février 1993, qui condamnent toute discrimination et tout antisémitisme, il apparaît clairement que nous avons affaire à un délit.

Je ne vous demanderai pas si vous avez eu l'occasion d'entendre ces propos, puisque je connais votre agenda assez chargé. Toutefois, n'y a-t-il pas lieu de faire usage d'un droit d'injonction positive? De tels propos, qui finissent d'ailleurs par importer un conflit sur le territoire, ne doivent-ils pas être radicalement condamnés, mais également faire l'objet de poursuites par le parquet? Est-ce le cas? Avez-vous utilisé de votre droit d'injonction positive à l'encontre de ces émissions que l'on ne peut sûrement pas qualifier d'humoristiques?

17.02 Stefaan De Clerck, ministre: Madame la présidente, cher collègue, sans avoir pris connaissance des émissions auxquelles vous vous référez – même si je suis content que vous regardiez la VRT –, je tiens tout d'abord à exprimer le souhait que chaque groupe de la population, quelle que soit sa dimension, soit respecté par les autres groupes.

Par ailleurs, il faut toujours examiner le contexte dans lequel des déclarations sont formulées. Dans ce cas précis, les propos en question auraient été émis dans des émissions plutôt "humoristiques". Il est toujours difficile de juger de la qualité et des limites de l'humour.

Il s'agit ici d'émissions humoristiques qui doivent dès lors être considérées comme telles. Il n'empêche que ce qui peut être de l'humour pour les uns ne l'est pas toujours pour les autres. Aussi, il est préférable d'éviter l'humour dénigrant et blessant, dont on peut se demander avec raison s'il s'agit encore d'humour.

Comme je l'ai déjà dit, je ne connais pas ces émissions et je tiens dès lors à m'abstenir de tout autre commentaire. Je ne souhaite pas non plus avoir recours au droit d'injonction positive étant donné que je ne peux pas juger si une infraction contre laquelle le droit d'injonction pourrait être utilisé a effectivement été commise.

En outre, le droit d'injonction positive dont dispose le ministre de la Justice reste une mesure d'exception dont on ne peut abuser. En effet, il existe en l'espèce d'autres moyens pour entamer une enquête afin de vérifier si des infractions ont été commises ou non et s'il faut y donner suite. Le ministère public peut initier une enquête d'office et toute personne se sentant lésée peut également prendre l'initiative de déposer plainte.

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme peut également recevoir des plaintes et

enquêter sur la base des compétences qui lui ont été conférées par la loi du 15 février 1993. Le Centre ne communique en principe pas d'information sur les enquêtes en cours ou sur des plaintes qu'il a reçues. De plus, les possibilités pour le Centre de soutenir la plainte sont, à première vue, faibles.

L'application de la loi du 23 mars 1995 sur le génocide est très stricte: l'Holocauste doit être minimisé ou nié, ce qui n'est pas le cas ici. En ce qui concerne l'application de la loi du 30 juillet 1981 contre le racisme, une intention particulière doit être établie. Selon l'article 20, il doit y avoir incitation à la haine et à la violence à l'égard d'une communauté; un des critères protégés, à savoir l'ascendance ou l'origine ethnique, étant violé. L'incitation doit être de nature à susciter chez des tiers des sentiments de haine à l'égard de la personne, du groupe ou de la communauté visée ou de leurs membres. Cette intention particulière est toutefois très difficile à établir. À cet égard, le contexte joue également un rôle important. Les déclarations ayant été faites dans le cadre d'une émission "humoristique", il est encore plus difficile d'établir l'incitation à la haine.

Il importe toutefois de préciser que le fait que le Centre ne voit pas de motif direct d'intervenir n'empêche pas que celui qui se sent offensé peut déposer plainte. Ce n'est pas le Centre mais le tribunal qui statue sur le fond de l'affaire. En tant que ministre de la Justice, je ne souhaite dès lors pas prendre davantage position dans cette affaire, étant donné que d'autres acteurs peuvent et doivent, le cas échéant, prendre leurs responsabilités.

17.03 Jean-Luc Crucke (MR): Madame la présidente, je remercie le ministre pour sa réponse. Je comprends aussi, bien qu'il ait en préambule totalement dénoncé l'antisémitisme, la prudence de ses propos.

Monsieur le ministre, vous avez rappelé qu'il fallait tenir compte du contexte et vous avez raison. Le fait qu'il s'agisse d'une émission humoristique est un des éléments du contexte; un autre élément du contexte est à mes yeux, le moment. Or, avec les événements qui se déroulent au Moyen-Orient, ces mots revêtaient non seulement un double langage, mais un langage se montrant parfois très mal compris par ceux qui écoutent ce type d'émission benoîtement; il s'agit quand même d'une télévision de service public.

U weet dat ik geen moeite heb met de VRT, ook zeker niet met de RTBF!

Les propos peuvent non seulement être indécents, mais même destructeurs. Ce sont parfois des armes, comme l'écrivait Sartre. Si vous en avez le temps, relisez "Les Mots": ce sont des mitraillettes, que d'autres utilisent parfois mal et de manière violente.

Je comprends votre position, mais je sais que la Confédération des organisations juives de Belgique (COJB) réfléchit à saisir la justice à ce sujet. Des suites pourront donc être données à cet égard.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

18 Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur "le palais de justice de Tournai" (n° 9629)

18 Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Justitie over "het justitiepaleis van Doornik" (nr. 9629)

18.01 Stefaan De Clerck, ministre: Monsieur Crucke, comme je souhaite me rendre sur place pour voir ce qu'il en est, je ne sais pas si la question doit être posée.

18.02 Jean-Luc Crucke (MR): C'est ce que je comptais vous proposer dans ma réplique: vous inviter sur place.

18.03 Stefaan De Clerck, ministre: Il s'agit en effet de bâtiments qui devraient être vus. Par ailleurs, des choses sont en cours. Je voudrais donc pouvoir aller sur place, ce que je ferai si vous retirez votre question!

18.04 Jean-Luc Crucke (MR): Ce ne doit pas être seulement si je retire ma question! Si vous vous rendez sur place et que vous nous faites le plaisir et l'honneur d'inviter les parlementaires locaux, il va de soi que je me permettrai d'annoncer (...) dans les meilleurs délais. Avec la commission, pourquoi pas.

19 Vraag van de heer Michel Doomst aan de minister van Justitie over "het eigen 'snelrecht' van de burgemeester van Merchtem" (nr. 9657)

19 Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur "la procédure accélérée personnelle du bourgmestre de Merchtem" (n° 9657)

19.01 Michel Doomst (CD&V): Mijnheer de minister, ik had een beetje het gevoel naar een western te kijken toen ik in de naburige gemeente Merchtem de burgemeester via snelrecht een aantal maatregelen zag afdwingen. Wat is uw standpunt daaromtrent?

De burgemeester bracht daar alert een viertal minderjarigen op zijn bureau bij elkaar die waren opgepakt omdat ze vernielingen hadden aangebracht op het kerkhof. Er werd vastgesteld dat het niet om bewuste grafschennis ging en men vond gerechtelijke stappen overdreven. In samenspraak met de ouders werd besloten de minderjarige kinderen een alternatieve straf te geven, namelijk een jaar lang een dag per maand zwerfvuil ophalen in de buurt.

In dit geval speelde de lokale burgemeester zelf voor rechter, waarvoor men wel voor een stuk begrip kan hebben. Ik denk wel dat het een bijzonder gevaarlijk precedent is, omdat de rechtszekerheid toch ernstig in het gedrang komt, ook inzake gelijke behandeling van personen.

Ik wilde eens vragen wat het standpunt van de minister was omtrent een dergelijk initiatief dat mogelijkerwijze lokaal nog navolging zou kunnen krijgen.

19.02 Minister Stefaan De Clerck: Artikel 29 van het Wetboek van strafvordering bepaalt dat overheden die kennis krijgen van een misdaad of wanbedrijf, verplicht zijn daarvan bericht te geven aan de procureur des Konings. Anderzijds lezen we in artikel 117 tot 122 van de nieuwe Gemeentewet dat de gemeenteraad straffen en administratieve sancties kan bepalen voor overtredingen van zijn reglementen of verordeningen. Elke goede gemeente heeft intussen zijn reglement goedgekeurd en zijn GAS-ambtenaren aangesteld, mijnheer de voorzitter van de organisatie van CD&V-raadsleden.

Dit kan niet voor overtredingen waarvoor reeds krachtens een wet, decreet of verordening straffen of administratieve sancties werden bepaald. Voor feiten strafbaar gesteld door artikel 526 van het Strafwetboek – in dit geval grafschennis – kan de gemeenteraad dan toch in een administratieve sanctie voorzien. De administratieve sancties die door de gemeenteraad kunnen worden bepaald, zijn limitatief opgesomd in de nieuwe Gemeentewet en gaan van een administratieve geldboete tot de schorsing en intrekking van vergunningen en de sluiting van een inrichting. Ook minderjarigen kunnen worden gestraft met een administratieve sanctie en alternatieve straffen behoren niet tot het arsenaal van administratieve sancties die de gemeenteraad kan bepalen.

Alles hangt er van af – in het geval van de zaak in Merchtem – of de gemaakte afspraken tussen de burgemeester en de betrokken jongeren en hun ouders worden gezien als een administratieve sanctie dan wel als een vrijwillige overeenkomst tussen de betrokken partijen.

Het spreekt vanzelf dat in het geval van eventueel gepleegde strafbare feiten het parket en de jeugdrechter eveneens hun volle bevoegdheid behouden. Zo heeft het openbaar ministerie in jeugdzaken een ruime bevoegdheid om dossiers te seponeren, zonder dat daarbij een vorm van straffeloosheid ontstaat zo lang de zaak niet bij de jeugdrechtbank aanhangig is gemaakt.

Seponering kan gepaard gaan met een vermaning. Na verhoor van de minderjarige en zijn ouders kan de minderjarige de verwittiging krijgen dat bij nieuwe strafbare feiten het openbaar ministerie de zaak zal voorleggen aan de jeugdrechter. De procureur des Konings kan ook naar de minderjarige en zijn ouders een waarschuwingsbrief sturen met daarin de boodschap dat het dossier voorlopig wordt geseponneerd. De procureur des Konings kan de minderjarige en zijn ouders vragen om de schade te herstellen. Via een neutrale bemiddelaar treedt de minderjarige in dialoog met het slachtoffer om een akkoord over de schadevergoeding te bereiken.

Op het niveau van de jeugdrechtbank kunnen eveneens herstelgerichte maatregelen worden genomen. Bij de keuze van maatregelen moet de jeugdrechter niet alleen letten op de persoonlijkheid en de leefsituatie van de minderjarige, maar moet hij in eerste instantie maatregelen opleggen die erop gericht zijn de schade te herstellen.

In artikel 37bis van de Jeugdbeschermingwet krijgen herstelbemiddeling en herstelrechtelijk aanbod vaste vorm. Herstelbemiddeling houdt in dat de minderjarige een contract sluit met een erkende dienst van de Gemeenschappen om de schade te herstellen. Herstelgerichte maatregelen houden in dat de minderjarige geconfronteerd wordt met het slachtoffer, waarbij hem de kans wordt geboden om oplossingen te bieden.

Ik ben van oordeel dat elke bevoegde instantie slechts kan handelen binnen haar wettelijke bevoegdheden zonder daarbij in de plaats te kunnen treden van de andere instantie. Voor de burgemeester zelf is het wel op de limiet.

19.03 Michel Doomst (CD&V): Mijnheer de minister, om te beletten dat men op de limiet moet dansen, is de gemeentelijke administratieve sanctie hét instrument dat ons wordt aangereikt om op dat vlak kleine criminaliteit, licht vandalisme ter plekke aan te pakken.

Het is aanbevelingswaardig om dat pad te stimuleren, om te proberen om op het terrein effectief daarvan toepassing te geven. Het andere is bijzonder gevaarlijk, want dit zou kunnen eindigen in sheriftoestanden. Het is dus aanbevelingswaardig daarvoor de juiste juridische middelen te propageren en die zoveel mogelijk op gemeentelijk niveau aan te wenden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

20 Samengevoegde vragen van

- de heer **Michel Doomst** aan de minister van Justitie over "het elektronisch toezicht" (nr. 9658)
- de heer **Bart Laeremans** aan de minister van Justitie over "het elektronisch toezicht, de uitvoering van korte straffen en de ondraagbare werkdruk bij de justitiehuizen" (nr. 9942)
- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de minister van Justitie over "de toepassing van het elektronisch toezicht" (nr. 10273)

20 Questions jointes de

- M. **Michel Doomst** au ministre de la Justice sur "la surveillance électronique" (n° 9658)
- M. **Bart Laeremans** au ministre de la Justice sur "la surveillance électronique, l'exécution des peines de courte durée et la pression du travail insupportable dans les maisons de justice" (n° 9942)
- Mme **Sabien Lahaye-Battheu** au ministre de la Justice sur "l'application de la surveillance électronique" (n° 10273)

20.01 Minister Stefaan De Clerck: Ik dacht dat die vragen beantwoord waren in de hele uiteenzetting over het elektronisch toezicht.

(...): (...)

20.02 Michel Doomst (CD&V): (...) Mijnheer de minister, berichten over het falend systeem van elektronisch toezicht leiden toch wel tot heel wat frustratie bij rechters, politiemensen en andere personen. Ik wou dus vragen of de cijfers kloppen die we daarover in de media konden vernemen? Wat is de stand van het onderzoek naar de knelpunten? Zijn daar al oplossingen voor gevonden? Wanneer zullen we de eerste concrete resultaten op kwalitatief en kwantitatief vlak zien?

20.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang): We blijven het uitzitten van een gevangenisstraf via een enkelband een pervers systeem vinden, een systeem dat gericht is op het niet uitvoeren van een rechterlijke beslissing, namelijk een gevangenisstraf in een gevangenis. Sinds de jaren 80, mijnheer de minister, is het systeem van uitvoering van straffen steeds meer uitgehold, via de veralgemening van de voorwaardelijke invrijheidsstelling, nadien via allerlei noodmaatregelen om korte straffen niet uit te zitten, en nu via het systeem van enkelbanden, waardoor uiteindelijk korte straffen nauwelijks nog worden uitgezeten. We hebben het hier over straffen tot drie jaar.

Dat heeft het perverse gevolg dat magistraten veel strengere straffen uitspreken om te verhinderen dat mensen op een of andere manier toch zouden vrijkomen. Het is een onwenselijk systeem, gebaseerd op noodmaatregelen, dat wij liever zo snel mogelijk helemaal veranderd zagen.

U zult misschien zeggen dat u dat heeft geërfd en daar niet veel mee te maken heeft, maar ik herinner mij nog heel goed uw eigen inbreng in het dossier van het gevangeniswezen – we zullen het daar later nog wel over hebben. Op een gegeven moment zei u dat 8.000 plaatsen het absoluut maximum was. Had u toen niet

zo op de rem gestaan, was het probleem vandaag alvast minder acuut geweest.

We hebben de verschillende brieven die er zijn geweest van minister Onkelinx, van Hans Meurisse en van minister Vandeuren met elkaar vergeleken, en de indruk wordt gewekt dat er een verstrenging zou zijn, dat het moeilijker zou zijn om een enkelband te krijgen, omdat er altijd een maatschappelijk onderzoek zou komen. Dat laatste aspect is waar, maar anderzijds moeten we ook vaststellen dat de maatregelen op een aantal vlakken versoepeld zijn. Dat gebeurde al onder Meurisse en dat wordt vandaag doorgezet.

Ik geef een voorbeeld. Bij minister Onkelinx werd er toch nog onderscheid gemaakt tussen straffen van meer of minder dan een jaar en voor straffen tussen een en drie jaar was er toch wel een merkelijke verstrenging. Bovendien konden mensen die geen recht van verblijf hadden in ons land, sowieso geen beroep doen op het systeem van enkelband, vandaag kan dat wel.

Ten slotte zijn een aantal contra-indicaties weggevallen: de persoonlijkheid van de veroordeelde en zijn gedrag tijdens de detentie mogen niet meer meespelen, en dat was bij Onkelinx wel nog het geval.

Het wordt dus heel moeilijk om mensen die minder dan drie jaar cel hebben gekregen – dat zijn toch nog vrij zware straffen – daadwerkelijk binnen de muren van de gevangenis te krijgen. Dergelijke veroordeelden die in de gevangenis zullen belanden, zullen kleine uitzonderingen zijn. Precies daarover gaan mijn vragen. Op die aspecten van de zaak zijn er in elk geval geen antwoorden gekomen.

Betreffende de wachtlijsten en de situatie die helemaal uit de hand is gelopen, kunt u een overzicht geven, per maand, van het aantal personen dat op de wachtlijst staat sinds de brief van Onkelinx? Wat is de wachttijd nadien? Waaruit bestaat de controle tijdens de wachttijd?

De tweede vraag laat ik vallen, omdat de omzendbrief-Meurisse blijkbaar niet meer van toepassing is, krachtens de omzendbrief van minister Vandeuren.

Bevestigt u het standpunt van de jongste beleidsbrief van minister Vandeuren, waarin werd voorgesteld de enkelbandprocedure bij de kortgestraften te veralgemenen en dus nog verder uit te breiden dan vandaag? Wat verstaat u in dat opzicht onder kortgestraften?

Kunt u meedelen hoeveel kortgestraften, onder de drie jaar, nog daadwerkelijk in de cel belandden of bleven sinds de omzendbrief-Onkelinx? Om welk aandeel van het aantal kortgestraften gaat het? 20%, 40%, 60%? Dat is niet duidelijk en er is tijdens de hoorzitting ook geen zicht op gekomen.

Beschikt u over cijfers sinds de inwerkingtreding van de omzendbrief-Meurisse en sinds de inwerkingtreding van de omzendbrief-Vandeuren?

Hoe reageert u op de protesten van de justitiehuisen? In welke maatregelen wordt er voorzien? Waarom wordt er niet overwogen om het toezicht op de enkelband opnieuw te verplaatsen naar het NCET, zodat de justitiehuisen wat kunnen worden verlicht in hun taak? Daar knelt duidelijk het schoentje.

20.04 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de minister, ik verwijs ook naar hetgeen wij hier vorige week woensdag hebben gehoord in verband met elektronisch toezicht. Wij hebben intussen ook de documenten ontvangen, waarvoor dank.

De voordelen van elektronisch toezicht zijn bekend. Het kan de overbevolking in de gevangenissen verminderen en de veroordeelde wordt geholpen bij zijn re-integratieproces.

Wat mij bezorgd maakt, is het feit dat de capaciteit blijft schommelen rond de 600. Het zijn er intussen 670, maar de wachtlijst is aangegroeid van 800, begin vorig jaar, tot 1.500, begin dit jaar. Dat geeft grote problemen op het vlak van controle.

Ik heb de volgende vragen. Ten eerste, wat is het precieze statuut van de 1.500 wachtenden voor een enkelband? In welke vorm van controle is er voor hen voorzien?

Ten tweede, uit de hoorzitting blijkt dat het aanbrengen van een enkelband uitsluitend in de gevangenis kan gebeuren. Kan er niet voor worden gezorgd dat dat ook buiten de gevangenis kan gebeuren?

Ten derde, het nationaal centrum verwittigt de politie enkel als er problemen zijn met het verloop van het elektronisch toezicht. Tijdens de hoorzitting vorige week werd verwezen naar een site die de politie kan

consulteren. Op het terrein blijkt echter dat de politie vaak niet weet wie er in haar zone met een enkelband rondloopt.

Ten vierde, voldoet de huidige technologische controleapparatuur? Moet niet worden gedacht aan bijvoorbeeld toepassingen via GPS?

20.05 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, collega's, er rijzen inderdaad verschillende vragen over het elektronisch toezicht. Aansluitend op wat al werd toegelicht in een vorige commissievergadering, wil ik proberen om concreet toch de verschillende vragen te beantwoorden.

Trouwens, de heer Doornst vroeg of cijfers kloppen die in de media konden worden vernomen. Inderdaad, de cijfers zijn exact. Er is een probleem van wachtlijsten.

Sinds de uitbreiding van de rondzendbrief van 11 december 2007 werd het mogelijk gemaakt dat een bijkomende categorie van veroordeelden onder strafonderbreking kon worden gezet in afwachting van onderzoek, beslissing en uitvoering van het elektronisch toezicht. De input van strafonderbrekers is verruimd. Op 7 januari 2009 stonden 676 veroordeelden onder elektronisch toezicht en stonden er 1.581 in afwachting van strafonderbreking.

De stand van zaken is de volgende. Onze beleidscel heeft die knelpunten begin 2008 ook in kaart gebracht en heeft een groot deel van de problemen omgezet in richtlijnen. In de ministeriële rondzendbrief van 25 juli 2008 zijn meerdere kwalitatieve aanpassingen doorgevoerd, wat de vorige Justitieminister Jo Vandeuren verschillende keren heeft herhaald. Het gaat om kort op de bal spelen, reactie op niet-naleving van uurroosters door het toezicht, akkoord van meerderjarige huisgenoten, verplicht voorafgaande maatschappelijke enquête. Dat laatste maakt dat de doorstroomtijd van alle strafonderbrekers in zekere zin wordt vertraagd, maar dat de opdrachtgever met kennis van zaken een beslissing kan nemen en bij toekenning van elektronisch toezicht met kennis van zaken eventueel aangepaste voorwaarden kan opleggen, die dan worden opgevolgd door de justitieassistent.

Zijn er oplossingen om de administratieve molen rapper te doen draaien? Welnu, doordat het NCET ondertussen opnieuw een coördinerende rol opgelegd kreeg, doordat het personeelskader is opgevuld en de verhuis achter de rug is, kan het die taak nu ten gronde volop opnemen.

Het centrum, dat jullie hebben bezocht, moet een duidelijk zicht krijgen op het volledig plaatje van het elektronisch toezicht, van bij de aanvang van de procedure. Het NCET zal tevens daardoor de situatie gericht kunnen aanpakken in overleg met de regionale directeurs van de justitiehuisen. Van die aanpak verwacht ik tegen maart 2009 de eerste positieve resultaten.

Op kwalitatief vlak zijn de eerste resultaten op de werkvloer reeds zichtbaar. Er kan met name kort op de bal worden gespeeld bij overtredingen en er wordt een invulling gegeven aan de maatregel door het verplicht opleggen van geïndividualiseerde voorwaarden. Een plan van aanpak werd door het DG Justitiehuisen uitgewerkt en de kwantitatieve resultaten zullen onder meer na afronding van de tweede golf van aanwervingen van justitieassistenten in het voorjaar van 2009 zichtbaar zijn.

Thans kom ik tot de vraag van de heer Laeremans met betrekking tot een verklaring voor de uit de hand gelopen situatie. De kwalitatieve aanpak van het elektronisch toezicht begon reeds met de aanpassing van de wet van mei 2006. Aan artikel 64 werd een zesde punt toegevoegd, zodat de strafuitvoeringsrechtbank een grond heeft tot herroeping, expliciet bij de niet-naleving van de beperkte detentie van het elektronisch toezicht.

Daarnaast werden de KB's van 29 januari 2007 aangepast in die van 16 juli 2008. Tevens kwam er een nieuwe ministeriële omzendbrief. Bovendien is de omkadering rond om van het NCET een coördinatiecentrum te maken en het controletaken te laten uitvoeren. Het nationaal centrum moet een duidelijk zicht krijgen op het volledige plaatje van het elektronisch toezicht van bij de aanvang van de procedure tot bij de opstart en de opvolging. Tevens zal het daardoor de situatie gericht kunnen aanpakken in overleg met de regionale directeurs.

Met betrekking tot de werving van de justitieassistenten, er is een tweede golf na de statutarisering aan de gang. Ik verwacht dus op korte termijn resultaat op dat vlak.

De ministeriële omzendbrieven zijn allemaal online beschikbaar op de site van de FOD Justitie. De dienstnota van de directeur-generaal van 11 december 2008 is niet beschikbaar online, aangezien het om een interne dienstnota gaat. Zoals mijn voorganger, Jo Vandeurzen, in mei 2008 reeds antwoordde, is het criterium van de onmiddellijke aanhouding sinds de dienstnota van 11 december niet langer weerhouden voor het verkrijgen van een strafonderbreking in afwachting van een onderzoek voor een elektronisch toezicht of een effectieve plaatsing onder elektronisch toezicht. De situatie die Jo Vandeurzen bij zijn start heeft aangetroffen, heeft hij stapsgewijze correct en positief aangepast. Ik sluit niet uit dat andere aanpassingen nog zullen volgen.

Bevestigt de minister het standpunt van de jongste beleidsbrief? Neen, ik bevestig het standpunt van de veralgemening niet. Er blijven uitsluitingscategorieën. Met name de veroordeelden ten aanzien van wie feiten van seksueel misbruik op minderjarigen en personen die geen recht op verblijf hebben, kunnen enkel vanuit detentie een aanvraag voor elektronisch toezicht richten naar de dienst Individuele Gevallen.

Daarnaast zijn de volgende veroordeelden uitgesloten van strafonderbreking, met name zij die niet vanuit vrijheid maar vanuit detentie de onderzoeksfase, met een voorafgaand onderzoek, beslissing en plaatsing, ondergaan. Dat geldt indien de veroordeelde geen vaste verblijfplaats heeft, indien de veroordeelde niet in zijn onderhoud kan voorzien, indien er een ernstig risico bestaat dat de veroordeelde zich aan strafuitvoering zou onttrekken en indien er ernstige tegenaanwijzingen zijn.

De term kortgestraften wordt nergens gebruikt. Er bestaan enkel twee verschillende procedures voor de toekenning van het elektronisch toezicht. Voor veroordeelden tot een of meer vrijheidsstraffen van meer dan 3 jaar is de strafuitvoeringsrechtbank bevoegd voor de toekenning van elektronisch toezicht en is de wet van 17 mei 2006 op de externe rechtspositie van toepassing. Voor veroordeelden tot één of meer vrijheidstraffen van 3 jaar of minder is de wet van 17 mei 2006 niet van toepassing en geldt de ministeriële rondzendbrief van 25 juli 2008.

U wil weten hoeveel kortgestraften, minder dan 3 jaar, nog in de cel belanden of blijven sinds de ministeriële rondzendbrief. Het aantal gedetineerde veroordeelden tot 3 jaar of minder bedroeg op 10 juli 2006: 721, op 1 december 2007: 693, op 1 april 2008: 681, op 11 november 2008: 731 en op 6 januari 2009: 759.

Hoe reageer ik op de protesten van de justitiehuisen? De administratie heeft in december de justitieassistenten na hun actie ontvangen en de stand van zaken inzake de vooruitgang in de eisenbundel werd toegelicht. Een aantal procedures neemt de nodige tijd in beslag, maar de administratie is volop bezig met de verschillende procedures. Zo is er onder andere de tweede golf van contractuele aanwervingen van justitieassistenten, daar de eerste golf van statutaire aanwerving bijna rond was.

Ook met hen spraken wij af dat de resultaten tegen maart 2009 zichtbaar zullen moeten zijn.

Het NCET is en blijft verantwoordelijk voor de controle. Echter werd door minister Onkelinx beslist de maatschappelijke assistenten die verbonden zijn aan het NCET onder te brengen in de justitiehuisen. Deze assistenten zijn nu ingewerkt, of bijkomende krachten worden opgeleid om die taak op zich te nemen. Bij de DG Justitiehuisen werden actieplannen opgesteld waarbij in overleg met de regionale directeurs oplossingen geboden worden om het probleem van de wachtlijsten aan te pakken. In het voorjaar van 2009 moeten de eerste kwantitatieve resultaten bereikt worden.

Aan collega Lahaye-Battheu kan ik het volgende zeggen in verband met het statuut van de 1.500 wachtenden. Ik verwijs naar de uiteenzetting van de directeur-generaal. U was aanwezig en hebt dus al heel wat informatie gehoord.

Voor de personen die in strafonderbreking werden geplaatst in afwachting van een maatschappelijke enquête, in afwachting van een beslissing of in afwachting van hun plaatsing onder elektronisch toezicht, wordt intussen niet in begeleiding voorzien. De justitiehuisen voeren bijgevolg geen enkele controle uit op die personen. Zodra zij een enkelband krijgen, start de definitieve uitvoering van hun straf.

U vraagt of de enkelband plaatsen enkel in de gevangenis kan. De veroordeelde staat tot de plaatsing onder de verantwoordelijkheid van de moedergevangenis. Hij heeft nog steeds het statuut van gedetineerde. De griffie van de moedergevangenis staat in voor het administratief beheer van het dossier. Daarom moet hij zich op de dag van de plaatsing naar die strafinrichting te begeven en zich administratief in orde te stellen, alsook zich akkoord te verklaren met de opgelegde voorwaarden, waarna hij een attest ontvangt dat hij zich

rechtsgeldig buiten de gevangenis bevindt onder de maatregel elektronisch toezicht. Bijgevolg gebeurt ook daar de plaatsing van de enkelband. De twee zaken gebeuren tegelijkertijd.

Inzake de verwittiging van de politie bepaalt de ministeriële rondzendbrief van juli 2008 dat het NECT de veroordeelde seint in volgende gevallen.

Ten eerste, de mobiele eenheid slaagt er niet in de betrokkene te bereiken en de plaatsing van het materiaal te plannen. Ten tweede, de veroordeelde in strafonderbreking komt niet opdagen in de strafinrichting of is op de dag van de plaatsing niet aanwezig op het adres waar hij heeft opgegeven dat hij zijn elektronisch toezicht zou ondergaan.

Artikel 20, 2^e lid van 5 augustus 1992 op het politieambt werd als volgt gewijzigd. Voortaan houden de politiediensten eveneens toezicht op de naleving van de hun daartoe meegedeelde voorwaarden die zijn opgelegd aan de voornoemde categorieën van justitiabelen, onder andere de veroordeelden die de strafuitvoeringsmodaliteit van de vrijheidsstraf genieten.

Bijgevolg licht hij zelf de politiediensten in over de voorwaarden die aan de justitiabelen zijn opgelegd en is het niet langer de bedoeling dat de justitieassistent contact opneemt met de politiediensten om, bijvoorbeeld, sommige voorwaarden te verifiëren of eventuele problemen te melden. De politiediensten zijn in kennis van personen onder elektronisch toezicht in hun arrondissement. Zij kennen de lijst daarvan.

Een flinke inhaalbeweging is nodig. Om een realistische inschatting te kunnen maken van het extra personeel dat noodzakelijk is om de instroom efficiënt te beheren, is een meting nodig van de werklast van de justitieassistenten. Momenteel worden instrumenten ontwikkeld die een dergelijke werklastmeting per justitiehuis mogelijk moeten maken. De testfase die momenteel lopende is binnen de verschillende justitiehuisen zal in februari 2009 worden afgerond. Nadien zal een workshop worden georganiseerd met de directeurs van de justitiehuisen om hen toe te laten de instrumenten verder te implementeren.

In het raam van het actieplan hebben de regionale directeurs de verantwoordelijkheid, samen met de directeur van het justitiehuis, om in te staan voor de opvolging van het vooropgestelde actieplan per justitiehuis. Die opvolging zal op maandelijkse basis geschieden.

De huidige achterstand en wachtlijsten zijn niet te wijten aan het technologisch aspect van het elektronisch toezichtmateriaal, maar zijn veeleer structureel van aard: personeel, middelen, beslissingen van de opdrachtgevers enzovoort. De ervaringen in andere landen met het gebruik van het elektronisch toezicht in combinatie met GPS-systemen tonen aan dat het gebruik van GPS geen invloed uitoefent op het wegwerken van een achterstand. Ook in andere landen, zoals Florida, Frankrijk en Groot-Brittannië, stelt men vast dat dit niet als de oplossing moet worden beschouwd. Het betreft telkens een zeer beperkte doelgroep omdat het elektronisch toezicht met GPS niet geschikt is om op grote schaal toe te passen en de technologie niet of onvoldoende verregaand is. Daarnaast is het gebruik van een GPS-systeem in deze context een bijzonder dure aangelegenheid. Het is evenwel belangrijk een reflectie op gang te brengen omtrent de doelstellingen, de meerwaarde en de juridische grondslag, en een evaluatie te maken omtrent de werking van dit systeem.

Eind 2008 werd aan het NICC een onderzoek toegekend om de toepassing van GPS in ons land verder te bestuderen en na te gaan welke categorieën van veroordeelden met deze manier van werken beter kunnen worden gevolgd. Tevens zullen de technologische ontwikkelingen binnen het GPS-systeem op de voet worden gevolgd en kijken we uit of dat in de toekomst een positieve wending aan het systeem kan geven.

20.06 Michel Doomst (CD&V): Mevrouw de voorzitter, ik wil de minister danken voor het uitgebreide antwoord. We kijken echt uit naar de resultaten van maart. Wat het opvangen van het tekort aan capaciteit betreft, begrijp ik dat men voor gebouwen met een geweldige administratieve last zit bij de voorbereiding en uitwerking van de dossiers, maar ik denk dat dit een haalbaar capaciteitsprobleem moet zijn. We stoten blijkbaar nog op een aantal structurele belemmeringen, maar die moeten sneller weg te werken zijn. We zouden voor dit soort van opvangcapaciteit snel moeten kunnen vooruitgaan. Daarom wil ik absoluut aanbevelen dat men op dit vlak de structurele problemen wegwerkt en ervoor zorgt dat we snel naar een degelijke opvangcapaciteit kunnen gaan.

20.07 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, het was wel degelijk heel nuttig dat dit antwoord nog kwam. Wij hebben een aantal nieuwe elementen gekregen. Ik blijf echter met heel wat bedenkingen en vragen zitten. Drie elementen wil ik toch even aanhalen.

Ten eerste, de problemen zijn eigenlijk vooral begonnen sinds de overdracht tot stand kwam van het NCET naar de justitiehuizen. Daardoor was er ineens een geweldige achterstand en kon men het probleem niet aan, terwijl de studies die minister Onkelinx zelf had besteld daaromtrent van twee universiteiten – mijnheer de minister, ik nodig u echt uit om die eens te lezen, ze zijn heel kort en bevattelijk – zelf gewaarschuwd hebben dat die overdracht niet goed was, dat er wel degelijk een fundamenteel onderscheid moet blijven bestaan tussen enerzijds detentie en enkelband, want dat is een vorm van detentie, en anderzijds de voorwaardelijke vrijlating en al wat daaronder ressorteert. Dat zijn immers twee verschillende regimes.

Zoals men het nu doet komt het er eigenlijk op neer, zeker omdat het nu ressorteert onder die justitiehuizen, op een vorm van vrijlating. De begeleiding is trouwens hetzelfde. Dat gaat om justitieassistenten. Het is dikwijls dezelfde justitieassistent die eerst begeleidt wanneer iemand een enkelband draagt die een beetje later begeleidt in de vorm van voorwaardelijk invrijheidstelling. De facto verschilt er niet zoveel. Dat elektronisch toezicht komt eigenlijk ook weer neer op een vorm van inkorting van de straf.

Ten tweede, het blijft in elk geval zo dat mensen zonder recht van verblijf in dit land ook kunnen genieten van dit systeem. Ik heb het daarmee echt heel moeilijk. Dat zijn mensen die illegaal in ons land zijn. Zelfs die mensen neemt men au sérieux en men zegt hun dat ze een gunstmaatregel krijgen, dat ze een enkelband krijgen en ervoor moeten zorgen dat ze braaf blijven. Dat is een volkomen verkeerd signaal. Dat was niet zo onder Onkelinx. Dat was wel zo onder minister Vandeurzen. Ik begrijp dat niet. Ik dacht dat CD&V toch kritischer was tegenover dit fenomeen.

Mijnheer de minister, ten derde, ik had u cijfers gevraagd over het aantal kortgestraften. Het gaat dus over gestraften met een straf van minder dan drie jaar. De term kortgestraften komt van u, niet van mij. Ik gebruik die term niet graag, want bij straffen tot drie jaar gaat het vaak om heel zwaargestraften. Welk aandeel daarvan komt uiteindelijk toch nog in de gevangenis?

U hebt mij een aantal cijfers gegeven, maar ik snap niet goed wat u precies met die cijfers bedoelt. U spreekt over zoveel op die datum en zoveel op die datum. Kan u dat even verduidelijken? Ik begrijp immers niet goed welk aandeel daarvan neerkomt op degenen die daadwerkelijk in de gevangenis terechtkomen. Of is dat louter het aantal kortgestraften? Ik heb die cijfers niet goed begrepen.

20.08 Minister **Stefaan De Clerck**: Het zijn alleen de kortgestraften.

20.09 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, mijn vraag was precies welk deel van de gestraften onder drie jaar ten gevolge van dat elektronisch toezicht nog daadwerkelijk in de gevangenis komt. Moet ik u daarover opnieuw een schriftelijke vraag stellen?

20.10 Minister **Stefaan De Clerck**: Ja, indien mogelijk.

Voorzitter: Els De Rammelaere
Présidente: Els De Rammelaere

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

21 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "overuren door geheim agenten van de Staatsveiligheid" (nr. 9680)
- de heer Michel Doomst aan de minister van Justitie over "de overuren van geheim agenten" (nr. 9704)
- de heer Robert Van de Velde aan de minister van Justitie over "de werkingsmiddelen van de Staatsveiligheid" (nr. 9719)
- de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "de niet-uitbetaling van overuren van geheim agenten" (nr. 9737)

21 **Questions jointes de**

- Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "les heures supplémentaires effectuées par des agents secrets de la Sûreté de l'État" (n° 9680)
- M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur "les heures supplémentaires effectuées par des agents secrets" (n° 9704)
- M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur "les moyens de fonctionnement de la Sûreté de

l'État" (n° 9719)

- M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "le non-paiement des heures supplémentaires effectuées par des agents secrets" (n° 9737)

21.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, via de media vernamen wij dat de politievakbond zou overgaan tot het dagvaarden van de FOD Justitie voor het niet uitbetalen van overuren voor de jaren 2001, 2002 en 2003 met betrekking tot 150 geheim agenten van de Staatsveiligheid. Klopt dat effectief? Waren die overuren verschuldigd en zijn ze onbetaald gebleven?

Indien men zolang heeft gewacht met de betaling, is dat dan niet in strijd met wat er werd geschreven in de beleidsnota van minister Vandeuren? Daarin werd immers gezegd dat er op zeer korte termijn zou worden betaald en dat de processen om tot een snelle betaling te komen zouden worden verfijnd. Ook in het relanceplan werd vermeld dat de overheid zeer snel haar verplichtingen zou nakomen.

21.02 Michel Doomst (CD&V): Mijnheer de minister, naar aanleiding van de dagvaarding door Sybol stel ik u de vraag welke constructieve voorstellen u hebt gedaan om voor dit probleem een oplossing te bieden. Wat is de reden waarom dit dossier al ettelijke jaren aansleept? Tegen wanneer verwacht u een oplossing in die zaak? Om hoeveel agenten en overuren gaat het precies? Wat is het totale bedrag wanneer al die overuren zouden worden uitbetaald?

21.03 Robert Van de Velde (LDD): Mijnheer de minister, het onderwerp is voor een deel gelijk. Op een bepaald ogenblik kwamen er een aantal schrikwekkende geruchten naar voren dat er nog een aantal openstaande achterstallige overuren is bij de Veiligheid van de Staat uit de periode 2001-2003. Het zijn er niet een paar, in een aantal gevallen gaat het om meer dan 1.000 uren. Het verbaasde mij enigszins dat u verbaasd was over dit dossier. Ik kan begrijpen dat u dat persoonlijk bent maar voor het instituut minister van Justitie leek mij dat nogal verbazingwekkend. Tegelijkertijd zegt u ook dat u op termijn een doorbraak in het dossier verwacht. Dat was uw reactie hierop. Enerzijds bent u verbaasd maar anderzijds zegt u dat u op termijn toch een doorbraak verwacht in het dossier. Dat was een mooie tegenstrijdigheid.

Ik heb hier nog een aantal andere elementen aan toegevoegd. De leden van de Veiligheid van de Staat zijn al sedert enkele jaren in blijde verwachting van een wettelijk kader om effectief aan terrorismebestrijding te doen. De contradictie is dus nogal groot in de manier waarop zij worden behandeld inzake middelen tussen wat zij enerzijds vragen en anderzijds krijgen.

Over de inlichtingendienst en de Staatsveiligheid verscheen in dezelfde week een mededeling van collega Paul Wille van Open Vld – in deze trouwens ondersteund door CD&V – dat er een onderzoekscommissie zou moeten komen naar de werking van de parlementaire begeleidingscommissie die de controle uitoefent over het Comité I.

Langs de ene kant is er de manier waarop de organisatie wordt gevoerd, met een controle daarop door het Comité I en daarbovenop wensen een aantal collega's nog een onderzoekscommissie omdat ze er vanuit gaan – wat waarschijnlijk wordt ingegeven door een gevoel van onveiligheid – dat hun collega's in die parlementaire begeleidingscommissies hun werk niet naar behoren uitoefenen.

Ik heb verschillende vragen over de werking van de Veiligheid van de Staat. Wat bedoelt u met een doorbraak in het dossier van de overuren? Als ze gepresteerd zijn, moeten ze worden uitbetaald, niet meer en niet minder.

Heeft de minister een tijdspanne in gedachte over de BIM-wet die op dit moment ter bespreking voorligt in de Senaat? Hoe vordert dit en op welke termijn wenst u over deze wet te hebben gestemd?

Hoe verklaart u het gebrek aan vertrouwen dat zelfs de meerderheid heeft in de eigen collega's en de werking van de begeleidingscommissie, met name het Comité I?

21.04 Raf Terwingen (CD&V): Mevrouw de voorzitter, al mijn vragen zijn reeds gesteld. Ik luister dus naar uw antwoorden in functie van deze vragen.

21.05 Minister Stefaan De Clerck: Mevrouw de voorzitter, collega's, ik begin met de vraag over de parlementaire discussies over het Comité I en de werking ervan. Er is daarover blijkbaar enig debat geweest in de Senaat. Ik heb daarvan ook akte genomen.

Het Comité I is ook afhankelijk van het Parlement. Wij moeten dan ook uitkijken naar initiatieven die binnen het Parlement worden genomen om eventuele problemen of de werking van de begeleidingscommissie van het Comité I desgevallend te verbeteren. Ik ben daarvoor beschikbaar. Als de werking en de mogelijkheden van zowel de begeleidingscommissie als het Comité I kunnen worden verbeterd, sta ik daarvoor open. Ik denk dat het in eerste instantie de verantwoordelijkheid is van het Parlement zelf om een oplossing te vinden, mocht blijken dat de werking van het Comité I en de begeleidingscommissie problematisch is. Dit is een beetje een diplomatisch en omzwachteld antwoord maar het is in eerste instantie aan het Parlement, en niet aan mij, om de leiding te nemen.

In de Senaat is de BIM-wetgeving in behandeling. Zoals we een BOM-discussie hebben gehad, zijn er in de Senaat nu werkzaamheden aan de gang om de inlichtingen- en veiligheidsdiensten beter uit te rusten met een wetsvoorstel dat op 10 december 2008 een eerste keer is besproken in de commissie voor de Justitie van de Senaat. Die bespreking gaat wekelijks verder. Dit zit dus eindelijk op de goede weg. Het is heel belangrijk om rechtszekerheid te bieden voor die mensen en te kijken hoe zij kunnen zorgen voor een betere bescherming van onze democratische maatschappij en onze fundamentele belangen met strikte en concrete garanties voor de bescherming van de individuele rechten en vrijheden. Tegelijkertijd is het voor hen goed om een heel duidelijk houvast te hebben.

In verband met de problematiek van de overuren wil ik opmerken dat het hier een kwestie van inhaalrust is en niet van overuren die niet zouden zijn betaald, aangezien de uitbetaling van gepresteerde overuren voor deze periode reeds jaren geleden heeft plaatsgevonden. De inhaalrust waarover sprake, vloeit voort uit de bepalingen van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector die in werking is getreden op 1 juli 2001. Hierin wordt onder andere bepaald dat voor prestaties van meer dan 11 uur inhaalrust wordt toegekend. Een eerste advies van de FOD Personeel & Organisatie luidde dat de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat niet onder de toepassing vielen van deze bepaling. Enige tijd later volgde een ander advies, wat aanleiding gaf tot deze stock aan inhaalrust zoals gegenereerd in de periode tussen het eerste en het tweede advies.

Er is daarover dus wat twijfel geweest. Uiteindelijk zou men er toch onder vallen, zo blijkt. In 2006 werd door de toenmalige minister van Justitie een voorstel voor een gedeeltelijke uitbetaling van deze uren gedaan, samen met een raming van de budgettaire kosten. Een deel van de inhaalrust zou kunnen worden opgenomen, om de goede werking van de operationele diensten niet te belemmeren.

Uit de cijfers van 2006 blijkt dat het gaat om in totaal 179 agenten, die nog 40.993 uren op te nemen inhaalrust hebben. De volledige uitbetaling van deze uren werd budgettair op 716.094 euro geraamd. Uit het antwoord van de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie, ingevolge de vraag van de minister hierover, is gebleken dat een uitbetaling van de uren niet mogelijk was.

Intussen werkt de beleidscel, samen met de personeelsdienst van de FOD Justitie en de directie van de Veiligheid van de Staat, aan een voorstel om dit probleem definitief op te lossen. Dat voorstel zal dan worden besproken met alle syndicale vertegenwoordigers op het onderhandelingscomité van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat. Ik kan u bevestigen dat er intussen – het is informatie die dateert van 13 januari – in dit dossier door de syndicale vertegenwoordiging van Sypol geen dagvaarding is geweest, maar dat de leden van Sypol, aan de hand van hun personeelsdossier, een herberekening van hun inhaalrust maken, waarna zij een voorstel zouden doen.

Er zijn dus volop debatten, discussies en onderhandelingen over de problematiek van de inhaalrust bij de Veiligheid van de Staat. Bij mijn weten was er tot de 13^{de} januari – ik heb ook geen weet van een dagvaarding gisteren of vandaag – geen dagvaarding. Hopelijk zal er via overleg op syndicale basis tot een afhandeling van de problematiek van de inhaalrust kunnen worden overgegaan.

21.06 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, ik begrijp dat er een consensus is over het verschuldigd karakter van een gedeelte van de inhaalrust of de overuren. Ik wil er toch op aandringen om dit zo spoedig als mogelijk te betalen. Ik meen dat het logisch, redelijk en rechtvaardig is dat men binnen de maand wordt betaald, als men werkt. Het is ook wettelijk voorgeschreven. Ik wil u dus vragen, mijnheer de minister, om het dossier op de voet te volgen, zodat er zo snel mogelijk kan worden betaald. Voor hetgeen waarover er discussie blijft, zal er ofwel een consensus worden bereikt ofwel zal de rechter moeten oordelen, maar dat horen wij dan nog wel.

21.07 Michel Doomst (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor de zeer gedetailleerde gegevens en de zeer actuele stand van zaken, met cijfers en bedragen. Ik neem aan dat een herhaling van een dergelijk incident, door de juiste interpretatie, op dit ogenblik uitgesloten is?

21.08 Minister Stefaan De Clerck: Ja. Het probleem is ontstaan door de verkeerde interpretatie en de zaken hebben zich geaccumuleerd, wat tot spanningen en problemen heeft geleid.

21.09 Michel Doomst (CD&V): Dit kan binnen zes jaar dus niet meer gebeuren?

21.10 Minister Stefaan De Clerck: Normaal zou dit niet meer mogen gebeuren, tenzij er weer een nieuwe wetgeving komt die in iets anders voorziet.

21.11 Robert Van de Velde (LDD): Mijnheer de minister, ik neem het u niet persoonlijk kwalijk. Wat ik nu zal zeggen, heeft te maken met de werking van een overheid.

Het doet mij wat denken aan de Asterix en Obelixstrips waarin de kafkaïaanse toestanden van een overheid worden afgebeeld. Ik denk dat we daarvan te allen prijze moeten afstappen.

Wat ik uit dit verhaal vooral leer, is dat een probleem dat gedurende zoveel jaren kon aanzwellen, te wijten is aan een gebrek aan management, aan leadership en aan duidelijkheid.

Het probleem deed zich voor doordat de Dienst voor de Veiligheid van de Staat gedurende jaren met te weinig middelen en mankracht heeft moeten functioneren, waardoor er een accumulatie van overuren was. Dan is het logisch dat dit op een bepaald ogenblik moet worden geregeld voor die mensen.

Wat dat betreft, hoop ik dat dit inderdaad zo snel mogelijk uit de weg wordt geruimd en dat er geen verdere incidenten meer zullen gebeuren.

Wat betreft uw twee andere antwoorden, daar kan ik inkomen. Wat betreft de manier waarop de begeleidingscommissies Comité I en Comité P worden gepercipieerd, zegt u terecht dat dit een activiteit van het Parlement is. Ik wil er echter op wijzen dat ook uw werking daarvan afhankelijk is en een dusdanig ondermijnen van het imago van deze comités door het gebrek aan kordaatheid en door het uitblijven van juiste werkingsmiddelen en juiste democratische controle, ook u schaadt.

21.12 Raf Terwingen (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Er wordt voorgesteld om agendapunt 61 aan te vatten omdat alle vraagstellers werden opgeroepen.

21.13 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, ik ben reeds lang aan het wachten. Mijn vraag kwam bijna aan bod, maar op die manier blijf ik daarop uiteraard niet wachten. Ik wil graag weten of de volgorde van de agenda wordt gevolgd. Wordt volgens vogelpik bepaald wie nu aan bod komt?

21.14 Xavier Baeselen (MR): Madame la présidente, il conviendrait de définir une méthode. Comment comptez-vous organiser la suite des travaux? Et qu'en pense le ministre?

21.15 Stefaan De Clerck, ministre: Madame la présidente, j'ai libéré mon agenda jusqu'à minuit afin de pouvoir répondre à toutes les questions.

21.16 Xavier Baeselen (MR): Il existe deux méthodes de travail: soit on suit l'ordre des questions inscrites à l'agenda, soit on procède en fonction des membres présents.

21.17 Stefaan De Clerck, ministre: J'avais pensé faire cela dans l'ordre chronologique. Si la personne n'est pas là, c'est annulé.

La **présidente**: Nous suivons dès lors l'ordre des questions. Nous sommes au point 27.

21.18 Stefaan De Clerck, ministre: Madame la présidente, le point 27 est terminé. Je remarque que l'auteur de la question inscrite au point 28 n'est pas présent.

22 Samengevoegde vragen van

- de heer **Bruno Stevenheydens** aan de minister van Justitie over "een datingsite voor criminelen op internet" (nr. 9707)

- mevrouw **Jacqueline Galant** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de internetaansluitingen in de gevangenissen" (nr. 9932)

22 Questions jointes de

- M. **Bruno Stevenheydens** au ministre de la Justice sur "un site internet de rencontre destiné aux criminels" (n° 9707)

- Mme **Jacqueline Galant** au ministre de l'Intérieur sur "les connexions internet dans les prisons" (n° 9932)

22.01 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, gevangenen mogen geen gebruik maken van het internet. Deze maatregel wordt echter omzeild door een recente datingsite voor criminelen, waar gevangenen hun foto en bijgevoegde gegevens naartoe kunnen sturen. Het opzet van de internetpagina wordt door de initiatiefnemers omschreven als een zogenaamde bijdrage tot de re-integratie van gedetineerden in de maatschappij. Het initiatief heeft alvast tot gevolg dat slachtoffers of nabestaanden van slachtoffers onnodig worden geconfronteerd met de bedenkelijke wijze waarop voornamelijk zware criminelen zichzelf via internet in de kijker willen plaatsen. Een aantal zware criminelen – die nog een lange straf moet uitzitten – maakt van het initiatief gebruik. Uit een aantal voorbeelden blijkt dat het initiatief onder meer wordt benut om de buitenwereld te choqueren en kwetsen.

In de media werd begin december de nodige aandacht geschonken aan dit initiatief. In enkele kranten en weekbladen, die uiteraard worden gelezen door een heel groot publiek, verschenen zowel de naam als de foto van enkele gevangenen die zich voorstellen op de bewuste internetpagina. Voor een aantal slachtoffers en nabestaanden bij moord betekent dit een onnodige en bittere confrontatie, zeker wegens de misplaatstheid van de gegevens die op het internet worden vermeld.

Ik geef u twee voorbeelden.

Er is het voorbeeld van iemand die zich voorstelt als vriendelijk, romantisch en ervan houdt om mensen gelukkig te maken, maar die door zijn foto uiteraard herkenbaar is en die is veroordeeld wegens moord en nog een lange straf dient uit te zitten. Als zoiets via Dag Allemaal of Het Laatste Nieuws heel Vlaanderen wordt rondgestuurd, dan schaaft dat uiteraard de gevoelens van de nabestaanden en van heel wat mensen uit de omgeving van het slachtoffer.

Er is een ander voorbeeld van iemand met een echte foto, die zich uitgeeft onder de nepnaam Vampier, maar die zichzelf ook als vriendelijk, romantisch en dergelijke tracht voor te stellen. Dit blijkt enerzijds een grap te zijn, maar anderzijds, wegens de aanwezigheid van een foto, schaaft dit toch ook de gevoelens van de nabestaanden van een gruwelijk misdrijf.

Het is niet uitgesloten dat dit initiatief navolging krijgt, zowel met mensen die zich met echte identiteitsgegevens kenbaar maken via het internet, als met misplaatste grappen en dat wij dus in de toekomst met nog meer wansmaak worden geconfronteerd.

Mijnheer de minister, vormt die bewuste datingsite voor criminelen geen inbreuk op de huidige wetgeving? Bent u bereid om de nodige maatregelen te nemen om het initiatief ongedaan te maken? Zal er voldoende controle worden uitgeoefend zodat dat de persoonlijke gegevens van gevangenen niet via het internet op die manier kunnen worden verspreid?

22.02 Minister Stefaan De Clerck: De vraag van mevrouw Jacqueline Galant zal mee worden behandeld in mijn antwoord. Ik zal dus afwisselend in het Nederlands en in het Frans antwoorden.

22.03 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Aangezien mevrouw Galant niet aanwezig is, kunt u misschien volledig in het Nederlands antwoorden.

22.04 Minister Stefaan De Clerck: Ik ben niet zo goed in vertalingen.

Eerst en vooral wil ik beklemtonen dat het hier gaat om een privé-initiatief van een persoon van buiten de gevangenis. De gevangenisadministratie is op geen enkele wijze betrokken bij de creatie van deze website en is ook geen betrokken partij. Voor zover met deze internetsite geen handelingen worden gepleegd die in strijd zijn met de wet, beschikken wij niet over de bevoegdheid om deze te verbieden.

In het Frans, omdat ik dat graag lees, luidt dit als volgt: "Je rappelle, par ailleurs, qu'aucun détenu n'a accès à internet en prison. Il n'est donc pas question qu'ils "chatent" avec l'extérieur de la prison ou qu'ils aient un accès direct à des sites comme celui que vous évoquez. Les détenus peuvent, par conte, participer indirectement à des sites internet en communiquant des textes ou des données via des échanges de courriers".

In toepassing van de ministeriële rondzendbrief van 27 februari 1998, hebben de gedetineerden het recht een computer te bezitten in de cel, onder strikte voorwaarden. Die computers ondergaan veiligheidscontroles teneinde zeker te zijn dat zij niet over een internetverbinding beschikken. De geïnstalleerde programma's zijn evenzeer onderworpen aan veiligheidscontroles. De computers in de cel worden ook gebruikt om vorming te geven aan de gedetineerden.

Het doel is om de gedetineerden het zich gewoon te maken, om te leren omgaan en om bepaalde informaticatoepassingen te leren in het raam van hun reclassering.

In toepassing van artikel 35 bis van het algemeen reglement van de strafinrichtingen, zijn er wel mogelijkheden om te telefoneren. De wet bepaalt de principes ter zake. Les communications téléphoniques sont concrètement réglées par la circulaire 1760 de 12 décembre 2003.

Cette circulaire prévoit notamment les modalités de contrôle des communications téléphoniques. La possession et l'usage du gsm par les détenus sont interdits en prison.

De gedetineerden dienen zich dus te houden aan de regels zoals voorzien in het algemene reglement van de gevangenen wat betreft de contacten met de buitenwereld. Strafbare handelingen zullen uiteraard onmiddellijk worden beteugeld en aangegeven aan de procureur des Konings. Mocht blijken dat de bewuste internetsite aanleiding zou geven tot enige vorm van misbruik, dan spreekt het voor zich dat ik onmiddellijk de nodige juridische stappen zal laten ondernemen om deze onmiddellijk ongedaan te maken. Het uitoefenen van het toezicht op eventuele misdrijven of schendingen van de privacy behoort trouwens op de eerste plaats tot de bevoegdheid van de procureur des Konings die niet zal aarzelen om daarin ook desgevallend tussen te komen.

22.05 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik wil toch verwijzen naar een reactie van een gerechtspsychiater die het initiatief, zacht uitgedrukt, gestoord noemt. Een andere bekende advocaat heeft er een zeer dubbel gevoel bij, omdat gedetineerden contact blijven houden met de buitenwereld, maar vooral omdat diegenen die voor levensdelicten of voor moord in de cel zitten, omwille van een bepaald choqueren van de samenleving, zich op de site inschrijven en dat moordenaars ook spijtig genoeg heel wat vrouwen aantrekken.

Ik vind het spijtig, mijnheer de minister, dat uit uw antwoord blijkt dat u op dit moment geen mogelijkheden hebt gevonden om tegen dit wansmakelijk initiatief, waar men ook geen onderscheid maakt tussen iemand die zich wenst te integreren in de maatschappij en iemand die nog in het begin van zijn straf zit, op te treden. Dit schaadt onnodig de gevoelens van nabestaanden van slachtoffers. Mocht morgen een zekere M.D., beter bekend als Marc Dutroux, van deze mogelijkheid gebruikmaken om zich voor te stellen aan de buitenwereld, om op zoek te gaan naar een relatie en zichzelf als goedschiks en als zeer vriendelijk en zeer braaf zou omschrijven, zou er dan ook geen mogelijkheid worden gevonden om hiertegen op te treden? Dit is toch echt een brug te ver!

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

23 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "drugrunners" (nr. 9725)

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de haalbaarheid van een gebiedsverbod voor auto's van drugrunners, zoals gesuggereerd door de Nederlandse politie" (nr. 9954)

23 Questions jointes de

- **M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "les rabatteurs qui incitent à consommer de la drogue" (n° 9725)**

- **M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la possibilité d'interdire la présence de voitures de trafiquants de drogue, telle que suggérée par la police néerlandaise" (n° 9954)**

Voorzitter: Mia De Schamphelaere.

Présidente: Mia De Schamphelaere.

23.01 Raf Terwingen (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag is ingegeven door het rapport van de professoren De Ruyver en Fijnaut over de drugsgerelateerde criminaliteit in de Euregio Maas-Rijn. In dat rapport wordt een aantal aanbevelingen gedaan. Zo wordt met name aanbevolen om een initiatief te ontwikkelen met betrekking tot de problematiek van de drugsrunners, mensen die zich met wagens langs allerlei wegen verplaatsen en op die manier proberen andere mensen te lokken naar drugspannen om daar drugs te gebruiken. Die personen hebben vaak geen drugs bij zich.

De vraag is eigenlijk heel concreet. Kunnen die drugsrunners volgens u op basis van de Belgische wetgeving, meer bepaald artikel 3, §2 van de wet van 24 februari 1921, de drugswetgeving, worden vervolgd en aangehouden als mensen die andere mensen aansporen of proberen te verleiden tot drugsgebruik? Of moeten er naar analogie van Nederland, waar er een ander systeem bestaat, specifieke plaatselijke of gemeentelijke reglementen komen die toelaten om dat soort mensen aan te houden?

Kortom, kunt u de zienswijze bijtreden dat drugsrunners nu reeds kunnen worden bestraft op basis van de drugswetgeving, artikel 3, §2? Zo niet, waarom niet? Zo ja, waarom worden drugsrunners in de praktijk dan niet aangehouden? Kan, volgens een bepaling naar Nederlands recht, worden overwogen om in plaatselijke reglementen te voorzien die het fenomeen van drugsrunners aanpakken?

23.02 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, nog voor het rapport van de professoren verscheen, heb ik minister Dewael al eens op de rooster gelegd in deze materie, omdat toch bleek hoe doortastend de politie in Nederland kan optreden. Wij hebben dat zelfs dit jaar nog gezien. Een goede week geleden werden immers een honderdtal drugsrunners, drugsgebruikers en drugskopers gevat op het grondgebied van Maastricht.

In Nederland bestaat er een plethora aan mogelijkheden om auto's van drugsrunners te onderzoeken en om hen te vatten. De performantie gaat zelfs tot 95 procent. Dat betekent dat 95 procent onder hen aan de hand van nummerplaatherkenning bij dergelijke acties met drugs kan worden gevat, doordat de onderzoeksmethoden blijkbaar zo doeltreffend zijn.

De vraag rijst dan ook, zeker in het licht van de kwestie van de coffeeshops in de grensstreek, of u dergelijke maatregelen wilt overwegen. Hebt u zich al kunnen informeren bij de Nederlandse politie over de mogelijkheid tot het opleggen van een gebiedsverbod voor auto's van drugsrunners? Dat blijkt ook in Nederland een efficiënte maatregel te zijn.

Kunt u details verschaffen met betrekking tot concrete acties die door onze politiediensten zouden kunnen worden ondernomen? Ik denk aan het gebruiken van lokauto's, kunstmatige files en spijkerplanken. Overweegt u dezelfde maatregelen op Belgisch grondgebied, om daarmee het veiligheidsplan uit te breiden?

23.03 Minister Stefaan De Clerck: Collega's, ik kan jullie zienswijze volledig bijtreden en zeker die van collega Terwingen, namelijk dat drugsrunners nu reeds kunnen worden gestraft op grond van de huidige strafwet. Dat kan gebeuren via de kwalificatie "aanzetten tot drugsgebruik" of "handel in drugs".

In de praktijk zal men echter moeten kunnen bewijzen dat de feiten zich afspeelden in de sfeer van de verdovende middelen. Wanneer de drugsrunners geen drugs bij zich hebben – wat dikwijls het geval blijkt te zijn, zeker voor zij die actief zijn in de grenszone met Nederland –, blijkt dat inderdaad soms moeilijk. Dat heeft voor gevolg dat, wanneer men dergelijke personen onderschept, de procureur steeds in concreto zal moeten oordelen of de feiten voldoende bewezen zijn om een aanhouding te verantwoorden. Hij heeft in elk geval die mogelijkheid. De vraag is of de concrete elementen van het dossier hem wettigen om op grond van "aanzetten tot handel in drugs" tot vervolging over te gaan.

De problematiek is ook gekend naar aanleiding van het rapport-De Ruyver-Fijnaut, met de titel "Voor een

gezamenlijke beheersing van de drugsgerelateerde criminaliteit in de Euregio Maas-Rijn". Mijn voorganger Jo Vandeuren heeft daar heel hard aan gewerkt. Hij heeft een plan van aanpak inzake drugsproblematiek opgemaakt en bezorgd aan het College van procureurs-generaal. In dat plan wordt specifiek aandacht gevraagd voor de problematiek van de drugsrunners. Meer bepaald werd erop gewezen dat het fenomeen van de drugsrunners een specifieke benadering vereist. Er werd gevraagd hoe een lik-op-stukbeleid vanuit Justitie vorm kan worden gegeven, welke eventuele wetwijzigingen zich opdringen en of desgevallend bijzondere opsporingstechnieken, zoals het inzetten van lokauto's en gebiedsverbod, kunnen worden ingezet. Aan het College werd bovendien gevraagd om dat als eerste prioriteit te willen behandelen.

Ik wacht nu op het advies van het College van procureurs-generaal. Vanuit de moeilijkheden die worden ervaren in de praktijk zijn zij het beste geplaatst om advies te verstrekken inzake de meest aangewezen regelgeving in België en of al dan niet inspiratie kan worden opgedaan in het Nederlandse recht.

Er was de vraag of ik de zienswijze van professor De Ruyver kan bijtreden, namelijk dat de burgemeester de bevoegdheid moet krijgen om drugspanden te sluiten. Ook dat item zal worden besproken in het kader van het opstellen van een euregionale actieplan, eveneens opgenomen in het plan van aanpak. Het is belangrijk om op te merken dat de euregionale actieplannen, opgesteld in Nederland, België en Duitsland, in een latere fase met elkaar zullen worden vergeleken en met elkaar in verband zullen worden gebracht. Ik dacht dat de burgemeester al de bevoegdheid had om bepaalde publieke gelegenheden te sluiten. Hier gaat het ook over private gelegenheden.

Dat alles maakt deel uit van een pakket dat door Jo Vandeuren werd voorbereid. Het is te vroeg om te zeggen dat een en ander al verworven is. Het ligt ter tafel bij het College van procureurs-generaal. Wij wachten op zijn advies.

23.04 Raf Terwingen (CD&V): Mijnheer de minister, hartelijk dank voor uw antwoord. Ik denk inderdaad dat we moeten afwachten wat de procureurs-generaal zullen zeggen. Het was vooral de uitdrukkelijke aanbeveling van De Ruyver en Fijnaut die deed vermoeden dat we er op dit ogenblik niks tegen kunnen ondernemen. Ik begrijp dat we wel de wettelijke wapens hebben, maar dat het een kwestie van bewijslast is ten opzichte van die personen. Maar het was in alle geval een duidelijk antwoord.

23.05 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Ik hoop dat het nieuwe College van procureurs-generaal rekening wil houden met die resultaten in Nederland en dat men zich wel degelijk bewust is van het feit dat Nederland in de materie duidelijk de weg wijst, zonder dat er de fundamentele rechten en vrijheden van verdachten met voeten getreden worden.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

24 Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Justice sur "l'accès à l'aide juridique dans les centres fermés" (n° 9742)

24 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Justitie over "de toegang tot rechtsbijstand in de gesloten centra" (nr. 9742)

24.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Madame la présidente, monsieur le ministre, l'article 23 de la Constitution belge garantit le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. Les droits sociaux qui sont protégés par cet article comprennent entre autres le droit à l'assistance juridique.

Ce droit à l'aide juridique est d'autant plus important dans le contexte de la détention où le risque de porter atteinte aux droits de l'homme est plus élevé. En effet, l'étranger en centre fermé est détenu sur décision administrative sans contrôle juridictionnel automatique. S'il n'est pas suffisamment informé de ses droits, il peut se retrouver dans un "no man's land" juridique: détenu par l'administration, sans assistance extérieure, attendant simplement son expulsion.

Il n'existe cependant pas de texte concernant l'organisation concrète de cette aide juridique, ni sur les informations qui doivent être transmises aux détenus, ni sur les décisions qui doivent être envoyées aux avocats, ni sur les modalités et les délais de désignation. Chaque centre fermé organise donc comme il l'entend l'aide juridique en collaboration avec le barreau le plus proche.

Une petite dizaine d'associations qui, dans le cadre de leurs activités, sont régulièrement amenées à visiter

les centres fermés de notre pays viennent de publier un rapport qui présente un état des lieux de la situation de l'aide juridique dans ces centres.

À la lecture de ce rapport, un constat inquiétant s'impose: l'accès à l'aide juridique dans les centres fermés est loin d'être garanti!

Monsieur le ministre, avez-vous connaissance de ce rapport qui va clairement dans la direction des constatations de terrain que j'ai faites? La semaine dernière, en effet, je me suis déplacée au centre fermé 127 bis à Steenokkerzeel où j'ai pu remarquer que plusieurs personnes s'y trouvaient depuis plusieurs semaines, voire deux mois, sans avoir eu de quelconque contact avec leur avocat. Elles savaient qu'un avocat pro deo avait été désigné, mais sans l'avoir jamais vu ni lui avoir parlé, sauf par téléphone.

Quand je me rappelle la difficulté parfois rencontrée pour discuter avec des étrangers qui venaient d'arriver, je ne sais pas comment les avocats parviennent à travailler par téléphone interposé: c'est extrêmement laborieux de converser avec des gens qui ne maîtrisent aucune des langues que nous connaissons.

Monsieur le ministre, suite à ce rapport et aux recommandations qu'il contient, envisagez-vous de libérer les moyens financiers nécessaires à la mise en place d'une permanence juridique de première ligne dans tous les centres fermés? Si oui, dans quel délai?

Le rapport vous demande:

- de faire en sorte que les étrangers détenus en centre fermé et leurs avocats puissent bénéficier davantage de l'aide de traducteurs dans le cadre de l'aide juridique;
- de veiller à une rémunération convenable des prestations des avocats agissant dans le cadre de l'aide juridique pour les recours propres à la détention des étrangers en centre fermé, recours qui souvent requièrent une extrême diligence, puisque la norme est de 24 heures;
- d'aider les barreaux des arrondissements où sont situés les centres fermés à augmenter les offres de formation sur les matières et recours relatifs aux étrangers en détention administrative et à obliger les jeunes avocats inscrits au BAJ dans la colonne ou cellule "étrangers" à suivre ces formations;
- de clarifier qui peut introduire une plainte contre un avocat pro deo fautif ou négligent.

Comptez-vous procéder à ces adaptations et dans quel délai?

En ce qui concerne la comparution des étrangers détenus administrativement, que comptez-vous faire et dans quel délai pour que soient abolies les pratiques de mise en cellule d'isolement dans le centre fermé la veille de l'audience, de mise de menottes et d'attente de l'audience dans les cellules du palais de justice?

Je vous rappelle qu'il s'agit de personnes qui ne sont absolument pas des hors-la-loi mais simplement venues en Belgique pour demander l'asile.

24.02 Stefaan De Clerck, ministre: Madame la présidente, chère collègue, favoriser l'accès à la justice des catégories de personnes défavorisées était une des priorités du ministre de la Justice Vandeuren. Je prends aussi le dossier de l'aide juridique à cœur.

Ainsi des personnes détenues dans des centres fermés constituent par excellence une des catégories de personnes dont l'état de précarité justifie une attention particulière de nous tous.

Les points qui font l'objet de votre question ont été portés à ma connaissance par l'association "Vluchtelingenwerk Vlaanderen". Un membre de mon cabinet a assisté à la journée d'étude organisée par cette association qui s'est tenue le 24 novembre dernier. Les points qui ont été mis en exergue lors de cette journée d'étude seront examinés dans le cadre d'une évaluation du système de l'aide juridique dans sa globalité. Elle sera faite avec tous les acteurs de terrain. On ne peut considérer en l'état actuel que l'accès à l'aide juridique n'est pas garanti dans les centres fermés.

Les barreaux ont organisé des services de permanence de manière à ce que toute personne qui en fait la demande à partir d'un centre fermé puisse disposer d'un avocat spécialisé dans le contentieux du droit des étrangers. Les étrangers détenus bénéficient également d'un traducteur qu'il appartient à un avocat de contacter.

Il est évident que ce système nécessite une participation active à la fois du personnel du centre fermé et des avocats. Ce système est, à mon sens, à privilégier et peut-être à améliorer avant que ne soit envisagée

l'organisation de consultations de première ligne dans les centres fermés.

Quant à la rétribution des avocats, l'arrêté ministériel du 21 août 2006 fixant la liste des points dans sa partie relative au contentieux des étrangers a été, sur proposition des barreaux eux-mêmes, modifié et remplacé par l'arrêté ministériel du 5 juin 2008 et ce afin d'opérer une répartition plus juste des points en fonction du type de prestation et de la charge de travail des avocats.

Les efforts budgétaires nécessaires afin d'outiller les acteurs centraux de l'aide juridique de manière à leur permettre de dispenser un service de qualité seront poursuivis dans la mesure de ce que permet le contexte budgétaire actuel.

Face à l'inflation législative et à la complexité des nouvelles lois en matière du droit des étrangers, la formation revêt une importance particulière. Cette formation est à l'heure actuelle laissée au soin des barreaux. Cette question sera également examinée dans le cadre de l'évaluation du système de l'aide juridique.

Quant au point relatif aux plaintes contre les avocats fautifs ou négligents, les sanctions disciplinaires sont du ressort des ordres des barreaux auxquels appartiennent les avocats concernés.

En ce qui concerne la mise en cellule d'isolement la veille de l'audience et l'emploi de menottes, il résulte des contacts qui ont été pris avec le ministre de l'Immigration et de la Politique d'asile, que de telles pratiques n'ont pas cours.

24.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je ne manquerai pas de le répéter aux personnes concernées. J'espère qu'elles confirmeront vos propos.

Au centre 127bis que je fréquente régulièrement, c'est assez fréquent. De fait, certains avocats très motivés se rendent dans les centres, convoquent un traducteur et cela se passe très bien. D'autres apprécient peut-être moins cette matière et, de ce fait, règlent ces dossiers entièrement par téléphone. Dans ce cas, il n'est pas fait appel à un traducteur, ce qui pose véritablement problème.

Une autre problématique malheureusement fort présente est celle des avocats désignés mais qui ne font rien. Je l'ai souvent constaté. Les personnes enfermées dans ces centres se disent elles-mêmes assez mal à l'aise et font dès lors, dans certains cas, des démarches pour obtenir un deuxième avocat pro deo, le premier n'ayant jamais pris contact.

Monsieur le ministre, je me réjouis qu'un membre de votre cabinet ait participé à cette journée. J'espère que, lors de l'adaptation de ce texte juridique, ces différents aspects pourront réellement être pris en compte. Nous en discuterons lorsque vous reviendrez avec ce texte.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

25 Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de la Justice sur "les vols de voitures en région de Tournai par des filières organisées" (n° 9752)

25 Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de minister van Justitie over "de autodiefstallen door georganiseerde netwerken in de streek van Doornik" (nr. 9752)

25.01 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le ministre, la région de Tournai, qui est d'ailleurs proche de la vôtre, est confrontée – sans doute à cause de sa position frontalière avec la France – à une recrudescence des vols de voitures soit en "home garage" soit avec vol de clé sans violence au domicile des propriétaires. En 2007, nous en étions à 200 vols, mais je ne dispose pas encore des statistiques pour 2008. Ces larcins alimentent une filière très organisée qui en revend le produit dans le sud de la France. Il est très difficile de la remonter jusqu'au commanditaire, malgré une très bonne collaboration entre les polices belge et française.

La bonne volonté affichée des deux côtés de la frontière par les forces de police de nos deux pays se heurte à un problème de souveraineté bien compréhensible du fait que la police belge ne peut intervenir en France pour poursuivre un acte délictueux commis sur son territoire. En effet, si cette dernière mène son enquête après en avoir été saisie par le parquet de Tournai pour vol, la police française agit, de son côté, dans le but

de réprimer des faits de recel. Faute d'un arsenal judiciaire adapté, cela interdit de donner suite aux actions de la police belge.

Monsieur le ministre, afin de mettre un terme à ces vols, et plus généralement de permettre aux forces de police belges et européennes de poursuivre plus efficacement les auteurs d'actes délictueux, notamment dans le cadre du crime organisé – et l'ouverture des pays de l'Est n'a rien arrangé en ce domaine! –, pouvez-vous améliorer notre arsenal judiciaire en accord avec vos homologues des autres États membres?

Quelles pistes comptez-vous suivre, et quels contacts espérez-vous nouer avec les responsables politiques concernés?

Quels sont les freins auxquels vous êtes éventuellement confronté et sur lesquels il serait nécessaire d'agir pour garantir à nos concitoyens une plus grande sécurité de leurs biens?

25.02 Stefaan De Clerck, ministre: Cher collègue, je peux vous répondre non seulement en ma qualité de ministre de la Justice mais aussi de vice-président de l'Eurométropole, qui s'est penchée sur ce même problème. De plus, en tant qu'ancien bourgmestre de Courtrai, je connais bien cette question.

Ce problème n'est pas neuf. L'approche globale de ce phénomène de vol de véhicules, suivi de leur immatriculation en France, est en grande partie compliquée par le fait que les préfectures, qui sont compétentes pour l'inscription de ces voitures, n'exercent pas de contrôle en vue de savoir s'ils ont été volés à l'étranger. Les autorités judiciaires et policières fournissent un travail important dans ce dossier, mais ne sont pas soutenues par les autorités administratives. Les services judiciaires et de police belges et français travaillent ensemble dans la lutte contre cette forme de criminalité – et j'y reviendrai par la suite, car je devrai vous communiquer un élément supplémentaire.

Quant à l'ampleur du phénomène en Belgique, nous pouvons considérer que le peu de contrôle par les préfectures lors des réimmatriculations de véhicules provenant de l'étranger a été un facteur d'aggravation de cette situation en rendant trop facile la remise en circulation de voitures volées sans que des méthodes de camouflage aient été utilisées. Autrement dit, le numéro de châssis n'est pas vérifié chaque fois qu'une voiture d'occasion est vendue, alors que des listes européennes de voitures volées existent. C'est là que le problème se pose.

Nous avons aussi interpellé le préfet de Lille sur la question. Dans le cadre du démarrage d'un nouveau système d'immatriculation depuis le 1^{er} janvier 2009, nos collègues français ont installé de nouveaux ordinateurs. Il serait dès lors possible de mettre en place un double contrôle qui s'effectuerait dans le cadre des systèmes européens. En effet, des informations peuvent être recueillies notamment via le système SIS (Schengen information system). De plus, d'autres conventions existent comme le système de coopération EUCARIS qui vise spécialement à effectuer ce contrôle.

La question a donc été posée d'introduire systématiquement un contrôle, par le biais de banques de données européennes, pour vérifier si les véhicules remis sur le marché n'ont pas été signalés volés ou disparus. Cela devrait mettre un frein sérieux à ce trafic pour autant que le signalement Schengen des véhicules volés soit réalisé dès que possible et de manière correcte. En effet, il a déjà été remarqué que certains véhicules étaient réimmatriculés deux jours après le vol et que certains signalements étaient incomplets, par exemple avec la seule marque d'immatriculation alors que le numéro de châssis est indispensable.

J'ajoute que la police fédérale a expliqué ce phénomène à mon cabinet la semaine dernière. Les procureurs du Roi de Tournai et de Courtrai auront une nouvelle réunion avec leurs collègues français au début de cette année pour parler de ce problème. Par ailleurs, un collaborateur de ma cellule stratégique suit également le dossier.

Une évaluation de cette réunion de concertation sera réalisée. Si nécessaire, nous demanderons une concertation avec la France au niveau de l'administration pour rendre possible une approche intégrée de ce phénomène mais je continuerai aussi au sein de l'Eurométropole à suivre ce dossier concret. En effet, je le répète, des discussions sont en cours avec le préfet de Lille qui, en principe, est le responsable de ce dossier du côté français.

25.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie.

Le fait que deux élus du Hainaut occidental soient présents prouve notre intérêt. Je me réjouis de l'attention que vous portez à cette problématique. Je ne doute pas qu'à l'aide des dispositifs que vous nous avez présentés, il sera possible de limiter davantage le phénomène.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

26 Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de la Justice sur "la lenteur de la procédure judiciaire dans l'affaire de la pollution par les PCB au zoning d'Hennuyères" (n° 9753)

26 Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de minister van Justitie over "de aanslepende gerechtelijke procedure in de zaak van de pcb-vervuiling op het industrieterrein van Hennuyères" (nr. 9753)

26.01 Jean-Jacques Flahaux (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, à l'initiative de l'administration communale de Braine-le-Comte, région que vous connaissez puisque vous y avez de la famille, le comité de suivi et de vigilance du site des Tuileries d'Hennuyères, réuni le 12 décembre 2008, a constaté que l'expert désigné par les autorités judiciaires, Mme Sanglier-Bedoret, qui devait remettre ses dernières conclusions en septembre 2008, n'avait encore toujours rien déposé.

Or, tant que le procès ne commence pas, les responsabilités ne peuvent être reconnues et la pollution se poursuit et s'amplifie. Les PCB se répandent maintenant jusqu'à Hal en passant par les étangs du Coeurq à Tubize.

Monsieur le ministre, il y a donc urgence à voir la procédure judiciaire avancer et aboutir, afin de pouvoir répondre à toutes les nécessités pressantes de ce dossier, à savoir une dépollution rapide des différents sites touchés par la propagation des PCB, ainsi qu'une indemnisation rapide des propriétaires victimes de cette pollution dont certains ont vu leur activité professionnelle mise en danger suite à l'écoulement des PCB.

Depuis le dépôt de ma question, le 2 janvier, il s'avère que la Justice nous a fait parvenir un document suivant lequel Mme l'expert devrait remettre ses conclusions pour le 31 mars, ce dont je me réjouis.

Cela dit, il faut savoir que l'on ne pourra pas dépolluer tant que la justice n'aura pas été rendue et, entre-temps, la pollution risque d'atteindre la Région bruxelloise et même des zones situées au-delà de cette dernière.

26.02 Stefaan De Clerck, ministre: Madame la présidente, cher collègue, je comprends la préoccupation de M. Flahaux qui souhaite que ce dossier judiciaire soit rapidement examiné afin que toutes les parties concernées sachent à quoi s'attendre exactement.

Cela dit, en tant que ministre de la Justice, je ne suis pas habilité à intervenir dans cette procédure, ni à l'accélérer. Toutefois, je peux demander que, de façon générale, la justice soit rendue rapidement. Mais je répète que je ne peux intervenir dans un dossier particulier, ce en raison de la séparation des pouvoirs.

Toutes les parties concernées doivent donc encore faire preuve de patience afin de savoir si un responsable pénal peut être identifié et si elles se constituent ou non parties civiles en vue d'obtenir un dédommagement.

L'important est maintenant que l'expert désigné rende son rapport.

26.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, en fait, le but de ma question n'était nullement de vous demander d'intervenir dans cette affaire.

C'est vrai que, jusqu'il y a peu, l'environnement ne faisait pas partie des préoccupations prioritaires de la Justice. C'est pourtant fondamental, surtout en cas de pollutions par les PCB. Nous connaissons les coûts engendrés, dans des pays comme la Norvège ou la France, par les pollutions aux PCB. Je ne voudrais pas que l'on dise, dans quelques années, que la pollution s'est diffusée très largement, notamment parce que la Justice n'a pas avancé.

Au-delà de ce dossier, il importe que le ministre rappelle à qui de droit que la problématique de la pollution

environnementale doit être traitée en priorité par la Justice.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

27 Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de la Justice sur "les problèmes de délai dans le traitement des affaires ayant des enjeux financiers, tout particulièrement lorsqu'un justiciable a de faibles revenus" (n° 9754)

27 Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de minister van Justitie over "de problemen in verband met de termijn waarbinnen zaken met financiële belangen worden behandeld, in het bijzonder wanneer het rechtzoekenden met lage inkomens betreft" (nr. 9754)

27.01 Jean-Jacques Flahaux (MR): Cette question est un peu technique. Elle concerne les problèmes des délais dans le traitement des affaires ayant des enjeux financiers, tout particulièrement lorsqu'un justiciable dispose de faibles revenus. J'évoquais avec votre collègue, Mme Milquet, le cas complexe et douloureux d'un de mes administrés en conflit avec son ancienne entreprise suite à son départ à la prépension après une restructuration. Ce dossier a été porté devant les juges. Refusant de se voir privée d'une partie de sa prime CECA suite à une clause jugée abusive dans la CCT qui a réglé, entre syndicats et entreprise, la restructuration de cette dernière, la personne dont je fais mention revendique, - et il revient à la justice de trancher en la matière -, la remise à plat de ce qui lui est dû, avec versement possible d'arriérés et condamnation aux dépens de l'entreprise. Après une première audience le 2 juin 2008, pour un désaccord dont l'origine remonte à 2002, le juge a prévu une reprise des débats le 23 novembre 2009. Si nous prenons encore en compte le délai nécessaire au paiement effectif des sommes éventuellement dues, ce monsieur ne sera pas entré dans ses droits avant 2010, au minimum. La lenteur avec laquelle est traité ce dossier porte préjudice à mon administré aux faibles revenus. Celui-ci, privé d'une partie conséquente de ces derniers et n'ayant pas encore bénéficié du recouvrement de ces sommes, se trouve dans une situation financière des plus difficiles, avec des impayés qui occasionnent des frais d'huissiers s'ajoutant aux sommes déjà dues aux créanciers non payés, ainsi qu'aux frais d'avocats. Et mon client ne peut attendre que le jugement soit rendu pour régler ces honoraires.

Monsieur le ministre, vous me répondez qu'au nom de la séparation des pouvoirs, vous ne sauriez interférer dans l'agenda que les tribunaux établissent pour traiter les affaires dont ils sont saisis. Ce n'est évidemment pas la question qui m'occupe, bien que je vous rappelle que les tribunaux sont là pour faire respecter la loi et sont eux-mêmes soumis au respect de cette dernière. Si un texte leur imposait de juger de tels dossiers dans un délai raisonnable, ils seraient tenus de s'y conformer. C'est dès lors le sens même de l'avis du médiateur fédéral dans de tels cas. Il serait regrettable que la Belgique soit condamnée un jour par une instance internationale du fait même de la lenteur de sa justice. Cette lenteur en viendra à dissuader les personnes disposant de peu de moyens de porter leur affaire en justice. En cette période, de tels litiges risquent de se multiplier, hélas, en raison de la crise économique.

Monsieur le ministre, que pouvez-vous faire pour que, dans des dossiers touchant au domaine de l'emploi, les décisions soient prises plus rapidement et, plus généralement, quelles mesures comptez-vous prendre pour que les délais des jugements dans des affaires ayant des enjeux financiers se réduisent notablement, afin que notre justice fonctionne plus vite?

27.02 Stefaan De Clerck, ministre: Monsieur Flahaux, la loi du 26 avril 2007 modifiant le Code judiciaire en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire s'applique également à la situation que vous décrivez. Cette loi responsabilise les parties ainsi que la magistrature à un règlement et à une fixation plus rapide des causes et raccourcit le délai des prononcés. Dans ce cadre, le chef de corps se doit d'assumer pleinement sa tâche de manager.

Toutefois, la législation en question a pour effet pervers, dans de nombreux tribunaux, la remise de la fixation des causes et éventuellement des audiences blanches qui pourraient être mises à profit pour des causes qui sont, quant à elles, en état. En d'autres termes, la nouvelle loi crée précisément un arriéré dans certains cas ou un arriéré supplémentaire.

Nous nous consacrons pleinement à revoir la loi modifiant le Code judiciaire en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire afin d'optimiser son effet accélérateur sur la base des propositions des acteurs de terrain. Des discussions ont commencé au sein du gouvernement et un résultat est attendu pour le 1^{er} semestre 2009.

Vous comprendrez que notre ambition de lutter contre l'arriéré judiciaire en adaptant la législation en vigueur ne se limite pas aux causes ayant des enjeux financiers ou en matière d'emploi, mais que nous envisageons une approche plus large en la matière.

27.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Je ne peux que me réjouir de votre sensibilisation à la problématique et du fait que, d'ici la fin du premier semestre, vous nous soumettrez quelques propositions.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

28 Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de la Justice sur "les conditions de remise en liberté des personnes reconnues coupables de coups ayant entraîné la mort" (n° 9757)

28 Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de minister van Justitie over "de voorwaarden voor de invrijheidstelling van personen die schuldig bevonden zijn aan slagen met de dood tot gevolg" (nr. 9757)

28.01 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le ministre, voici quelques semaines, une habitante de Soignies a perdu la vie pour avoir refusé de céder aux désirs sexuels de son voisin. Ce dernier, furieux, a déversé toute sa violence en la rouant de coups et en la laissant pour morte. Les soins qui lui ont été prodigués n'ont pas permis de la réanimer.

Son assassin – il n'y a pas d'autre terme pour distinguer l'individu capable d'une agression aussi insoutenable - a été remis en liberté une semaine après, dans l'attente de son jugement.

Bien évidemment, je ne vous demanderai pas votre sentiment sur le jugement même. En revanche, je ne peux que vous interpellier sur le fait que la loi permette une telle décision à l'endroit d'un individu arrêté pour des faits d'une telle violence, connu pour avoir commis de tels faits précédemment et donc susceptible de recommencer. Je le fais d'autant plus que des faits identiques se produisent de plus en plus fréquemment, donnant une impression d'impunité trop grande envers des auteurs d'actes violents, ayant entraîné ou ayant failli entraîner la mort. Ceci ne peut que choquer les victimes, leurs familles et nos citoyens dans leur très large majorité.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous préciser quels textes permettent ou obligent le juge à prendre une telle décision? Ne vous semble-t-il pas nécessaire de les améliorer? Si oui, de quelle manière comptez-vous les modifier?

28.02 Stefaan De Clerck, ministre: Madame la présidente, monsieur Flahaux, tout en partageant largement votre sentiment à l'égard de tels actes, notre société exige que nous observions une confiance inébranlable en l'ordre judiciaire. Vous me demandez quels textes peuvent être modifiés. Les textes sont là et doivent être appliqués. Il y va de l'indépendance du magistrat!

Dans le cadre de la séparation des pouvoirs, ...

28.03 Marie-Christine Marghem (MR): (...)

28.04 Stefaan De Clerck, ministre: La prochaine fois, madame Marghem, c'est à vous qu'il posera la question!

28.05 Jean-Jacques Flahaux (MR): Il se peut que Mme Marghem devienne ministre de la Justice dans quatre ans. En attendant, cela participe d'un sentiment de grande frustration du citoyen. Une modification de la loi me semble utile. Sinon, il risque d'y avoir un jour une attitude de révolte vis-à-vis de la justice. Ce n'est évidemment pas souhaitable!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

29 Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "les suites à donner à l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} septembre 2008 concernant les chefs de corps" (n° 10076)

29 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "de manier waarop gevolg gegeven dient te worden aan het arrest van het Hof van Cassatie d.d. 1 september 2008 met betrekking tot de korpsoversten" (nr. 10076)

29.01 Marie-Christine Marghem (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, à la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 1^{er} septembre 2008, les chefs de corps, magistrats du siège, ne seront plus soumis à l'évaluation, mais le renouvellement de leur mandat pour cinq ans reste tout à fait possible.

Dans cette optique, on peut penser que, dans les faits, les renouvellements des mandats de ces magistrats se feront de manière automatique et qu'ils pourraient, de facto, être maintenus dans leurs fonctions pendant une durée de dix ans.

Dans la logique de ce raisonnement, certains chefs de corps nommés avant le 1^{er} mai 2007 et qui bénéficient du système que je viens de vous décrire réclament, je cite: "une mise sur pied d'égalité avec les chefs de corps nommés après cette date". En d'autres termes, ils souhaitent voir la durée de leur mandat actuel de sept ans prolongé pour un délai de trois ans, de manière à atteindre la durée de dix ans que l'on peut voir escomptée pour les nouveaux mandats.

Nous estimons - c'est la position que nous avons déjà défendue lors des discussions de la loi du 18 décembre 2006 relativement à la nomination des chefs de corps - que ces mandats "anciens", c'est-à-dire les nominations intervenues avant la loi du 1^{er} mai 2007, devraient être maintenus à sept ans sans prolongation, étant entendu que ces mandats ont été attribués en connaissance de cause aux intéressés.

Dans les faits et avant que vous ayez adopté une position officielle, il semblerait que le sort de ces "anciens" chefs de corps ne soit pas semblable. En effet, les vacances de postes de chefs de corps doivent être déclarées au moins neuf mois avant l'échéance du mandat. Il me revient que certaines vacances de postes auraient été publiées au Moniteur belge alors que d'autres, par contre, ne l'auraient pas été. C'est le cas notamment de la vacance du poste du président du tribunal de commerce de Liège, dont la publication selon mes informations et sous réserve d'erreur de ma part aurait dû paraître dans le Moniteur belge du 1^{er} décembre pour respecter le délai minimum de neuf mois. Cette publication n'est malheureusement pas intervenue au Moniteur belge.

Cette omission risque d'entraîner ainsi une période de transition sans chef de corps au sein de cette juridiction, ce qui serait vraiment regrettable ou, au contraire, on pourrait avoir le sentiment – ce serait le signal qui serait donné – d'une prolongation tacite du mandat de ce chef de corps, ce qui serait, vous l'avouerez, tout à fait préjudiciable.

Le même sort doit alors être réservé à tous les mandats de chefs de corps octroyés avant le 1^{er} mai 2007 et, évidemment, par une initiative législative à débattre au parlement.

Monsieur le ministre, j'en viens à mes questions.

- Comment expliquez-vous cette absence de publication de la vacance du poste de chef de corps du tribunal de commerce de Liège?
- Partagez-vous notre sentiment qu'il existe un risque que l'annulation de l'évaluation du mandat entraîne des durées de mandat de dix ans dans les faits (deux fois cinq ans)? Ne pensez-vous pas que cette durée, sans véritable remise en question, est trop longue?
- Quelles sont les orientations que vous allez adopter en ce qui concerne les mandats des chefs de corps nommés avant le 1^{er} mai 2007 pour sept ans?

29.02 Stefaan De Clerck, ministre: Madame la présidente, le grand avantage d'avoir à répondre à cent questions est qu'on apprend à connaître les problèmes du moment. Cela me donne un bel aperçu de l'actualité et des dossiers qui doivent être traités.

Je vais être prudent dans ma réponse à votre question car vous m'apprenez le problème dans toute sa complexité. Je n'ai pas encore pris position et je dois voir comment apporter une solution dans les plus brefs délais.

La question touche à deux aspects de la problématique des chefs de corps: d'une part, la question de leur évaluation et, d'autre part, la question de la durée de leurs mandats. Dans son arrêt du 1^{er} septembre 2008,

la Cour constitutionnelle a annulé les dispositions du Code judiciaire qui prévoyaient l'évaluation des chefs de corps en ce qui concernait les magistrats du siège.

Dans l'état actuel de la législation, les chefs de corps du siège ne devraient plus être évalués alors qu'une évaluation s'imposerait encore pour les chefs de corps du parquet. Cette première question va devoir être examinée. Quelles sont les conséquences de cet arrêt?

Les chefs de corps nommés avant le 1^{er} mai 2007 exercent leur mandat pour une durée de sept ans non renouvelable. C'est une législation que j'ai préparée, il y a dix ans, et c'était le choix à l'époque. Cela a été changé en deux fois cinq ans, avec toutes les complications que nous connaissons actuellement.

Les chefs de corps nommés à partir du 1^{er} mai 2007 exercent leur mandat pour une durée de cinq ans renouvelable une fois, soit pour un terme total de dix ans maximum. Mon prédécesseur a été interpellé par les représentants de la conférence permanente des chefs de corps. Ceux-ci estimaient qu'il y avait une différence de traitement entre les magistrats nommés avant ou après le 1^{er} mai 2007. Ils ont donc demandé d'envisager un alignement des mandats pour aboutir à un mandat dont le terme total n'excède pas dix ans pour l'ensemble des chefs de corps.

Mon prédécesseur a dès lors donné instruction à l'administration de ne plus publier les places vacantes de chefs de corps et, en parallèle, de préparer un projet de loi ayant pour objet de permettre la prolongation des mandats en cours de sept ans non renouvelables à dix ans. Cela concerne notamment la place du président du tribunal de commerce de Liège. Cela n'a donc pas été publié, dans cette optique.

La décision de permettre aux chefs de corps dont le mandat arrive à échéance de bénéficier d'une prolongation de trois ans est soutenue par la conférence des chefs de corps mais fait également l'objet de plusieurs critiques émanant tant du milieu judiciaire que de mon administration, notamment parce que cette mesure arrivera trop tard pour certains chefs de corps dont le mandat de sept ans aura expiré avant l'adoption d'une telle loi.

Plusieurs mandats sont en effet déjà arrivés à échéance depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 décembre 2006.

Bien que conscient de l'urgence de cette situation, je souhaite l'étudier d'une manière approfondie avant de me prononcer définitivement sur le choix que je devrai faire, à savoir adapter la loi – telle l'idée avancée – ou ne pas la modifier et la laisser telle quelle mais la publier le plus vite possible.

29.03 Marie-Christine Marghem (MR): Monsieur le ministre, nous constatons que, venant de prendre vos fonctions, vous êtes en quelque sorte en formation accélérée.

Vous devez savoir que j'avais déjà posé cette question vers la mi-décembre à votre prédécesseur mais qu'il n'a pas eu l'opportunité d'y répondre étant donné les événements qui ont émaillé la vie politique en cette fin d'année 2008.

Vous avez donc repris ce dossier dans lequel votre prédécesseur avait manifestement l'intention d'aboutir mais j'apprends que cette volonté et le projet qu'il voulait défendre pour régler cette situation ont entraîné le blocage de la publication de vacances dans le Moniteur belge. Par exemple, pour le poste de président du tribunal de commerce de Liège, il y aura une difficulté et une période transitoire à gérer. Je cite cet exemple mais il y en a sûrement d'autres dont j'ignore l'existence et que vous aurez, je suppose, rapidement la possibilité de lister afin d'éviter des transitions délicates, notamment à la tête d'une juridiction.

Je vous remercie d'avoir rappelé que, selon vous, l'examen d'évaluation a été supprimé exclusivement pour les magistrats du siège car je pense également que M. le procureur général près la cour d'appel de Liège – qui fait partie de la magistrature debout et qui n'est donc pas concerné par cette absence, de par la loi, d'évaluation – arrivera peut-être au terme de son mandat et se le verra renouvelé ou pas dans des conditions différentes.

Un double problème se pose en effet: la longueur du temps qui passe et l'absence de rapport d'évaluation.

J'attire votre attention sur le fait que l'absence de rapport d'évaluation – supprimé en raison de l'arrêt de la Cour constitutionnelle; vous l'avez rappelé – va à l'encontre de la philosophie développée dans la loi que

vous venez d'apprendre à connaître et qui a été votée quand vous n'étiez plus ministre de la Justice certainement et peut-être plus parlementaire fédéral à l'époque. Le but était d'assurer une mobilité et une évaluation du travail accompli par les chefs de corps.

Cela nous pose un problème. Par ailleurs, ce hiatus de renouvellement de mandat, du fait de leur durée, pose également des problèmes qu'il faudra résoudre assez rapidement.

Je sais que les nombreux dossiers qui vous sont soumis semblent tous également urgents, mais les institutions doivent pouvoir travailler dans la sérénité. C'est essentiel pour la bonne administration de la justice.

J'ai dès lors l'intention de revenir vers vous très rapidement pour voir si vous avez progressé dans ce dossier parce que j'estime qu'il est urgent de le régler afin d'éviter des problèmes périphériques. Nos institutions doivent pouvoir fonctionner, les magistrats qui les dirigent doivent pouvoir le faire dans de bonnes conditions. Je suppose que vous partagez ce point de vue.

Je vous remercie déjà de votre réponse tout en sachant que je ne manquerai pas de vous réinterroger assez rapidement à ce sujet.

29.04 Stefaan De Clerck, ministre: Pas chaque semaine!

29.05 Marie-Christine Marghem (MR): Rassurez-vous, je ne le ferai pas chaque semaine! Peut-être pourrions-nous convenir d'un délai entre nous?

29.06 Stefaan De Clerck, ministre: Je vais étudier le dossier.

29.07 Marie-Christine Marghem (MR): Je reviendrai donc vers vous dans un délai qui sera le mien pour voir où vous en êtes dans ce dossier.

29.08 Stefaan De Clerck, ministre: J'essayerai de trouver une solution dans un délai qui est le mien!

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

30 Vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de arrestaties naar aanleiding van de Palestinabetoging in Brussel" (nr. 9928)

30 Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "les arrestations opérées dans le cadre de la manifestation pour la Palestine organisée à Bruxelles" (n° 9928)

30.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, na een betoging op een zondagmiddag in Brussel, twee weken geleden, deden zich ernstige rellen voor in het Noordkwartier. Volgens Belga zouden een honderdtal amokmakers administratief of gerechtelijk zijn opgepakt. Nadien las ik Het Laatste Nieuws dat het er 164 waren. In de commissie voor de Binnenlandse Zaken van de Kamer werd er gesproken van 143. Het is niet helemaal duidelijk.

Er werd in elk geval heel veel schade aangericht na die betoging, door een aanzienlijke groep jongeren. Sommige journalisten hebben er spottend over gedaan en de zaken heel bewust geminimaliseerd. Als men echter de foto's of beelden bekijkt, dan blijkt dat er tal van wagens en hele etalages van de administratie van de Vlaamse overheid zijn gesneuveld. Er zijn ook mensen gewond geraakt. Als ik mij niet vergis, was er ook een parlementslid van de MR-fractie bij. Het was in elk geval heel ernstig.

Ik zou graag weten welke gevolgen daaraan op juridisch vlak worden gegeven. Kunt u meedelen hoe groot de geraamde schade is? Hoeveel eigenaars van voertuigen, gebouwen en winkels zijn er betrokken? Worden die mensen gecontacteerd om een schade-eis in te dienen? Het is wenselijk, mij dunkt, dat men hen op een of andere manier collectief aanzet om dat te doen en op die manier ook tracht de schade-eisen te verzamelen.

Werden de meeste of alle daders aangehouden? Hoeveel mensen werden er administratief aangehouden? Hoeveel werden er gerechtelijk aangehouden? Kunt u meer info geven over hun leeftijd en nationaliteit? Zijn

er banden – in het raam van die betoging is dat geen irrelevante vraag – met bepaalde organisaties vastgesteld? Welk bewijsmateriaal werd er vergaard? Hoelang werden of worden – ik vrees dat het op een paar uitzonderingen na wellicht “werden” zal zijn – zij vastgehouden? Onder welke voorwaarden gebeurden de vrijlatingen? Welke procedure wordt er gevolgd om de verdachten van de feiten zo snel mogelijk voor de rechter te brengen?

30.02 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, collega, in het raam van de betoging van 11 januari heeft de politie 30.000 deelnemers geteld. Een honderdtal relschoppers werd opgemerkt in de betoging. Het was duidelijk hun doel om deze betoging door gewelddadige acties te saboteren. Bij aankomst aan het Noordstation hebben kleine groepjes schade aangebracht. Zo werd er vastgesteld dat er 15 auto's werden beschadigd. De ruiten van 10 gebouwen werden vernield, waaronder ook de gebouwen – u hebt het al vermeld – van de Vlaamse Gemeenschap en de Dienst Vreemdelingenzaken.

Dat is echter een voorlopige balans. De politiediensten zijn momenteel nog bezig met de schade te inventariseren. In totaal werden er 143 relschoppers aangehouden. Drie ervan werden, wegens vaststelling op heterdaad, ter beschikking gesteld van het parket, wegens het toebrengen van schade en weerspanningheid. Een van deze drie gearresteerde personen was een minderjarige. Er werden in totaal 39 minderjarigen opgepakt, waarvan de ouders werden verwittigd, teneinde hun kinderen op te halen. De videobeelden van de politiecamera's en andere bronnen werden nu geanalyseerd om de identiteit van de overige relschoppers, die enkel administratief aangehouden werden, vast te leggen en hen aan de hand van beelden te identificeren en te vervolgen.

De verdere afwerking van de gerechtelijke dossiers gebeurt nu in samenwerking en onder leiding van het parket van Brussel, dat hierover permanent overleg pleegt met de politiediensten. Alle verdachten mochten na verhoor beschikken, aangezien men van oordeel was dat de misdrijven niet moesten leiden tot een verder aanhoudingsmandaat. De voorwaarden waarin de wet op de voorlopige hechtenis voorziet, dienen uiteraard strikt te worden nageleefd.

De procedure die zal worden gevolgd om de verdachten voor de rechter te brengen, behoort tot de bevoegdheden van de gerechtelijke overheden. Het parket te Brussel liet intussen weten dat de verdachten zo vlug als mogelijk zullen worden gedagvaard en dit op voorwaarde dat het dossier kan worden gefinaliseerd en op voorwaarde dat er voldoende constitutieve elementen zijn. Er zijn daarover, dacht ik, al vragen gesteld aan de collega van Binnenlandse Zaken door Michel Doomst.

30.03 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Ik dank de minister voor zijn antwoord dat een aantal interessante elementen bevat. Ik hoop inderdaad dat het bewijsmateriaal effectief wordt gebruikt en dat het sneller zal gaan dan we een half jaar geleden hebben kunnen vaststellen in Anderlecht: daar heeft het vele weken geduurd. Ik zal nog een vraag stellen wat er daarvan is geworden.

Ik vind dat we in dit soort van dossiers absoluut niet kort op de bal spelen. Als er maanden na de feiten voor de rechter wordt gedaagd, is het parket bijna geneigd om geen effectieve gevangenisstraffen te vragen, ook omdat ze niet worden uitgevoerd. Dan voelt men zich straffeloos en oppermachtig. Als men kort op de bal zou spelen zoals in Frankrijk en Nederland, zou men dit soort van toestanden in de toekomst veel meer kunnen voorkomen.

U zegt dat men zo vlug als mogelijk wil dagvaarden. Ik ben benieuwd en zal dat zeker opvolgen, maar er zitten toch ook weer 39 minderjarigen bij, die men niet dagvaardt over het algemeen en op een veel softere manier aanpakt. Ook daar dring ik ten eerste aan op een daadwerkelijke aanpak, een sanctionering, maatregelen en zeker snelle maatregelen: zeker als men er bij minderjarigen maanden over laat gaan, is geen enkele jeugdrechter nog bereid een sanctie op te leggen. Op die manier maakt men geen enkele indruk op die jonge vandalen. Ik hoop dat u op dat vlak toch wat in beweging kan zetten in de bestaande, onpraktische en veel te tijdrovende procedures.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

31 Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Justice sur "l'appel produit par l'Exécutif des Musulmans de Belgique en faveur de la manifestation pro-palestinienne du dimanche 11 janvier" (n° 9952)

31 Vraag van de heer Denis Ducarme aan de minister van Justitie over "de oproep van het Executief

van de Moslims van België om deel te nemen aan de pro-Palestijnse betoging op zondag 11 januari" (nr. 9952)

31.01 Denis Ducarme (MR): Madame la présidente, je me fais avant tout l'interprète de ma collègue, Mme Lejeune, qui souhaite que l'on reporte à la semaine prochaine sa question n° 10002.

Monsieur le ministre, comme c'est la première fois que je vous interpelle, je vous souhaite pleine réussite dans vos nouvelles fonctions.

L'Exécutif des Musulmans de Belgique a appelé à manifester le samedi 10 janvier à l'occasion de la manifestation "pro-palestinienne" du dimanche 11 janvier. Il a appelé à une manifestation sereine contre les frappes israéliennes sur la bande de Gaza.

Je ne souhaite pas m'expliquer davantage sur le fond. Attentif plutôt au strict respect de notre législation, je dirai simplement mon inquiétude à voir un tel organe prendre le risque, dans les conditions internationales actuelles, de mobiliser une manifestation pareille sur une base religieuse.

Si je ne m'abuse et vous me le confirmerez sans doute, les missions de l'Exécutif des Musulmans de Belgique sont clairement définies par la loi et portent exclusivement sur la gestion du temporel du culte. Il est dès lors malvenu que cet organe de représentation du culte musulman s'exprime de manière politique sur des questions nationales ou internationales.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous indiquer si, dans ce cadre, l'Exécutif a outrepassé ses missions et, au besoin, le lui signifier?

31.02 Stefaan De Clerck, ministre: Madame la présidente, cher collègue, merci pour les mots aimables que vous m'avez adressés et je vous répondrai donc avec plaisir pour la première fois.

Contrairement à ce qui est avancé dans la question, bien des personnes composent l'Exécutif des Musulmans de Belgique. Dans sa composition actuelle, l'Exécutif a été reconnu par l'arrêté royal du 9 mai 2008 portant reconnaissance des membres de l'Exécutif des Musulmans de Belgique. Le mandat est limité dans le temps jusqu'au 31 mars 2009 et une prorogation éventuelle dépendra d'une évaluation.

Les motifs de cet arrêté ont été clarifiés dans un rapport au Roi qui précède l'arrêté précité.

Afin d'être complet dans mes informations, je vous signale que des moyens financiers transitoires, comme mon prédécesseur l'a déjà expliqué, ont de nouveau été mis à disposition afin que l'Exécutif puisse effectuer les missions les plus importantes et continuer à gérer les dossiers. L'arrêté royal du 18 juillet 2008, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 2008, fixe les montants ainsi que les modalités. Mais tout ceci ne répond pas à votre question.

Je ne puis pas souscrire à la thèse défendue dans votre question selon laquelle l'Exécutif des Musulmans de Belgique aurait des missions précises définies par la loi. En effet, des missions, sans pour autant être limitatives, sont énumérées dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant reconnaissance de l'Exécutif des Musulmans de Belgique, dont un certain nombre d'articles ont été suspendus par l'arrêté royal du 27 mars 2008.

Bien que l'Exécutif des Musulmans de Belgique est l'organe représentatif du culte musulman en Belgique et a une mission de gestion du temporel du culte, on ne pourra pas soutenir que ce soit la seule mission. Cet organe détermine d'ailleurs de manière autonome quelles missions complémentaires il assumera, faute de quoi il y aura une intervention dans les affaires internes.

L'Exécutif des Musulmans de Belgique est un organe autonome qui bénéficie, comme toute organisation, de la liberté d'expression pour autant qu'il fasse preuve de la prudence nécessaire au vu de sa mission d'intérêt général et pour autant qu'il ne viole pas les lois en vigueur comme, par exemple, l'incitation à la haine. Ainsi, selon le principe de la liberté d'expression, il n'est donc pas défendu à l'Exécutif de prendre des positions pour autant qu'il respecte les lois.

Je ne peux pas lui dire qu'il doit se limiter au temporel.

31.03 Denis Ducarme (MR): Merci pour votre réponse, monsieur le ministre. Vous pensez bien qu'avant de poser cette question, j'ai consulté l'ensemble des éléments législatifs qui fondent et qui reconnaissent cet organe. J'ai pu constater que ceux-ci étaient limités à la gestion du temporel du culte. Le fait d'avoir des convictions, qu'elles soient pro-palestiniennes ou pro-israéliennes, c'est très bien. Mais je m'étonne, que lors d'une manifestation clairement pro-palestinienne, l'appel de l'Exécutif des Musulmans de Belgique soit fondé finalement sur une base religieuse.

Qui s'exprime? Qui appelle à manifester, même sereinement? C'est l'Exécutif des Musulmans de Belgique. Est-ce vraiment son rôle de prendre position, d'appeler à la mobilisation dans le cadre d'un conflit qui se passe à des milliers de kilomètres d'ici entre Israël et le Hamas?

A priori, je ne le crois pas. Je me demande si, dans ce cadre-là, on ne devrait pas veiller à clarifier un certain nombre des missions qui lui sont dévolues. Ou alors j'apprécierais de voir cet Exécutif aussi s'exprimer à l'encontre d'un certain nombre d'appels d'Al-Qaïda ou Al-Qardawi.

J'apprécierais également de le voir prononcer un certain nombre de condoléances dans le cadre des attentats de Londres, de Madrid ou de Casablanca. Or je n'ai jamais entendu l'Exécutif des Musulmans de Belgique prendre position sur une question internationale, sauf cette fois-ci pour appeler à mobiliser pour un camp. Je le regrette.

Je crois que nous avons ici un élément qui devra, monsieur le ministre, peut-être nous interpeller compte tenu des crises successives que nous avons constatées au sein de cet Exécutif des Musulmans de Belgique.

Nulle part, en termes d'expression publique, on ne trouve dans les textes fondateurs de l'Exécutif des Musulmans de Belgique de précisions par rapport aux compétences de cet Exécutif à s'exprimer sur des questions internationales.

Il conviendrait peut-être de fixer une limite.

31.04 Stefaan De Clerck, ministre: Cher collègue, je dois rencontrer prochainement les représentants de l'Exécutif musulman. J'aborderai cette question avec eux. En effet, j'ai lu la réponse, mais je me demande comment il faut interpréter la mission définie par la loi. Leur mission est spécifique. Il y a séparation entre la religion en tant que telle et les affaires.

En tout cas, suite à votre intervention, j'ai décidé de réétudier le dossier et – je le répète – d'aborder ce point avec les représentants de cet Exécutif.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

32 Questions jointes de

- Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "l'état du greffe à la prison de Forest" (n° 9963)

- M. Georges Dallemagne au ministre de la Justice sur "la vétusté des bâtiments de la prison de Forest" (n° 10029)

32 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Clotilde Nyssens aan de minister van Justitie over "de toestand op de griffie van de gevangenis van Vorst" (nr. 9963)

- de heer Georges Dallemagne aan de minister van Justitie over "de verouderde staat van de gebouwen van de gevangenis van Vorst" (nr. 10029)

La **présidente**: La question de M. Dallemagne est reportée.

32.01 Clotilde Nyssens (cdH): Madame la présidente, monsieur le ministre, voici quelques semaines, je me suis rendue à la prison de Forest pour me renseigner sur les conditions de travail du personnel, et plus particulièrement du greffe. À l'occasion de cette visite, j'ai rencontré la direction avec mon collègue Dallemagne. Cela m'a permis de visualiser les étapes de la procédure pratiquée en cas d'appel par un détenu.

Il apparaît de toute évidence que le cheminement de l'acte d'appel depuis la cellule du détenu jusqu'à sa

transmission au parquet sur la base d'une procédure réglementée par des usages peut être amélioré. Les conditions dans lesquelles le greffe de la prison est amené à travailler me semblent extrêmement difficiles: le personnel est peu nombreux; la formation de base des employés, voire des ex-agents pénitentiaires, est lacunaire voire inexistante; la rotation du personnel est extrêmement rapide.

De plus, les outils de communication entre le greffe et le parquet sont inadéquats. Le parcours de l'acte d'appel est jalonné de nombreuses étapes et pose question.

À l'occasion d'un cas concret, je vous poserai des questions générales.

La procédure "pratico-pratique" pour faire appel est-elle identique dans toutes les prisons ou bien chaque prison décide-t-elle de la marche à suivre?

Cette procédure interne, si différente soit-elle éventuellement d'une prison à l'autre, ne mérite-t-elle pas d'être revue ou, à tout le moins, analysée par votre département?

Plus spécifiquement, le personnel du greffe de Forest m'a donné l'image d'employés se consacrant à une tâche excessivement lourde. Ce personnel peu formé me donne l'impression d'être très vigilant et consciencieux, mais avec les moyens du bord. Quand je pense qu'un ex-agent pénitentiaire doit manœuvrer la procédure pénale comme s'il était avocat, je n'aimerais pas être à sa place, tant ses responsabilités sont écrasantes.

Je voudrais savoir si, de manière précise, vous pouvez examiner le cadre du personnel de la prison de Forest, la façon de le combler et la possibilité d'y placer des travailleurs qui en ont les compétences ou leur donner la formation. Une formation bilingue ne gâcherait rien, car je vous assure que, dans ce greffe, outre le français et le néerlandais, on y parle toute les langues. De plus, j'ai eu une excellente impression de la volonté de la direction de Forest de mener sa mission à bien.

Au-delà de ce cas spécifique et des conditions de travail du greffe, l'équipe de la direction avait le besoin de s'exprimer. Ce fut l'occasion pour elle d'expliquer les problèmes qu'elle vit non seulement au niveau du bâtiment mais aussi du fonctionnement. Cette visite n'a, certes, pas été inutile.

Outre cette affaire particulière, qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire, avez-vous pris conscience de la nécessité de demander aux directions de prison de revoir ou d'améliorer la procédure pour faire acte d'appel?

32.02 Stefaan De Clerck, ministre: Madame Nyssens, en ce qui concerne les procédures pour faire appel dans les prisons, je peux vous dire ce qui suit.

De verklaringen van hoger beroep of van voorziening in verbreking van gedetineerden of van geïnterneerde personen, worden geregeld door de wet van 28 juli '93.

Pour être clair et plus précis: 1893.

Cette loi stipule que les déclarations sont faites auprès des directeurs des établissements pénitentiaires ou de leurs délégués. Des procès-verbaux de ces déclarations sont dressés dans un registre établi à cet effet. Le directeur en avise immédiatement le greffier du tribunal ou de la cour qui a rendu la décision attaquée et lui transmet dans les vingt-quatre heures une expédition du procès-verbal. Des instructions relatives à la méthode de déclaration sont reprises dans les circulaires ministérielles du 20 novembre 1974 et du 19 janvier 1987. Les modèles de procès-verbaux sont impératifs et s'appliquent à tous les établissements pénitentiaires. Ils sont signés par le détenu et par le chef du greffe de la prison. L'expédition du procès-verbal est signée par le directeur. Le maillon faible de la procédure se situe dans la phase antérieure à la rédaction du procès-verbal, c'est-à-dire entre le moment où le détenu fait savoir à son agent pénitentiaire qu'il veut faire une déclaration d'opposition, d'appel ou de cassation, et le moment où le greffier de l'établissement pénitentiaire rédige réellement l'acte. En pratique, les établissements pénitentiaires utilisent à cet effet un formulaire ou un registre ou les deux, transmis au greffier de la prison par une ou plusieurs personnes intermédiaires. Cette procédure diffère selon la prison. L'application pratique de cette procédure est une compétence des directeurs de prison. En pratique, c'est cette partie de la procédure d'appel qui s'avère la plus vulnérable.

Après l'incident de Forest, concernant Hassan Iasir, mon prédécesseur a directement donné des ordres au

directeur général des établissements pénitentiaires afin d'établir un projet visant à une amélioration et à une informatisation des procédures d'appel. Un groupe de travail, au sein de l'administration pénitentiaire, est actuellement en train de préparer de nouvelles instructions pour les prisons. Une rencontre entre les responsables du service ICT du département a également eu lieu, afin d'installer un outil informatique qui remplacerait l'actuel système des cahiers. Il a été demandé au Collège des PG, également concerné, de formuler des propositions afin d'uniformiser les procédures.

Le cadre administratif de chaque prison est déterminé. L'attribution interne des collaborateurs administratifs aux différents services pénitentiaires tels que greffe, comptabilité, service du personnel etc., est faite par le directeur de la prison. À Forest, on déplore en ce moment un manque de personnel du cadre évalué à 2,3 équivalents temps plein.

Il s'agit surtout d'un manque d'experts financiers. Normalement, chaque membre reçoit une formation dans le cadre des établissements pénitentiaires au début de sa carrière. Le suivi des formations de chaque collaborateur est cadré dans le système de cercles de développement. Régulièrement, des journées d'étude sont organisées pour les agents des greffes des prisons par les services SIDIS de l'administration centrale. Le recrutement des agents dépend quant à lui entièrement des règles du Selor qui est le bureau de recrutement de l'État.

Les membres du personnel qui travaillent dans des prisons bruxelloises font souvent, rapidement après leur entrée en service, une demande de mutation vers un établissement plus proche de leur domicile. Tout est mis en œuvre pour garantir la stabilité au sein du greffe. Pour ce qui concerne les contacts entre la police et le parquet, il est de la responsabilité des directeurs de prison de se mettre en contact avec les instances et d'établir une communication adéquate.

Je crois qu'il est tout à fait hors du temps qu'il n'y ait pas encore de méthodologie simple pour prendre acte de cette décision d'appel, de cassation, etc. et pour informer rapidement toute la chaîne. Même les restaurants ont trouvé un système pratique de prise des commandes! J'ai demandé à ce que l'on mène une étude approfondie pour introduire une technologie simple et efficace qui permettrait d'éviter de telles fautes.

32.03 Clotilde Nyssens (cdH): Monsieur le ministre, je constate que votre prédécesseur a pris le taureau par les cornes! Il a institué les groupes de travail et la réflexion en vue d'une révision de la procédure pour aboutir à un parcours moderne. Vous-même m'avez rappelé la loi de 1893! Je ne manquerai pas de la lire. Cela en devient presque excitant!

Lorsque l'on voit, de visu, dans la prison, le parcours que doit suivre cet acte d'appel, c'est hallucinant! Cela vaut le coup d'y passer une heure pour s'en rendre compte: depuis la parole du détenu qui dit au gardien: "Chef, je souhaite faire appel" jusqu'à la notification au parquet. Il y a plusieurs cahiers, clés, etc. C'est une véritable chaîne! Au vu du système actuel, c'est un miracle qu'il n'y ait pas davantage de cas. Cela pourrait arriver tous les jours!

Je suis également impressionnée par la compétence des personnes qui sont au greffe. Ce sont des ex-agents qui connaissent mieux la procédure pénale que nous et ce, quasi dans toutes les langues. Je leur tire mon chapeau! Attendez-vous, monsieur le ministre, à d'autres histoires similaires!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

33 Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Justice sur "les actes antisémites sur notre territoire depuis le début du conflit dans la bande de Gaza" (n° 10039)

33 Vraag van de heer Denis Ducarme aan de minister van Justitie over "de anti-semitische daden in ons land sinds het begin van het conflict in de Gazastrook" (nr. 10039)

33.01 Denis Ducarme (MR): Madame la présidente, comme le ministre l'a dit, de très nombreux dégâts ont été occasionnés durant cette manifestation. Ainsi, quinze voitures ont été dégradées et les vitres de l'administration flamande ont été brisées.

En ce qui concerne la présence du MR, comme un collègue en parlait, je précise que le MR est le seul parti à ne pas avoir appelé à manifester. J'ajoute que le seul représentant de mon parti, présent à titre personnel, n'est pas la personne qui a brisé les vitres de l'administration flamande!

Monsieur le ministre, j'ai déjà interrogé votre collègue, le ministre de l'Intérieur, mardi dernier, au sujet des débordements antisémites qui ont eu lieu durant la manifestation du 11 janvier à Bruxelles ainsi que concernant d'autres actes de même nature intervenus depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza. Je pense aux synagogues de Charleroi, d'Anvers et de Bruxelles. Les exemples sont nombreux.

Il s'avère clairement – l'hebdomadaire francophone de renom "Le Vif/L'Express" a d'ailleurs fait une analyse importante de la question dans son numéro de cette semaine – que nous nous retrouvons, aujourd'hui, face à une recrudescence d'actes antisémites en Belgique.

Par rapport à de tels agissements, nous disposons d'un "gardien", à savoir le Centre pour l'égalité des chances.

Monsieur le ministre, je voudrais vous interroger sur les initiatives du Centre en termes de dépôts de plaintes. Combien de plaintes ont-elles été déposées depuis le début de ces divers débordements? Et si d'aventure le Centre pour l'égalité des chances n'avait pas pris d'initiative à cette occasion, envisagez-vous d'avoir recours à votre pouvoir d'injonction?

33.02 Stefaan De Clerck, ministre: Monsieur le président, cher collègue, il paraît que ce n'est pas la première fois que vous posez une question concernant les démarches du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme suite aux incidents antisémites qui se sont récemment produits.

Une autre question avait trait aux propos du stand up comedian Philippe Geubels.

33.03 Denis Ducarme (MR): En fait, c'est M. Crucke qui a posé la question. Par conséquent, je n'ai pas voulu vous poser deux fois la même question.

33.04 Stefaan De Clerck, ministre: Effectivement, cette question a déjà été traitée.

Cela dit, je ne peux que répéter que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ne divulgue, en principe, pas d'information sur les affaires courantes. Il faut noter que ce Centre a été fondé en vertu de l'acte constitutif du 15 février 1993 auprès du premier ministre.

Ce Centre ne relève donc pas des compétences du ministre de la Justice. En résumé, aucune communication n'est prévue dans le chef de ce centre. De plus, si des problèmes se posent à son égard, c'est au premier ministre, M. Van Rompuy, qu'il faudra poser des questions. Je m'excuse pour la brièveté de ma réponse.

33.05 Denis Ducarme (MR): Voilà qui est clair. Pour la législation sur les discriminations, je crois que vous avez un pouvoir d'injonction sur le Centre pour l'égalité des chances. Votre prédécesseur en avait un, en tout cas. Mme Milquet est ministre de l'Égalité des chances mais ne dispose pas de lien avec le Centre. Vous me dites que je dois consulter M. Van Rompuy. Pour votre information, le ministre de l'Intérieur nous a indiqué en commission la semaine dernière que seize plaintes concernant des actes antisémites avaient été déposées par le Centre pour l'égalité des chances. J'irai vérifier cela auprès de M. Van Rompuy.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

34 Questions jointes de

- **M. Xavier Baeselen** au ministre de la Justice sur "la double évasion de détenus au Palais de Justice de Bruxelles" (n° 10149)
- **M. Michel Doomst** au ministre de la Justice sur "l'évasion de deux détenus du Palais de Justice de Bruxelles" (n° 10160)
- **M. Bart Laeremans** au ministre de la Justice sur "l'évasion de deux détenus" (n° 10162)
- **Mme Carina Van Cauter** au ministre de la Justice sur "l'évasion de deux détenus du palais de justice de Bruxelles" (n° 10195)
- **Mme Valérie Déom** au ministre de la Justice sur "l'évasion de deux détenus du Palais de Justice de Bruxelles" (n° 10293)
- **M. Jean-Luc Crucke** au ministre de la Justice sur "des salles d'audience à proximité des prisons"

(n° 10296)

- M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "les évasions récentes de détenus de certains palais de justice" (n° 10311)
- M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "la nouvelle évasion de deux détenus" (n° 10315)
- M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'évasion de détenus" (n° 10327)
- Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "l'évasion de détenus" (n° 10328)

34 Samengevoegde vragen van

- de heer Xavier Baeselen aan de minister van Justitie over "de ontsnapping van twee gedetineerden uit het Justitiepaleis van Brussel" (nr. 10149)
- de heer Michel Doomst aan de minister van Justitie over "de ontsnapping van twee gevangenen uit het Justitiepaleis te Brussel" (nr. 10160)
- de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de ontsnapping van twee gedetineerden" (nr. 10162)
- mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "de ontsnapping van twee gedetineerden uit het Brussels justitiepaleis" (nr. 10195)
- mevrouw Valérie Déom aan de minister van Justitie over "de ontsnapping van twee gevangenen uit het Justitiepaleis te Brussel" (nr. 10293)
- de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Justitie over "rechtszalen in de buurt van de gevangenen" (nr. 10296)
- de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "de recente ontsnappingen van gedetineerden uit justitiepaleizen" (nr. 10311)
- de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de nieuwe ontsnapping van twee gedetineerden" (nr. 10315)
- de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "de ontsnapping van gevangenen" (nr. 10327)
- mevrouw Els De Rammelaere aan de minister van Justitie over "de ontsnapping van gevangenen" (nr. 10328)

De **voorzitter**: De heer Stefaan Van Hecke heeft echter als eerste het woord.

34.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, ik dank de collega's hiervoor. Ik moet dringend weg aangezien ik moet babysitten. Ik zal het antwoord niet kunnen afwachten. Ik zal het lezen in het integraal verslag.

Mijnheer de minister, ik heb vorige week al gezegd dat u uw entree niet hebt gemist, met opnieuw een aantal ontsnappingen uit gevangenen. Het herinnert aan een tiental jaren geleden.

We mogen er echter geen grapjes over maken. Dit is ernstig. Dit mag eigenlijk niet gebeuren. Ik heb gisteren de beelden op RTBF gezien van hoe de situatie in Luik is waar gedetineerden uit een celwagen moeten komen buiten het justitiepaleis. Dat zorgt natuurlijk voor een aantal problemen.

Mijnheer de minister, ik heb de volgende vragen. Wat kunt u daaraan concreet doen? De justitiepaleizen zijn hier en daar een zwakke schakel in de bewaking van gevangenen bij de overbrenging. Welke maatregelen werden de laatste tijd genomen of zullen nog worden genomen om de veiligheidssituatie te verbeteren?

Werd ook onderzocht wat de precieze gebreken zijn in de procedures die nu worden gehanteerd? Wat zijn de oorzaken van dergelijke ontsnappingen?

34.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, ik dank op mijn beurt de collega's. Ik moet in de gemeenteraad aanwezig zijn om 19.00 uur en zal dus ook het antwoord niet kunnen afwachten. Ook ik zal het lezen in het integraal verslag.

De feiten zijn belangrijk. Zware criminelen die op een dergelijke manier ontsnappen, wapens die worden binnengesmokkeld in een justitiepaleis, rechters die worden bedreigd en op de grond moeten gaan liggen, dat is allemaal bijzonder spectaculair en betreurenswaardig.

Ik lees ook dat de metaaldetectoren niet werken, dat de deuren van de kamer van inbeschuldigingstelling zomaar open en dicht kunnen en dat men daar zomaar binnen kan. Dat is allemaal vrij hallucinant.

Mijnheer de minister, ik heb de volgende vragen. Klopt het dat de veiligheidsagenten ongewapend waren? Vindt u dat normaal? Dragen zij wapens in welbepaalde gevallen of nooit? Wat is de procedure voor het al of

niet dragen van wapens?

Hoe reageert u op de heel terechte protestactie van de veiligheidsagenten?

Kunt u wat meer vertellen over de feiten in Brussel en in Luik? Ik heb er een vraag aan toegevoegd over Luik, maar ik zal niet herhalen wat daarnet reeds werd gesteld.

Is er ondertussen ook meer geweten over de personen zelf? Zijn ze nog allemaal voortvluchtig? Heeft men de nodige inspanningen geleverd om hen opnieuw te vatten?

Werd een onderzoek verricht naar fouten of naar eventuele medeplichtigheid van rechtbankpersoneel? Ook dat is immers belangrijk.

34.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik begin met mijn vragen aangezien de situatie al werd geschetst.

Het is duidelijk dat veiligheidsagenten in de regel niet gewapend zijn. Dat is wettelijk zo geregeld. In deze stel ik echter toch een aantal vragen. Vluchtgevaarlijke gedetineerden worden volgens de voorgescreven procedure begeleid door gewapende politieambtenaren. Stonden de betrokkenen niet gekend als zijnde vluchtgevaarlijke gedetineerden?

Welke procedure werd gevolgd? Hoe maakt men dat onderscheid? Werd de procedure voorgescreven bij de overbrenging gevolgd?

We hebben in de pers vernomen dat u onmiddellijk hebt gereageerd, dat er overleg werd gepleegd om deze procedure nog veiliger te maken zodat een en ander in de toekomst kan worden vermeden, en dat er bijkomende veiligheidsmaatregelen zouden worden genomen met betrekking tot de justiepaleizen. Indien dat inderdaad het geval is, verneem ik graag welke.

34.04 Michel Doomst (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik denk dat het in de incidentenmaatschappij waarbij een dergelijke gebeurtenis duizendmaal wordt uitvergroot, geen goede zaak is voor Justitie als we dit nog een aantal keer moeten ondergaan. Uiteraard blijkt hieruit dat de infrastructuur, waarop mensen een beroep moeten doen, voorbijgestreefd is. Daarom is het belangrijk om een en ander aan te passen en bijgevolg ook op budgettaire vlak prioritair te maken. Alles kan natuurlijk niet worden voorzien.

Is het de courante gang van zaken dat dit door ongewapende veiligheidsagenten wordt begeleid? Moeten we dit in de toekomst niet veranderen? Hoe is intussen de stand van zaken van degenen die de biezene namen?

34.05 Raf Terwingen (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, het voordeel is natuurlijk wanneer er tweemaal twee gevangenen ontsnappen in eenzelfde week, u daar maar één vraag over krijgt want alles wordt samengevoegd.

Mijn vraag betrof vooral het Luikse verhaal, dat nu wordt samengevoegd met het Brusselse verhaal, al is dat geen probleem. Als er wat moet gebeuren, heeft dit natuurlijk vooral een budgettaire impact. Quid in dat verband? Meer en beter bewapend personeel is wenselijk, wat ook een budgettaire verhaal is.

Ik hou mijn hart ten slotte vast als er volgende week weer iemand met een helikopter probeert te ontsnappen. De oppositie kan dan opwerpen dat het probleem zich al heeft gesteld en dat er sindsdien nog niets werd gedaan aan de anti-helikopterbeveiliging die voorzien was in het masterplan.

34.06 Els De Rammelaere (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, de problematiek is hier reeds ruimschoots geschetst. Twee ontsnappingen in een week, in Luik en in Brussel. Nu blijkt dat deze problematiek een oud zeer is, dat het al jaar en dag bekend is, vraag ik mij af wat er in het verleden werd ondernomen om de veiligheid te verhogen en te waarborgen bij het overbrengen van gedetineerden naar de justiepaleizen? Wat schort er eigenlijk juist aan vandaag? Welke maatregelen zal u op korte termijn nemen? U kondigt in de pers aan dat u er de voorkeur aan geeft om gedetineerden in de gevangenis te laten berechten om verdere verplaatsingen te vermijden. Binnen welke termijn ziet u dit te realiseren en welke middelen zijn daarvoor opzijgezet?

34.07 Minister **Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, de feiten, te Brussel. Ik zal het even herhalen, want het is belangrijk. Op donderdag 15 januari waren er vier agenten van het veiligheidskorps aanwezig voor twee aangehouden personen. Die aangehouden personen worden aangeduid als zijnde groot risico. In elk geval heeft een van de twee zo'n statuut.

Dans ce cas, on prévoit un agent supplémentaire. Quatre agents du corps de sécurité étaient donc présents.

Ils ont emprunté le couloir de sécurité vers la chambre des mises en accusation, chambre à huis clos sécurisée, où doivent comparaître les détenus escortés. Arrivés dans la salle, la porte est refermée derrière les agents. Les avocats se trouvent dans un couloir différent avec une autre porte d'accès que celle par laquelle sont entrés les agents du corps de sécurité. Les détenus ont été démenottés pour comparaître.

L'audience débute. Le greffier sort. Lorsqu'il rentre à nouveau, un homme cagoulé et armé fait irruption et crie: "Tout le monde à terre!". Un détenu s'est dirigé vers la personne armée et lui a demandé une arme, qui lui est remise. Le détenu a menacé l'ensemble des personnes présentes en leur demandant de se mettre à terre en les injuriant. Pendant ce temps, l'autre détenu a rejoint les deux personnes armées. Les agents ont hésité un instant et se sont couchés à terre. Les trois hommes ont pris la fuite en prenant soin de fermer la porte du couloir derrière eux. D'autres collègues sont arrivés en renfort.

De bewaking gebeurde door leden van het veiligheidskorps. De leden van het veiligheidskorps dragen geen vuurwapens. Hun bewapening bestaat uit een wapenstok en pepperspray. Zij beschikken eveneens over handboeien. De risicoanalyse van de gedetineerde die wordt overgebracht naar het gerechtsgebouw, wordt uitgevoerd door de politie. Afhankelijk van het resultaat van de inschatting, in dit geval categorie 1, op basis van de bekende gegevens, wordt het veiligheidsniveau van het transport bepaald. Al naargelang het aangehouden veiligheidsniveau doet hetzij het veiligheidskorps samen met de politie, hetzij een speciaal team van lokale of federale politie de overbrenging. Dat is verkeerd gelopen.

Er is uiteraard het protest vanwege het veiligheidskorps dat het werd geconfronteerd met zo'n feitelijkheid. Het protest is begrijpelijk, vandaar dat er onmiddellijk een overleg is opgestart met de verantwoordelijke diensten. In een eerste tijd werd afgesproken dat er voortaan gewapende politie zal patrouilleren in het gerechtsgebouw en bovendien zal de deur van de kamer van inbeschuldigingstelling voortaan op slot worden gedaan bij de aanvang van de zitting.

Nu kom ik tot de problematiek waar we misschien volgende week op kunnen terugkomen. Ik ben van oordeel dat in de gevangenisomgeving zelf er meer mogelijkheden moeten zijn voor de raadkamer en de KI om ofwel zelf naar de gevangenis toe te gaan of om via videoconferencing – dat moeten we verder nog bekijken – zware dossiers te behandelen, zodat we transporten zoals in Luik, naar gerechtshoven, die daar niet op voorzien zijn, vermijden. Daar moeten we in infrastructurele oplossingen voorzien. Ik vind dat dat absoluut prioritair onderzoek verdient.

De gedetineerden hebben inderdaad gebruikgemaakt van een wapen dat is binnengeraakt. De controles op wapendrachten in de rechtbank zijn niet efficiënt. Die controles zijn in bepaalde periodes wel gebeurd, maar dat is dus niet volgehouden.

De gedetineerde diende te verschijnen voor de kamer van inbeschuldigingstelling in het kader van een overval. Dat is overval op overval, dat bestaat dus. Na de feiten is er uiteraard onderzoek en de ontvluchters zijn tot hertoe niet opgepakt. Er is nu verder onderzoek en ik denk dat er wel met de politie de nodige schikkingen zullen getroffen zijn en dat de politie meer betrokken zal blijven bij die zaken dan vroeger het geval was.

Wat Luik betreft, bij het uitstappen van twaalf gedetineerden uit de gevangeniswagens hebben twee gedetineerden zich onder het voertuig laten glijden, en zo zijn zij ontsnapt. Die ontsnapping kon blijkbaar gebeuren doordat twee koppels van gedetineerden zich konden losmaken. Tijdens de overmeestering van twee gedetineerden hebben de andere twee van de gelegenheid gebruikgemaakt om zich onder het voertuig te laten glijden en te ontsnappen. Bij de achtervolging kon een van hen terug worden opgepakt. Het is dus juist dat op dit ogenblik nog één gedetineerde op de vlucht is. Alle mogelijke maatregelen werden genomen en zijn signalement werd uiteraard verspreid.

Na de gebeurtenis van afgelopen donderdag in Brussel werd er onmiddellijk gereageerd door alle

betrokkenen. De opgerichte werkgroep zal nakijken hoe de veiligheid kan worden verhoogd. Ik wil het accent in de toekomst meer leggen op meer infrastructurele oplossingen, veeleer dan andere procedures te verbeteren. Intussen zal de politie nog meer haar verantwoordelijkheid moeten nemen.

Thans zal ik het hebben over de helikoptertoestanden, aangezien collega Terwingen daarover iets aankondigt. Er is een antihelikopterbeveiliging aangebracht op de wandeling van de afdeling hoge veiligheid van de gevangenis te Brugge. Die werd in eigen beheer gerealiseerd door Justitie. De afdeling hoge veiligheid van Lantini heeft een gesloten wandeling, waardoor het probleem zich daar niet voordoet. Voor de andere instellingen onderzoekt de Regie der Gebouwen op dit moment de mogelijkheid voor een antihelikopterbeveiliging, gebaseerd op dezelfde technische vereisten als Brugge.

Meerdere studies zijn uitgevoerd voor de plaatsing van antihelikopternetten in de penitentiaire inrichtingen. De studies resulteren echter in zeer uiteenlopende resultaten, wat de kostprijs betreft, en in meerdere technische problemen. Daarom heeft men eerst het pilootproject uitgevoerd. Dat is gebeurd in Brugge. De wandelkoer voor dezelfde sectie is al opgelost. Op basis van de resultaten en de bevindingen van het pilootproject te Brugge wordt nu in samenspraak tussen de administratie en de Regie gewerkt aan een toepassing en een uitvoering van een gelijke oplossing voor de andere inrichtingen. Er is de intentie dat te realiseren in de loop van 2009.

Ook bij de nieuw te bouwen gevangenissen moet dit opnieuw een aandachtspunt zijn van in het begin. Wij zullen dus moeten kijken op welke manier wij een goede infrastructurele oplossing vinden voor de zeven nieuwe instellingen.

34.08 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Het is goed dat u snel hebt gereageerd. Uw antwoord heeft echter een bijkomende vraag opgeroepen. U zegt dat het veiligheidsrisico van de gevangenen door de politie wordt ingeschaald. Er wordt geoordeeld in functie van de graad van gevaar of er begeleiding is door de federale of de lokale politie.

Dat is nuttig en nodig. Begrijp ik het dan goed dat eens het justitiepaleis bereikt is de taak van de politie ophoudt?

34.09 Minister Stefaan De Clerck: Dan is het voor het veiligheidskorps.

34.10 Carina Van Cauter (Open Vld): Als we de keten bekijken vertrekt men uit een streng beveiligde gevangenis, tijdens het transport is er een zekere verhoogde beveiliging maar op het ogenblik waarop men zich in het justitiepaleis bevindt, valt de verhoogde beveiliging weg. Kan niet worden overwogen, aangezien dit een zwak moment is, om...

34.11 Minister Stefaan De Clerck: Op dat ogenblik is men alleen gewapend met een wapenstok. Men is met vier dus er is wel mankracht genoeg. Als zij echter worden geconfronteerd met een wapen zijn ze machteloos.

34.12 Carina Van Cauter (Open Vld): Men mag dan bij wijze van spreken met honderd zijn.

34.13 Minister Stefaan De Clerck: Dat is de inschatting. Bij de hele ketenbewaking gaat men er natuurlijk niet van uit dat er wapens zullen verschijnen.

34.14 Carina Van Cauter (Open Vld): We weten allemaal dat de zittingszalen meestal heel dicht bij de hoofdingang zijn. Het volstaat dus dat iemand die wordt beschuldigd, niet in het geval van de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling, maar bij een procedure ten gronde, zich omdraait en op de loop gaat. Als iemand die loop dan beveiligt met een wapen... Dit kan iedere dag opnieuw gebeuren.

34.15 Minister Stefaan De Clerck: De justitiepaleizen zijn daar niet voor gebouwd. Ze zijn niet voorzien op het vlot binnenrijden met een wagen, afzonderlijk aankomen in een bepaalde ruimte en weer vertrekken.

34.16 Carina Van Cauter (Open Vld): Ik begrijp ook dat men niet geboeid is voor de rechter. Daar zijn dan nog dikwijls klapdeuren dus men kan gewoon naar buiten vluchten.

34.17 Minister Stefaan De Clerck: Nu heeft men toch de conclusie getrokken dat als men dergelijke

mensen behandelt men de deuren moet sluiten.

34.18 Carina Van Cauter (Open Vld): Op het niveau van de raadkamer en de KI, niet ten gronde.

34.19 Minister Stefaan De Clerck: Het zou niet langer openbaar zijn.

34.20 Raf Terwingen (CD&V): ...(geen micro)

34.21 Els De Rammelaere (N-VA): Ik heb nog een bijkomende vraag. Hoe komt het dat er zo'n groot verschil is in beveiliging. In Kortrijk is de KI wel beveiligd. U bent daar ook advocaat geweest, u weet dat. Men raakt daar niet zomaar binnen terwijl dat blijkbaar in Brussel zonder problemen gaat.

34.22 Minister Stefaan De Clerck: Het is een tijdje geleden dat ik er nog geweest ben. Vroeger was er ook controle op wapens. Er is een afzonderlijke ingang voor de KI die wel beter is beveiligd.

34.23 Els De Rammelaere (N-VA): Die moet van bij het onthaal worden geopend.

34.24 Minister Stefaan De Clerck: Er is een periode geweest waarin er controle was op wapendracht. Men moest toen door een soort box. Ik denk echter dat die er ook niet meer staat.

34.25 Els De Rammelaere (N-VA): Nee, dat denk ik ook niet.

34.26 Minister Stefaan De Clerck: Het is zo een tijdje geweest maar nu is er geen controle meer op de wapendracht. De afzonderlijke ingang is wel gebleven.

34.27 Els De Rammelaere (N-VA): Kan dan niet worden geopteerd om dit overal zo te doen?

34.28 Minister Stefaan De Clerck: Er is in Brussel wel een afzonderlijke ingang voor de gevangenen. Dit is een afzonderlijk circuit. Men had een procedure om binnen te gaan maar hoe die gewapende man daar op dat moment is kunnen binnenglippen, weet ik niet. Voor mij zit het probleem in het feit dat er gewapende mensen in een zittingszaal binnen kunnen. Dit is natuurlijk een publieke ruimte en de zittingen zijn openbaar maar voor mij is dat het grootste probleem. Hoe is het mogelijk dat iemand zomaar in een zittingszaal kan binnen geraken met een wapen?

Ik denk dat wij voor de zware criminaliteit radicaal op ad-hocinfrastructuur moeten terugvallen. Ik zie maar die mogelijkheid. Ik denk niet dat wij de justitiepaleizen van Antwerpen, Gent en Brussel... Ik zal er nog eens een studie van laten maken. Is er een totaal geïsoleerd circuit voor de gevangenen in de nieuwe gerechtsgebouwen van Antwerpen en Gent? Ik zal het eens moeten bekijken.

34.29 Raf Terwingen (CD&V): ... komt men er als advocaat zelfs niet bij.

34.30 Minister Stefaan De Clerck: Ik zal het eens bekijken.

Voor mij is de infrastructurele discussie de kern van het verhaal. Brussel kan infrastructureel niet meer behoorlijk worden opgelost. Het is via de nieuwe infrastructuur van nieuwe gerechtsgebouwen en gevangenen dat wij de problematiek van de veiligheid zullen kunnen oplossen. Dat is de conclusie.

Justitie kan maar via een nieuw materieel kader worden aangepakt. Op dat moment krijgt men een nieuwe Justitie die veilig, betrouwbaar, snel en efficiënt werkt. Ik denk dat dit de conclusie is. Wij kunnen allerlei maatregelen en initiatieven nemen maar het draait uiteindelijk om de moderniteit die wij van het justitieapparaat verwachten en die moderniteit zit niet in heel het karkas, de materiële omgeving van Justitie die momenteel nog oubollig is. Ik denk dat wij daarvan prioritair werk moeten maken.

34.31 Michel Doomst (CD&V): Conclusie, ik denk dat die op termijn infrastructureel moet zijn. Ik hoop natuurlijk dat op korte termijn de waakzaamheid bijzonder zal verhogen, want ik denk dat wij ons zoiets niet wekelijks kunnen veroorloven.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Collega's, ik weet niet of de minister nog kan blijven?

34.32 Minister **Stefaan De Clerck**: (...)

De **voorzitter**: Ik kan eigenlijk niet meer blijven, maar er zijn nog vragen van mevrouw Van Cauter en de heren Doomst en Terwingen. Als zij voor elkaar voorzitter zijn, kunnen zij hun vragen afhandelen.

34.33 Minister **Stefaan De Clerck**: We zullen ermee stoppen. We hebben toch een pak vragen gedaan?

De **voorzitter**: Hoeveel weet ik niet. Er zijn er enkele vervallen of omgezet in schriftelijke vragen en er zijn er natuurlijk een heleboel verschoven naar het debat over de gevangenen.

34.34 Minister **Stefaan De Clerck**: Misschien zijn er bij de overblijvende vragen nog andere. We zullen eens goed moeten bekijken waarover de andere vragen gaan.

De **voorzitter**: Ik dank u in ieder geval voor uw medewerking aan deze vragennamiddag. Het was een langgerekte vergadering, maar men krijgt erdoor, zoals u zegt, inderdaad een mooi overzicht van alle prangende problemen.

34.35 Minister **Stefaan De Clerck**: Voor mij is het een perfect introductie in de state of the art op het vlak van Justitie.

De **voorzitter**: Dank u en tot binnenkort.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.58 uur.

La réunion publique de commission est levée à 18.58 heures.